

**Ma
difi
ent
beg
right
req
me**

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- ☐ Coloured pages/
Pages de couleur
- ☐ Pages damaged/
Pages endommagées
- ☐ Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- ☒ Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- ☐ Pages detached/
Pages détachées
- ☒ Showthrough/
Transparence
- ☐ Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- ☐ Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire
- ☐ Only edition available/
Seule édition disponible
- ☐ Pages wholly or partially obscured by errata
slips, tissues, etc., have been refilmed to
ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement
obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure,
etc., ont été filmées à nouveau de façon à
obtenir la meilleure image possible.

10X		14X		18X		22X		26X		30X	
						✓					
12X		16X		20X		24X		28X		32X	

R

L

RECHERCHES

SUR

LES ÉTATS-UNIS.

TROISIÈME PARTIE.

R
✓
R

SU

L'A

Où l

de

G

ap

I

'Avr

—

—

Ch

RECHERCHES
HISTORIQUES ET POLITIQUES
SUR LES ÉTATS-UNIS
DE
L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE;

Où l'on traite des établissemens des treize Colonies;
de leurs rapports & de leurs dissensions avec la
Grande-Bretagne, de leurs gouvernemens avant &
après la révolution, &c.

PAR UN CITOYEN DE VIRGINIE.

*Avec quatre Lettres d'un Bourgeois de New-
Heaven sur l'unité de la législation.*

TROISIÈME PARTIE.



A COLLE;

Et se trouve A PARIS,

Chez FROULLÉ, libraire, quai des Augustins;
au coin de la rue Pavée.

1788.



O

I

Re

L

à la
plus
croin
histo
cilen
de p
dans
dang
capal
érige
L



OBSERVATIONS

S U R

L'HISTOIRE PHILOSOPHIQUE

DES DEUX INDES,

Relativement aux Etats-Unis d'Amérique.

LE titre d'histoire annonce un ouvrage consacré à la vérité. Celui d'histoire philosophique l'annonce plus encore, s'il est possible, puisqu'il donne lieu de croire que l'auteur qui lui a voué ses talens, comme historien & comme philosophe, aura moins facilement oublié ce qu'il lui devoit, ayant un motif de plus pour s'en ressouvenir. Si cet écrivain tombe dans quelques erreurs, elles seront d'autant plus dangereuses qu'on le soupçonnera moins d'en être capable. Mais sur-tout si par un ton imposant il érige ses erreurs en axiomes, si par la magie de

Part. III.

A

son style il aveugle ses lecteurs dans le labyrinthe où il les égare, c'est alors qu'il est indispensable de déchirer le voile dont leurs yeux sont couverts, & de leur montrer combien la route qu'on leur fait prendre est éloignée de celle de la vérité.

Tels sont les motifs qui m'ont déterminé à publier quelques observations sur le compte que monsieur l'abbé Raynal a rendu des Etats-Unis d'Amérique.

J'ai pris ça & là ce qui m'a paru le plus frappant, & quant à la division des matières, j'ai préféré celle qui m'a semblé la plus claire, sans me borner aux lieux, aux personnes ou aux choses.

CHAPITRE PREMIER.

De l'époque des établissemens des premières colonies.

LA lecture des détails de monsieur l'abbé Raynal sur les premiers établissemens dans l'Amérique septentrionale, ne peut assurément en donner une idée très-juste.

Les époques y sont confondues, de manière à faire croire que les établissemens du chevalier Raleigh & ceux de la Nouvelle-Angleterre se firent

dans
chron
comm
fini

En
Angl
" ve
" le
" de

A l'
9, p
" ab
" fut

Lo
il ne
à Roa
les ca
Franç

" Qu
" du
" fit
" alle
" mo
" C

(1)
ouvrag
établi

dans le même tems (1). Au lieu de suivre l'ordre chronologique, il parle d'abord de ceux-ci. Il commence par la partie la plus septentrionale & finit par la plus méridionale.

En parlant des établissemens de la Nouvelle-Angleterre, il dit, tome 8, page 445 : « Découverte au commencement du siècle dernier, sous le nom de Virginie septentrionale, elle ne reçut des Européens qu'en 1608. »

A l'égard de la Virginie, il s'exprime ainsi, tome 9, page 63 : « Ce fut en 1606 que les Anglois abordèrent à cette plage sauvage. James-Town fut leur premier établissement. »

Lorsqu'il parle de la Caroline septentrionale, il ne dit pas un mot des établissemens commencés à Roanoke, & après avoir exposé, tome 9, page 85, les causes qui empêchèrent les Espagnols & les François de se fixer dans les Carolines, il ajoute : « Quelques Anglois les remplacèrent vers la fin du seizième Siècle. Un *caprice inexplicable* leur fit abandonner cet établissement naissant, pour aller cultiver une terre plus dure sous un climat moins tempéré.

» On ne voyoit pas un seul européen dans la

(1) Le lecteur a vu dans la première partie de cet ouvrage, la différence qui existe entre la date de ces deux établissemens.

» Caroline, lorsque les lords Berkley , Clarendon ;
 » Albemarle , Craven , Ashley , & messieurs Car-
 » teret , Berkley & Colleton obtinrent , en 1663 ,
 » de Charles II , la propriété de ce beau pays. »

Afin d'être convaincu qu'il ne falloit rien moins
qu'un caprice inexplicable pour leur faire abandon-
ner cet établissement , il est bon de voir ce que
 le même auteur dit du pays , page 94. « Le sol y
 » est généralement plus plat , plus sablonneux , plus
 » rempli de marais que dans la Caroline méridionale.
 » Ces tristes plaines sont couvertes de
 » pins ou de cèdres , ce qui annonce un terrain in-
 » grat ; & semées , par intervalle , d'un petit nombre
 » de chênes trop gras pour être employés à la conf-
 » truction des vaisseaux. Les côtes , généralement
 » barrées par un banc de sable qui en écarte les
 » navigateurs , n'appellent pas plus impérieusement
 » la population que l'intérieur des terres. Enfin
 » le pays est plus exposé que les contrées limi-
 » trophes aux ouragans qui viennent du sud-est. »

Après une telle description , la nécessité d'aban-
 donner le pays , au lieu *d'être un caprice inexpli-*
cable , n'est elle pas démontrée géométriquement ?
 sur-tout lorsqu'il ajoute lui-même : « Ces motifs
 » éloignèrent , sans doute , les Anglois de la Ca-
 » roline septentrionale , quoique ce fût la première
 » plage qu'ils eussent découverte dans le nouveau
 » monde. »

l'on
des
épo
mê
erre
I
Ray
Sept
cette
inex
bli
sous
en C
tache
Virg
la co
d'un
grand
pas d
les é
rent
Drak
qui d
point
font
ni da

Non-seulement le lecteur ne trouve rien dans l'ouvrage de monsieur l'abbé Raynal, ni sur la nature des premiers établissemens, ni sur les différentes époques auxquelles ils se firent; les conjectures même qu'il fait naître ne peuvent qu'induire en erreur.

Il est difficile de croire que monsieur l'abbé Raynal ait supposé qu'il existât entre la Caroline Septentrionale & la Virginie qui se touchent, cette différence de climat qu'indique ce *caprice inexplicable, qui leur fit abandonner le premier établissement, pour aller cultiver une terre plus dure sous un climat moins tempéré*. Entre l'isle Roanoke en Caroline, où débarquèrent les émigrans attachés au chevalier Raleigh, & James-Town en Virginie où s'établirent ceux qu'y fit passer ensuite la compagnie de Londres, la différence n'est que d'un degré huit minutes de latitude, & la plus grande distance, en y comprenant la longitude, n'est pas de cent milles. Nous avons vu d'ailleurs que les émigrans laissés sur l'Isle de Roanoke, y périrent tous, à l'exception de ceux que le chevalier Drake ramena en Angleterre, & qu'à l'égard de ceux qui débarquèrent à James-Town, ils ne changèrent point de pays. En conséquence, on ne fait ni quels sont ces Anglois qui abandonnèrent la Caroline, ni dans quel pays ils passèrent.

CHAPITRE II.

De la Nouvelle-Angleterre.

M. l'abbé Raynal, après avoir dit quelque chose des premiers émigrans qui abordèrent à la Nouvelle-Angleterre, s'exprime ainsi, page 445 du tome 8 : « Les presbytériens anglois, que la persécution avoit rassemblés en Hollande, ce port universel de la paix & de la liberté, lassés de n'être rien dans le monde, après avoir été martyrs dans leur patrie, résolurent d'aller fonder une église pour leur secte, dans un nouvel hémisphère. Ils achetèrent donc, en 1621, les droits de la compagnie angloise de la Virginie septentrionale : car ils n'étoient pas assez pauvres pour attendre leur prospérité de leur patience & de leurs vertus. »

Les compagnons de Robinson, qui passèrent de Hollande à Southampton, & de Southampton en Amérique, étoient de la secte des indépendans, & non pas de celle des presbytériens. C'est de-là que les indépendans se sont toujours attribué le mérite d'avoir apporté les premiers l'évangile dans cette partie du monde. Les indépendans étoient des brounistes schismatiques, comme

étoient les brounistes à l'égard des puritains. On a déjà remarqué que ces intrépides aventuriers firent renaître l'espoir de fonder une colonie dans ces contrées septentrionales ; mais il ne paroît pas qu'ils fussent en état d'acheter les droits de la compagnie. Neale , tome 1 , page 85 , dit qu'ils employèrent à Southampton sept cens livres sterling environ en vivres & autres objets nécessaires , & près de mille sept cens livres en marchandises. Il paroît que leur plus grande richesse consistoit dans la ferme résolution de supporter courageusement toute espèce d'incommodités.

On a vu que la première compagnie de Plymouth s'anéantit insensiblement , & que la charte de la seconde compagnie est du 3 novembre 1620. A cette époque ces derniers étoient déjà sur les côtes d'Amérique , puisqu'ils débarquèrent au cap Cod le 11 du même mois. On a vu pareillement que ce fut la compagnie de Londres , & non celle de Plymouth , qui les gratifia d'une étendue de pays , & qu'ils furent , avant de s'embarquer , que le territoire énoncé dans l'acte de donation ne dépendoit point de cette compagnie. Il est inutile de répéter tout ce que l'on a déjà dit à ce sujet. Il suffit de se rappeler que la charte de la compagnie fut apportée en Amérique par ceux qui fondèrent la colonie de Massachusets neuf ans après.

M. l'abbé Raynal continue en ces termes , page 448 : « Les habitans de la Nouvelle-Angleterre » vécurent quelque tems en paix , sans songer » à donner une base solide à leur bonheur. Ce » n'est pas que leur charte ne les autorisât à » établir la forme de gouvernement qui leur » conviendrait : mais ces enthousiastes ne s'en » occupoient pas ; & la métropole ne prenoit pas » assez d'intérêt à leur destinée , pour les presser » d'assurer leur tranquillité. Ce ne fut qu'en 1630 » qu'ils sentirent la nécessité de donner une » forme à leur colonie. »

Ce passage ne peut se rapporter ni à ceux qui possédoient réellement la charte , ni à la petite colonie de Plymouth. On a vu que les fondateurs de cette colonie , qui vinrent de Hollande , n'avoient point reçu l'investiture du territoire qu'ils occupèrent. Jamais ils n'eurent de charte : & loin qu'on puisse les accuser de ne pas s'être occupés d'établir une forme de gouvernement , ils préparèrent un acte à cet effet à bord de leur vaisseau , & le ratifièrent avant de descendre à terre , comme nous l'avons observé.

La plupart de ceux qui apportèrent la charte en Amérique avec le droit d'y établir un gouvernement , en vertu du transport qui leur en avoir été fait par le conseil de Plymouth dans le cours de 1629 , n'arrivèrent pas avant l'année 1630. Si donc

ils ne songèrent point avant cette époque à faire usage de leur droit , cela n'est pas étonnant.

Mais M. l'abbé Raynal dit lui-même à la page précédente , qu'au commencement de 1629 « on ne comptoit encore que trois cents personnes ; » & quelques lignes ensuite : « On n'a voit vu d'abord passer en Amérique , que quelques ecclésiastiques , privés de leurs bénéfices pour leurs opinions ; que des sectaires obscurs , que les dogmes nouveaux s'attachent en foule parmi le peuple. »

Si les émigrans antérieurs à 1629 avoient été tels que l'auteur les dépeint (ce qui n'est pas exact , comme on l'a vu) , pourroit-on trouver mauvais qu'ils n'eussent pas songé plutôt à établir un gouvernement ? M. l'abbé Raynal devoit-il se récrier contre cette prétendue négligence ? On lui demandera de plus de quelle façon il faut s'y prendre pour accorder le passage que nous venons de citer , *on n'avoit vu d'abord , &c.* avec ces observations qu'on trouve deux pages plus haut : « Ils achetèrent donc , en 1621 , les droits de la compagnie angloise de la Virginie septentrionale : car ils n'étoient pas assez pauvres pour attendre leur prospérité de leur patience & de leurs vertus. »

On pourroit lui demander encore pourquoi il dit : « Et la métropole ne prenoit pas assez d'in-

» tèrent à leur destinée , pour les presser d'assurer
» leur tranquillité. » Il avoit lu leur charte ,
puisque'il en parle dans plusieurs endroits ; devoit-il
donc ignorer que l'Angleterre n'avoit pas le droit
de s'en mêler ?

Ce qui suit ne montre pas une attention plus
scrupuleuse quant à l'exactitude d'expression :
« L'année suivante (en 1630), ajoute M. l'abbé
» Raynal , il en arriva un si grand nombre , que
» ce fut une nécessité de les disperser. » Ne
diroit-on pas par ces mots qu'il est question de
gens dépendans du caprice d'un despote , & non
d'hommes qui renoncent à tous les agrémens de
leur pays natal , & se résignent à des privations
affreuses & sans nombre pour jouir de la liberté ?

L'auteur , après avoir blâmé les habitans de la
Nouvelle - Angleterre pour avoir différé jusqu'en
1630 d'établir une forme de gouvernement , & après
avoir dit , à la page 449 , qu'ils étoient convenus
« d'avoir tous les ans une assemblée dont les dé-
» putés seroient nommés par le peuple , &c. (1) »
nous apprend « qu'il fut fait en même - tems
» deux réglemens remarquables. Le premier fixoit

(1) Ils n'établirent de forme de gouvernement qu'en
1634 , comme nous l'avons remarqué , & cela étoit na-
turel , puisque les émigrans devoient avant tout s'installer
& attendre qu'ils formassent un nombre suffisant.

» le prix du bled. Par le second, les sauvages
 » devoient être dépouillés de toutes les terres
 » qu'ils ne cultiveroient pas. » Si cela étoit, ces
 réglemens ne seroient remarquables que par leur
 absurdité. Sans parler des raisons pour lesquelles
 le premier eût été absurde, j'observerai qu'aucun
 des deux n'eut lieu.

Le second réglement eût été le signal d'une
 déclaration de guerre, qui n'auroit pu se terminer
 que par la destruction totale des naturels du pays.
 Ils ne font ni ne veulent être cultivateurs ; leur
 terrain reste en friche ; & loin de consentir à
 quitter les bois, ils renonceroient plutôt à leur
 existence. Ils ne vivent guères que de chasse, en-
 sorte qu'il leur faut un pays très-étendu. Une
 nation composée de mille familles au plus occupe
 un espace plus considérable que n'en renferme
 peut-être la plus grande province de France.
 Chez eux cultiver la terre est un travail honteux
 pour les hommes. Les femmes sèment, en très-
 petite quantité, du bled de Turquie, des haricots,
 des citrouilles, des courges, des *pommes de*
terre longues, qui sont autant de plantes indi-
 gènes ; & si un jeune homme s'avise d'aller aider
 sa maîtresse ou son épouse, les hommes le traitent
 avec mépris & les femmes le raillent.

Je dois observer qu'on trouve dans tous les
 écrivains connus, que les gouvernemens des co-

lonies ont toujours tâché de se maintenir en paix avec les naturels du pays. De plus, comment M l'abbé Raynal n'a-t-il pas senti l'impossibilité qu'il fût entré dans l'idée d'une poignée de gens d'enlever à tant de nations un territoire immense, sur-tout n'ayant d'autre raison que celle qu'il en donne, car il eût fallu pour les cultiver plusieurs millions de laboureurs ?

Hutchinson, qui, pour recueillir toutes les particularités de ces tems, a compulsé les archives, & s'est donné la peine de parcourir autant de manuscrits qu'il a pu s'en procurer, s'exprime, tome II, page 266, de manière à ne pas laisser l'ombre de vraisemblance à cet étrange règlement. Après avoir exposé le système reçu chez différentes nations de l'Europe, de se mettre en possession, sans aucun scrupule, des terres des Indiens, comme si un petit nombre de familles ne pouvoit avoir droit de posséder une plus grande portion du globe, qu'il ne leur est possible d'en cultiver, ajoute : « Les premiers émigrans qui se fixèrent dans le territoire de Massachusets & de Plymouth, loin d'agir de la sorte, se firent au contraire un devoir de payer aux naturels du pays, le prix que ceux-ci leur demandèrent pour toutes les terres qui n'étoient pas inhabitées, ou abandonnées, ou à l'abri de réclamation. »

En réfutant l'abbé de Mably, par rapport à

l'extrême tolérance qu'il attribue à nos ancêtres, j'ai dit que ce fut avec raison, qu'on leur reprocha leur intolérance, dont M. l'abbé Raynal parle aussi, mais avec quelques embellissemens.

La sévérité des loix de la Nouvelle-Angleterre sur la religion & sur les mœurs, les suites malheureuses qu'elle entraîna, fournissoient une matière assez ample au zèle de M. l'abbé Raynal, sans qu'il eût besoin d'exagérer les maux, & d'en décrire quelques-uns qui n'existèrent jamais. Lisez par exemple la page 461, où il parle d'enfans de dix ans immolés, &c.

La superstition fit dresser des échafauds à l'occasion de prétendus sortilèges, & infliger des tourmens dont le récit est bien propre à soulever la raison & à contrister l'humanité. Mais d'après ce qu'en dit l'auteur de l'histoire philosophique, on croiroit que jamais aucune partie du monde ne fut le théâtre de plus grandes atrocités.

Hutchinson, quoique partial en faveur de l'Angleterre (1), s'exprime en ces termes, à la page 15, tome II, de son histoire : « Si les sortilèges de la Nouvelle-Angleterre firent beaucoup de

(1) Il étoit gouverneur de Massachusets au commencement de la révolution, à laquelle sa partialité pour la Grande-Bretagne contribua beaucoup. Il mourut à Londres en 1780.

bruit dans tous les domaines de la Grande-Bretagne, cela provint d'une terreur panique, répandue universellement, & de ce qu'on s'étoit imaginé que la contagion gagneroit tout le pays, bien plutôt que des exécutions qui eurent lieu, puisque dans un seul comté de la Grande-Bretagne, on en fit plus durant un court espace de tems, qu'il n'y en a eu dans la Nouvelle-Angleterre depuis l'époque du premier établissement jusqu'au moment actuel. » Pag. 23. « Depuis 1694 jusqu'en 1701, tandis que le lord Holt étoit premier juge, il y eut onze personnes accusées de sortilèges : elles furent jugées & routes absoutes. En Ecosse, pendant l'année 1697, sept prétendus forciers furent exécutés, sur la déposition d'un enfant qui avoit onze ans tout au plus. »

S'il faut en croire ce que dit M. l'abbé Raynal à la page 457, où son but paroît tendre à peindre la conduite des habitans de Massachusets avec les couleurs les plus défavorables, « les Quakers, » (pour s'être comportés d'une manière édifiante), » furent emprisonnés, fouettés & bannis. La » fière simplicité de ces nouveaux enthousiastes » qui bénissoient le ciel & les hommes, au milieu » des tourmens & de l'ignominie, inspira de la » vénération pour leurs personnes, fit aimer leurs » sentimens, & multiplia leurs prosélytes. Ce

» succès aigrit leurs persécuteurs , & les porta aux
» extrémités les plus sanguinaires. »

Douglas, tome 1, page 447, dit qu'en 1656, 1657 & 1659, les excès qu'ils commirent dans la colonie de Massachusets, furent cause qu'on y porta plusieurs loix contre l'importation des Quakers, & contre leur manière d'agir. Au lieu de cette conduite douce & paisible que M. l'abbé Raynal leur prête, ils alloient criant comme des forcenés dans les assemblées, ils troubloient les jugemens des causes & interrompoient le culte divin, insultant les juges sur les tribunaux, les ministres qui prêchoient dans les églises, & le peuple qui les écoutoit. Il paroît qu'ils avoient hérité en grande partie de la fureur des anabaptistes dont ils tiroient leur origine. Les magistrats leur représentèrent combien leur conduite étoit indécente & même criminelle ; ils leur déclarèrent que les loix ne leur permettoient point de rester dans le pays, ils leur notifèrent leur exil en vertu des mêmes loix, & les avertirent de ne pas revenir sous peine de mort. Ceux-ci ne retournoient pas moins, & se comportoient encore plus mal qu'auparavant. Plusieurs pousèrent l'impudence jusqu'au point de se présenter nuds dans les églises, menaçant de l'enfer tous ceux qui s'y trouvoient rassemblés.

On en pendit quelques-uns, il est vrai, & la

rigueur de la loi ne sauroit être excusée, puisqu'on eût dû les renfermer tous dans l'hôpital des fous, comme on fit à l'égard de plusieurs, & les rappeler à la raison par des saignées & par une diète rigoureuse. Mais M. l'abbé Raynal n'est pas pour cela plus excusable de nous avoir donné sur ces Quakers, ainsi que sur les gouvernemens de la Nouvelle-Angleterre, des instructions si contraires à la vérité. Non-seulement il passe sous silence les contraventions des Quakers, mais il n'hésite pas de dire en parlant des magistrats : « Ils firent » pendre cinq de ces malheureux, qui étoient » furtivement revenus de leur exil. » Ces expressions ne pourroient-elles pas faire croire au lecteur qu'ils furent arrêtés dans quelqueendroit retiré où ils se tenoient tranquilles & cachés ? d'autant plus qu'à la page 13 du tome 9 il ajoute : « Des » dévots dont le crime & la folie étoient de vouloir » être raisonnables & vertueux à l'excès. »

Il faut observer de plus qu'ils ne furent pas persécutés dans toute la Nouvelle-Angleterre. Hutchinson rapporte tome I., page 526, une lettre du 13 octobre 1657, écrite par le gouvernement de Rhode-Island, en réponse à la cour générale de Massachusets, dans laquelle il blâme la conduite des Quakers, sans cependant vouloir les exiler; le gouvernement dit qu'il soumettra l'affaire au mois de mars à l'examen de l'assemblée générale.

général. Il est certain que jamais dans Rhode-Island, les quakers ne furent persécutés, comme il est certain qu'ils alloient dans Massachusets, emportés uniquement par la fureur de vouloir faire des prosélites, puisque s'ils avoient désiré le repos, ils auroient préféré Rhode-Island.

M. l'abbé Raynal fait entendre, page 450, que le sortilège, le blasphème, l'adultère, & le faux témoignage étoient indistinctement des crimes capitaux, en disant, sans s'expliquer davantage, qu'ils furent punis de mort.

Le faux témoignage étoit un crime capital, dans le cas où il tendoit à faire condamner à mort un innocent; de même l'adultère, le sortilège & le blasphème, étoient des crimes capitaux dans certains cas, mais non pas dans tous.

« Les enfans, continue M. l'abbé Raynal, » assez dénaturés pour frapper ou pour maudire » les auteurs de leurs jours, attiroient sur eux le » même châtimement ».

Pour que le crime fût capital, il falloit que les enfans eussent passé l'âge de seize ans, qu'ils n'eussent point été provoqués, & que leur éducation n'eût point été négligée.

Notre tâche seroit trop longue, si nous voulions répondre à tout le reste. Nous nous contenterons d'ajouter qu'il est certain que les loix étoient plus sévères qu'elles n'auroient dû l'être, quoiqu'au

total , elles ne fussent pas aussi sévères que celles d'Angleterre ; mais M. l'abbé Raynal ne nous en donne nulle part une idée claire & précise , & celle qu'il présente est par-tout prodigieusement exagérée.

Quant à la loi concernant le faux témoignage, au lieu d'en parler avec tant de mépris, il auroit pu, sans manquer à la justice & à la vérité, donner des éloges à ceux qui l'établirent. En Angleterre, comme les anciens législateurs n'avoient pas apparemment prévu toutes les conséquences de ce crime, ils n'en avoient fait un crime capital dans aucun cas. Il n'y a pas trente ans que des scélérats, au nombre de cinq, convaincus d'avoir plusieurs fois, par de faux témoignages, fait périr des personnes innocentes pour obtenir le prix accordé par la loi, ne purent être condamnés à mort. Le peuple de Londres suppléa dans cette occasion au défaut de la loi. Outré d'indignation & d'horreur, il leur jeta pendant les deux jours qu'ils furent au pilori, une quantité prodigieuse d'immondices, & il en tua un chaque jour (1). Cet événement occa-

(1) Ils devoient être attachés au pilori cinq fois; mais après la seconde, on prit le parti de ne plus continuer, pour ne pas accoutumer le peuple à se faire justice à lui-même, quoique le gouvernement vit avec plaisir l'horreur qu'il ressentoit contre une action si atroce. Les trois autres restèrent enfermés toute leur vie.

fronna la loi qui fut établie dans la session suivante du parlement, d'après laquelle le faux témoignage est actuellement en Angleterre un crime capital, toutes les fois qu'il tend à faire périr un innocent. Ainsi M. l'abbé Raynal, bien loin de condamner au sujet de cette loi les législateurs de la Nouvelle-Angleterre, auroit dû leur savoir gré d'en avoir prévu les funestes conséquences, plus de cent ans avant la Grande-Bretagne.

Pages 465 & 466, il se déchaîne contre nos prédécesseurs & les appelle *monstres à exterminer*, à cause de la récompense que ces gouvernemens accordoient à celui qui tuoit quelque Indien; il ajoute qu'en 1724 la récompense fut portée à deux mille deux cens cinquante livres par tête d'Indien.

Il est arrivé plusieurs fois que quelques-uns des nôtres qui habitoient sur les frontières, devenus aussi sauvages pour le moins que les naturels du pays, & conservant toute la méchanceté des nations civilisées, se comportoient de la manière la plus indigne, en sorte qu'il résul toit de-là des guerres cruelles & inévitables. La conduite de nos gouvernemens envers les Indiens fut en général pleine de justice & d'égards. S'il leur avoit été possible de punir les coupables qu'on auroit cherchés en vain dans les déserts immenses où ils s'enfonçoient,

on auroit évité beaucoup de guerres (1). Le désir de la vengeance emportoit les Indiens , naturellement très-colères ; les innocens étoient sacrifiés , & le gouvernement étoit forcé malgré lui de faire la guerre pour sa propre défense.

Les François , qui habitoient au nord de nos colonies , tâchoient d'attirer à leur parti le plus de nations Indiennes qu'ils pouvoient , & nos prédécesseurs en faisoient autant de leur côté. C'étoit encore une source de guerre avec les Indiens , qui quelquefois en furent aussi les moteurs.

Lorsqu'un Indien se trouve en face de l'ennemi , & ferré de près , alors il montre un courage étonnant ; mais selon leurs idées , le premier mérite du guerrier est la ruse. Ce principe , qu'ils sucent avec le lait , rend quelquefois nécessaires certains moyens qui paroissent au premier coup d'œil très-blamables. Si M. l'abbé Raynal avoit lu l'histoire de ces guerres , & qu'il en eût pesé toutes les circonstances , il auroit vu que toutes les fois que les gouvernemens offrirent des récompenses , ils y furent forcés par les conjonctures. Cette conduite n'étoit point l'effet de la barbarie , mais plutôt un remède pour éviter un plus grand mal. Si je ne craignois pas d'ennuyer le lecteur , j'en donnerois des

(1) En 1636 , on pendit trois Anglois à New-Plymouth , pour avoir tué un Indien auprès de Providence.

preuves sans réplique , mais il me faudroit rapporter de longs passages d'histoire.

M. l'abbé Raynal parle de ces récompenses comme si elles avoient été ordinaires , ce qui n'est pas. Il n'a pas non plus considéré qu'une récompense de deux mille deux cens cinquante livres pour chaque tête d'Indien , auroit bientôt épuisé des trésors beaucoup plus grands que celui que nos prédécesseurs pouvoient avoir.

Si M. l'abbé Raynal n'avoit pas été instruit des vicissitudes qu'éprouva la valeur du papier monnoye mis en circulation dans ces tems , on pourroit croire qu'il a pris les livres courantes d'alors pour des livres sterling. Dans ce cas la somme offerte, réduite en monnoye de France, auroit pu lui donner deux mille deux cens cinquante livres, tandis qu'elle se montoit à-peu-près à deux cens. Mais on voit bien qu'il n'a pas ignoré quelle étoit la monnoie d'alors, non plus que ses vicissitudes, puisqu'il dit, tome 9, page 211, qu'avec de l'argent comptant Massachusets « retira de son papier une somme » douze fois plus forte. »

Il avance, pages 476 & 477, que suivant les premiers réglemens dont on étoit convenu , le commerce de la Nouvelle-Angleterre devoit se restreindre à la mère-patrie , que les délits graves devoient être jugés en Angleterre , & que ces colonies bernoient leur soumission à reconnoître va-

guement le roi d'Angleterre pour leur souverain ; que celle de Massachusets se permettoit encore plus de choses que les autres , & que c'est pour cette raison que Charles II annula sa charte en 1684. Tout est faux dans ces assertions , excepté le sort de la charte. Cet acte de despotisme fut commencé par Charles II en 1684 , comme le dit M. l'abbé Raynal , & fut achevé deux ans après , sous le regne de Jaques II , avec une égale injustice.

Observez que l'auteur de l'histoire philosophique & politique , avant d'assurer , (& sans aucun fondement ,) que les Colons étoient alors soumis aux tribunaux d'Angleterre pour les délits graves , & entièrement privés de la liberté de commerce , a dit , quelques lignes plus haut , « que » leur indépendance de la métropole , n'étoit guères » moins entière. »

Je ne releverai point ce qu'il dit page 474 & suivantes , en parlant toujours de la Nouvelle-Angleterre , au sujet du prétendu manque de matériaux pour la construction des vaisseaux , de la prétendue mauvaise qualité du sol , & de la description fabuleuse de la pêche , dans laquelle il introduit parmi les autres poissons une abondance prodigieuse d'étrurgeons , tandis que personne ne se rappelle qu'il en ait jamais été pêché au nord de la Nouvelle-Jersey , quoiqu'ils soient très-communs dans Delaware , & dans les fleuves

de la Virginie. Je finirai par deux mots , au sujet du conte de Polly Baker que M. l'abbé Raynal rapporte comme une histoire véritable.

» Des loix trop sévères , » dit-il , page 466 ,
» subsistent toujours dans ces contrées. On jugera
» de ce rigorisme par le discours que tint , il n'y
» a pas long-tems devant les magistrats , une fille
» convaincue d'avoir produit , pour la cinquième
» fois , un fruit illégitime. »

Le discours très-intéressant de Polly Baker produisit « dans la Nouvelle-Angleterre , ajoute t-il , une
» révolution étonnante dans tous les esprits. Le tribun
» la dispensa de l'amende ou du châtiment ;
» & , pour comble de triomphe , un de ses juges l'épousa : tant la voix de la raison est au-dessus des
» prestiges d'une éloquence étudiée. Mais le préjugé public a repris son ascendant. »

J'ai dit que cette histoire n'étoit qu'un conte. Voici ma preuve.

Vers la fin de 1777 , ou au commencement de 1778 , M. l'abbé Raynal étant allé un soir rendre visite au docteur Franklin , trouva chez lui M. Deane. « Nous parlions précisément de votre ouvrage , lui dit M. Deane , & nous disions que vous avez été mal servi par ceux qui vous ont fourni des instructions sur ce qui regarde l'Amérique , & sur-tout mon pays. »

Comme M. l'abbé Raynal ne vouloit pas en

convenir , M. Deane lui cita plusieurs passages dans lesquels il ne se trouve pas un mot de vrai. Enfin on vint à parler de l'anecdote de Polly Baker. Ce sujet occasionna le débat le plus sérieux , parce que M. l'abbé Raynal soutenoit avoir tiré ce fait d'un mémoire authentique. Le docteur Franklin , après avoir pris plaisir pendant quelque tems à écouter cette contestation , rompit le silence , & s'adressant à M. l'abbé Raynal , « M. l'Abbé , lui dit-il , je vais vous mettre au fait. Lorsque j'étois jeune & que j'imprimois la gazette , il m'est arrivé quelquefois , manquant de matériaux pour remplir ma feuille de m'amuser à faire des contes , & celui de Polly Baker est de ce nombre. »

« Ma foi , repartit M. l'abbé Raynal , quittant le ton de la dispute , j'aime mieux avoir mis dans mon ouvrage vos contes , que les vérités de bien d'autres. »

En laissant au lecteur à juger si la philosophie & la vérité peuvent se contenter d'une défaite honnête , qui dut dans cette occasion mettre fin à la dispute , & jusqu'à quel point un historien peut se permettre de copier des gazettes , je prendrai la liberté de dire qu'au moins dans la dernière édition de l'histoire philosophique cet endroit eût dû être supprimé , ou accompagné d'une note de l'auteur , en sorte qu'il eût pu le faire servir au même objet pour lequel il paroît avoir été

destiné. Au lieu de dire: « On jugera de ce rigorisme » par le discours que tint une fille &c-» il suffisoit qu'il l'amenât comme une satire ingénieuse, composée par le docteur Franklin, dans le dessein de réveiller ses compatriotes, à la manière des grands hommes qui tâchent de rendre utile même ce qu'ils font pour leur amusement; & comme M. l'abbé Raynal nous fait entendre si souvent & avec tant d'énergie, que la vérité est son idole, & qu'aucune considération ne seroit capable de la lui faire taire, il auroit pu dans cette circonstance la dire sans le moindre risque, en informant ses lecteurs que le rigorisme qui subsistoit encore, lorsqu'il avoit mis au jour la première édition de son ouvrage, avoit enfin été forcé, grâce à notre révolution, de faire place à une indulgence raisonnée.

Quant à l'observation de M. l'abbé Raynal, « tant la voix de la raison est au-dessus des prestiges d'une éloquence étudiée, » il fait trop d'honneur aux talens de nos pauvres filles d'Amérique, en supposant qu'elles parlent comme le docteur Franklin écrit. Si l'éloquence consiste dans la déclamation, il est certain que ce discours n'est rien moins qu'un morceau d'éloquence; mais si elle consiste dans la force du raisonnement, dans le choix des expressions, dans la précision, &c. en ce cas j'ose assurer qu'il y en a beaucoup.

CHAPITRE III.

De la Nouvelle-Jersey.

DANS six pages que l'auteur emploie à parler de la Nouvelle-Jersey, il fait assez voir qu'il n'a nulle connoissance du pays.

« La colonie, » dit-il, page 508, « est couverte » de troupeaux & abondante en grains. Le chanvre y a fait plus de progrès que dans aucunes des contrées voisines. On y a ouvert avec succès, une mine d'excellent cuivre. Ses côtes sont accessibles, & le port d'Amboi, sa capitale, est assez bon. Aucun des moyens de prospérité, propres à cette partie du globe, ne lui manque. Cependant, elle est toujours restée dans une obscurité profonde. Son nom est presque ignoré dans l'ancien monde, & n'est guère plus connu dans le nouveau. En seroit-elle plus malheureuse? Je ne le crois pas. »

Que le nom de la Nouvelle-Jersey fût presque ignoré dans l'ancien monde, cela pouvoit être, mais qu'il ne fût guères plus connu dans le nouveau, c'est ce qui n'étoit certainement pas.

A l'égard des autres assertions, le lecteur peut

en juger par ce qui suit. Les navigateurs se tiennent éloignés de la côté de New-Jersey, parce qu'elle est fort dangereuse. On n'y trouveroit pas un seul endroit capable de recevoir un vaisseau de médiocre grandeur. L'opinion générale est que l'industrie humaine ne pourra jamais y faire un bon port. *Egg-Harbour*, le seul petit havre qui soit sur toute cette longue côte, ne sauroit convenir qu'à des bâtimens fort petits, encore l'entrée, de même que la sortie, en sont-elles dangereuses & difficiles. S'il étoit possible d'y forcer la nature, & qu'on voulût l'entreprendre, il faudroit que la population fût devenue sept ou huit fois plus considérable, avant que ce projet pût être exécuté. Le port d'Amboi sur le fleuve Rareton, le meilleur de tout l'état & que l'auteur appelle *assez bon*, n'a pas plus de huit à neuf pieds d'eau de mer haute. Le chanvre ne vient pas mal dans l'état de New-Jersey, mais il vient mieux dans la Pensylvanie, dans le Maryland & dans la Virginie. Cet état est assez abondant en grains, & l'on y voit assez de troupeaux, mais les états voisins ont le même avantage. Les mines de cuivre ne sont pas rares dans cette partie de l'Amérique, mais celles de New-York sont beaucoup plus considérables & les meilleures, quoique l'auteur de l'histoire philosophique n'en fasse pas mention, & qu'il borne son admiration à celles de New Jersey.

L'auteur, après avoir déclaré son avis sur l'éclat & sur l'obscurité des peuples, fait ensuite une transition à laquelle on ne s'attendoit guères :
« Quelques puissent être les causes de l'obscurité » de la Nouvelle-Jersey, nous lui devons donc » nos conseils sur son état actuel & sur son état à » venir. »

On peut voir à la page 511 de quelle manière il acquitte une dette qu'il auroit pu se dispenser de contracter.

Il est certain qu'il ne pouvoit pas employer un style plus contraire à son but. En Amérique le ton dogmatique & les déclamations ne sont à la mode ni parmi les philosophes, ni parmi les historiens. Les vrais philosophes raisonnent & ne déclament point. Ils n'assurent point avec tant de confiance; ils se défient souvent de leurs lumières, & décident rarement. Le peuple, accoutumé à voir que les hommes les plus éclairés craignent presque toujours de se tromper, regarde l'empressement à vouloir prononcer sur tout comme une preuve que l'on n'est instruit de rien.

Quant à cette proposition établie par l'auteur, que le commerce direct est plus avantageux que l'indirect, il n'y a peut-être pas dans tout l'état un artisan, un payfan, un voiturier même qui ne le sache, & s'ils avoient besoin de leçons ou de conseils, ils auroient recours aux

gens
prof
qu'à
géom
& q
qu'i

L
« e
» N
» p
» t
» p
» s
» in
E
plus
poin
Jer
l'est
La
men

gens de leurs comtés les plus instruits , ou aux professeurs de leur collège à Prince-Town , plutôt qu'à un écrivain qui vit à plus de mille lieues géométriques de leur pays , qui ne l'a jamais vu & qui de la manière dont il en parle , prouve bien qu'il ne le connoit pas.

CHAPITRE IV.

De la Pensylvanie.

LA Pensylvanie, dit M. l'abbé Raynal, p. 21, r. 9 :
« est gardée à l'est par l'Océan ; au nord , par la
» Nouvelle-York & la Nouvelle-Jersey ; au sud ,
» par la Virginie & le Maryland ; à l'ouest , par des
» terres qu'occupent les Sauvages ; de tous côtés ,
» par des amis ; & dans son sein , par la vertu de
» ses habitans. Ses côtes fort resserrées, s'élargissent
» insensiblement jusqu'à cent vingt milles. »

Entre l'Océan & la Pensylvanie se trouvent la plus grande partie de la Nouvelle-Jersey & la pointe d'un des angles de New-York. La Nouvelle-Jersey garde la Pensylvanie presque entièrement à l'est , un peu au midi & point du tout au nord. La partie de la Pensylvanie la plus voisine de la mer en est distante de près de cent milles.

Quant aux côtes resserrées qui s'élargissent insen-

fiblement, il est impossible de deviner ce que l'auteur a voulu dire, à moins qu'on ne suppose qu'il a eu en vue les bords du fleuve & du golfe Delaware, qui occupent à peu près l'espace dont il parle depuis la Pensylvanie jusqu'à l'Océan. Mais l'un de ces bords appartient à l'état de Delaware, & l'autre à la Nouvelle-Jersey.

M. Payne, auteur du pamphlet intitulé *le Sens Commun*, fait l'observation suivante dans sa lettre à M. l'abbé Raynal, écrite de Philadelphie en 1782, traduite en François & imprimée à Paris en 1783.

« L'abbé Raynal se trompe si grossièrement & si souvent dans ses détails géographiques sur les treize Etats-Unis, que je ne pourrais relever toutes ses fautes sans excéder de beaucoup les bornes que je me suis prescrites. »

M. l'abbé Raynal, en parlant de New-York, nous apprend, t. 8, p. 504, que « les denrées ou marchandises qui furent expédiées en 1769, montèrent à 4,352,446 liv. 17 s. 9 den. ; » & page 511, que la charge des marchandises envoyées par la Nouvelle-Jersey « dans vingt-quatre bateaux, ne valoit que 56,965 liv. 19 s. 9 den. » Dans le tome 9, nous trouvons, page 81, que « la Virginie & le Maryland réunis, vendirent » de leurs denrées pour 16,195,577 liv. 4 s. 7 den. ; » page 123, que les exportations de la

Géo
& en
» q

I
dans
de c
négl
conf
qu'il
com
port
pern
extré
diffé
s'em

«
»

L
» fu
» pr
» ce
» di
» ce
Q
n'on
cette
celle

Géorgie « s'élevèrent à 1,625,418 liv. 9 s. 5 d. ; »
& enfin page 137, que les Florides « n'exportèrent
» que pour 673,209 liv. 18 s. 9 d. »

L'exactitude scrupuleuse que montre l'auteur dans tout le cours de son ouvrage sur des objets de cette nature, n'est pas moins étonnante que sa négligence en fait de géographie. Lorsque l'on considère combien il étoit facile d'éviter les fautes qu'il a commises sur la position des lieux, & combien il étoit difficile de porter des calculs d'exportation à cette justesse qui ne lui a pas même permis de négliger les deniers, outre l'embarras extrême de réduire en monnoye de France les différens cours de change de ces pays, on ne peut s'empêcher de répéter avec l'Arioste :

« Sol Rodomonte sprezza di venire ,

» Se non dove la via meno è sicura. »

L'auteur dit, page 379, tome 9 : « Il s'étoit
» successivement formé dans le sein des treize
» provinces une population de deux millions neuf
» cens quatre-vingt-un mille six cens soixante-
» dix-huit personnes, en y comprenant quatre
» cens mille noirs. »

Quand on considère que la plupart des Etats-Unis n'ont pas encore commencé leur dénombrement, cette exactitude paroît bien plus admirable que celle des sols & des deniers.

M. l'abbé Raynal a pris la peine de décrire les climats des colonies chacun séparément, comme s'il se fût agi de distinguer la Russie de l'Espagne. A la vérité, la différence de climat entre ce pays & l'Europe est fort grande en hiver, puisqu'il n'est pas rare que chez nous des fleuves gèlent à trente-sept degrés de latitude, mais d'une colonie à l'autre la différence est graduelle en raison de la latitude, de même qu'on peut l'observer entre les provinces de France, depuis la Provence jusqu'à la Basse-Bretagne.

Parmi les singularités imaginaires que l'histoire philosophique attribue au climat de la Pensylvanie, on y trouve celles-ci page 22 : « Les saisons » y tempèrent l'année par une variété marquée. » L'hiver qui commence avec le mois de janvier, n'expire qu'à la fin de mars. » L'hiver y commence plutôt qu'en Maryland & en Virginie, proportionnellement à la latitude, & en Virginie on voit peu d'années où le froid ne se fasse sentir dès les premiers jours de novembre. Les saisons y sont variables comme en Italie, en France, &c.

Soit que M. l'abbé Raynal ait cru trop aisément les rapports de quelques voyageurs ignorans, ou les fables des gazetiers, soit qu'un goût particulier pour les singularités ait conduit sa plume, il nous fait de ce pays, un roman bien étrange. Il dit
page

page 29,

» qu'en

» d'être

Norvège

Naples &c

mais alors

naturelle

veilleux a

M. l'a

plers de n

l'admirati

est marqu

sur certain

vérité. Le

fort singul

colie & c

ils ne son

ce n'est q

qu'ils pe

M. l'ab

maisons d

» jardin &

leur verge

ne peut pa

cher pour

tout dans

où se fait

Part. A

page 29, en parlant des femmes : « Plutôt mères » qu'en Europe, elles continuent plus long-tems » d'être fécondes ». S'il avoit dit, plutôt qu'en Norvège & en Courlande, & pas aussi-tôt qu'à Naples & en Sicile, son observation eût été juste; mais alors le lecteur en auroit trouvé la raison naturelle dans la diversité des climats, & le merveilleux auroit disparu.

M. l'abbé Raynal s'évertue à peindre les *Dumplers* de manière à réveiller la curiosité, ou plutôt l'admiration du lecteur. Le portrait qu'il en fait est marqué au coin de l'exagération, & même, sur certains points, diamétralement contraire à la vérité. Les *Dumplers* sont, il est vrai, des êtres fort singuliers; leur vie n'offre qu'un tissu de mélancolie & de tristesse; leurs vertus sont négatives; ils ne sont ni nuisibles, ni utiles à la société, & ce n'est que dans une nation qui les protège, qu'ils peuvent exister.

M. l'abbé Raynal dit, page 39, au sujet des maisons de Philadelphie, « que chacune a son » jardin & son verger. » Il en est peu qui ayent leur verger, bien moins encore leur jardin. Cela ne peut pas être autrement, le terrain étant trop cher pour l'employer en jardins & vergers, surtout dans le centre de la ville & vers le fleuve, où se fait le fort du commerce.

Part. III.

C

A la page 40, en parlant de l'hôtel de ville ; il assure que cet édifice est de la magnificence la plus somptueuse ; & comme à la page 83, en parlant de Williamsbourg en Virginie, il y voit les plus beaux édifices publics du continent septentrional, de crainte que le lecteur, en rapprochant ces deux passages, ne nous suppose sur cet article une magnificence & une somptuosité peu communes, je me crois obligé de le prévenir qu'en fait d'architecture, à peine sommes-nous jusqu'à présent arrivés à la médiocrité.

A la page 42, M. l'abbé Raynal, après avoir fait naître le docteur Franklin à Philadelphie, remarque, à l'occasion de la tolérance des religions, que la Pensylvanie « fera l'unique contrée de » l'univers où l'on ne se battra pas pour des mors. »

Le docteur Franklin est né à Boston, d'une famille originaire de cette ville. Il avoit plus de vingt ans lorsqu'il alla se fixer à Philadelphie.

Quant à la prophétie relative à la liberté religieuse, pourquoi ne porte-t-elle pas plutôt sur la Virginie ? Lorsque la dernière édition de l'histoire philosophique parut, il y avoit cinq ans que la Virginie l'emportoit à cet égard sur la Pensylvanie, & M. l'abbé Raynal, en sa qualité d'historien, n'est pas excusable de l'avoir ignoré.

« Philadelphie, lit-on page 44, de même que » les autres villes de Pensylvanie, est entièrement

»
»
tou
fon
ma
» f
ne
riqu
à le
autr
Pen
S
pletr
faud
effai
de su
la pa
» n'e
» vè
D
ce qu
parler
louab
cune
&c. C
pêcher

» ouverte. Tout le pays est également sans dé-
» fense. »

L'auteur parle souvent de choses communes à tous les états , de manière à faire entendre qu'elles sont particulières à un seul. Ici rien de plus affirmatif & de plus précis : « C'est une suite nécessaire de faire des principes des Quakers. » Un historien ne devoit-il pas savoir que toutes les villes d'Amérique sont ouvertes , qu'on ne songea jamais à les entourer de murs , & que le pays des douze autres états n'est pas moins ouvert que celui de Pensylvanie ?

Si l'on vouloit présenter une réfutation complète de l'histoire philosophique & politique , il faudroit analyser tout l'ouvrage. Pour donner un essai de ce travail , l'on se contentera d'analyser de suite les pages 30 & 31 , avec une partie de la page 32.

« L'économie particulière aux Pensilvains ,
» n'empêche pas que les deux sexes ne soient bien
» vêtus. »

D'après ce que l'auteur a dit auparavant , & ce qu'il dit ensuite , il est clair qu'il ne veut pas parler d'une avarice sordide , mais d'une économie louable , telle que seroit l'attention de ne faire aucune dépense folle , le soin de ses propres affaires , &c. Comment une telle économie peut-elle empêcher d'être bien vêtu ?

L'auteur a déjà parlé de six états , sans rien dire de la manière dont on s'y vérit. Croit-il que la Pensylvanie offre quelque chose de particulier à cet égard ? Il est vrai que les Pensylvaniens s'habillent décemment ; mais ils ont cela de commun avec les habitans des autres états.

« La nourriture est encore supérieure à l'habillement. »

On peut assurer , à la louange des Pensylvaniens , que le luxe de la table règne moins chez eux qu'ailleurs.

« Les familles les moins aisées , ont du pain ,
» de la viande , du cidre , de la bière , de l'eau-
» de-vie de sucre. »

Ici l'exagération est remarquable. *Les familles les moins aisées* ont , en Pensylvanie comme ailleurs , du pain & quelque chose de plus. Quant au rum (l'eau-de vie de sucre) , il n'est pas très-commun parmi elles ; il seroit encore plus rare , s'il étoit fait avec du sucre , parce qu'il coûteroit trop cher. Le rum se fait avec la lie du sucre & les cannes qui le contenoient.

« Un grand nombre peut user habituellement
» des vins de France & d'Espagne , du punch , &
» même de liqueurs plus chères. L'abus de ces
» boissons est plus rare qu'ailleurs , mais il n'est
» pas sans exemple. »

Avant la révolution les vins de France étoient

par-tout très-rares & très-chers, parce qu'ils ne pouvoient aller en Amérique, qu'en passant par l'Angleterre, & qu'ils étoient exclus du Drawback (1). Le vin de Madere, dont l'auteur ne parle point, a toujours été le plus en usage & le plus estimé pour différentes raisons. C'est le seul vin qui n'ait pas besoin d'une bonne cave, qui se bonifie au lieu de se gâter dans une barrique en vidange, & avant la révolution, il étoit le seul que la Grande-Bretagne permit aux Américains de faire venir en droiture. La force de l'usage l'a rendu presque nécessaire, & généralement il jouit encore de la préférence, quoique le goût pour les vins de France s'accroisse de jour en jour.

« Le délicieux spectacle de cette abondance, » n'est jamais troublé par l'image affligeante de » la mendicité. La Pensylvanie n'a pas un seul » pauvre. Ceux que la naissance ou la fortune ont » laissés sans ressource, sont convenablement en- » tretenus par le trésor public. »

Dans tous les états, & non pas seulement dans la Pensylvanie, on a toujours eu le même soin des pauvres ; d'un autre côté la méthode usitée à

(1) Le mot anglois *Drawback* signifie la restitution des droits que les marchandises étrangères ont payés à l'entrée. Le but est d'en encourager la sortie.

cet égard est plus prudente que ne seroit celle de recourir au trésor public.

« La bienfaisance va plus loin ; elle s'étend jusqu'à l'hospitalité la plus prévenante. Un voyageur peut s'arrêter par-tout , sans crainte de causer d'autre peine que le regret de son départ. »

Il n'en est pas tout-à-fait ainsi. On ne fait si cela vient de ce que les premiers émigrans s'établirent si près les uns des autres , qu'ils n'eurent pas de fréquentes occasions d'exercer l'hospitalité , ou de ce que la grande diversité de nations , accoutumées à vivre chacune d'une manière différente , la rendit sujette à des inconvéniens ; enfin quelque puisse être la cause, les habitans des autres états se sont toujours plaints & se plaignent encore à présent de rencontrer dans la Pensylvanie moins d'hospitalité qu'ailleurs. M. l'abbé Raynal s'en fera rapporté vraisemblablement à quelque Européen , qui n'a pas vu d'autre état que celui de Pensylvanie.

« La tyrannie des impôts ne vient pas flétrir , » empoisonner la félicité de la colonie. En 1766 , » ils ne s'élevoient pas au-dessus de 280,140 l. » La plupart même destinés à fermer les playes » de la guerre , devoient cesser en 1772. Si , à » cette époque , les peuples n'ont pas reçu ce soula-

» gement , c'est que les irruptions des sauvages
» ont occasionné des dépenses extraordinaires. »

Le lecteur se rappellera d'avoir lu , page 20 ,
une phrase qui commence par ces mots : *cette*
république sans guerre. Il trouvera , page 45 , la con-
tradiction , ornée d'un style beaucoup plus pom-
peux. « *Allez, peuples guerriers, peuples esclaves*
& tyrans, allez en Pensilvanie; vous y trouverez
toutes les portes ouvertes, tous les biens à votre
discretion; pas un soldat, & beaucoup de marchands
ou de laboureurs. Mais si vous les tourmentez, ou
les vexez, ou les gênez, ils s'enfuiront, & vous
laisseront leurs terres en friche, leur manufactures déla-
brées, leurs magasins déserts. Ils s'en iront cultiver &
peupler une nouvelle terre; ils feront le tour du monde,
& mourront en chemin, plutôt que de vous égorger ou
de vous obéir.

« On seroit consolé de ce malheur , (les impôts)
» si , comme la justice le voudroit & comme
» les habitans le demandoient , on eût pu réduire
» la famille de Penn à contribuer aux charges
» publiques , dans les proportions du revenu
» qu'elle tira de la Province. »

On a déjà dit , en parlant de l'établissement de
la Pensylvanie , que la famille de Penn hérita de
cette injustice qu'elle trouva dans la succession du
fondateur , quoique M. l'abbé Raynal nous le repré-

sente comme la générosité même , & comme le modèle de toutes les perfections morales.

« Les Pensilvains , tranquilles possesseurs , libres
» usufruitiers d'une terre qui récompense toujours
» leurs travaux , ne craignent pas de reproduire
» leur espèce. A peine trouveroit-on un céliba-
» taire dans la province. »

De peur que le lecteur n'aille , sur la foi de ce *toujours* , se former l'idée d'une terre promise , je crois devoir l'avertir que la Pensylvanie , de même que les autres états , n'est pas moins sujette que l'Europe aux saisons ingrates & aux mauvaises récoltes.

Quant aux célibataires , qui doivent être plus rares dans ces contrées qu'en Europe , & cela par des raisons assez connues , ils sont plus nombreux à Philadelphie que dans toute autre ville d'Amérique ; quant aux autres parties de la Pensylvanie , ils n'y sont pas plus rares qu'ailleurs.

« Le mariage en est plus doux & plus facté.
» Sa liberté , comme sa sainteté , dépend du choix
» des contractans : ils prennent le juge ou le
» prêtre , plutôt pour témoin que pour ministre de
» leur engagement. Deux amans y trouvent-ils
» quelque opposition dans leur famille ? ils s'é-
» vadent ensemble à cheval : le garçon monte en
» croupe derrière sa maîtresse ; & dans cette

» si
» gi
» an
» à
» la
Le
d'He
des v
femn
ou l'
que
qu'en
par f
desho
plices
capita
du rè
est ôr
après
Il
deux
fut é
quelq
& con
crimin
contre
deux
soin

» situation, ils vont se présenter devant le magistrat. La fille déclare qu'elle a enlevé son
 » amant, pour l'épouser. On ne peut, ni se refuser
 » à ce vœu si formel, ni la troubler ensuite dans
 » la possession de ce qu'elle aime. »

Le statut de la troisième année du règne d'Henri VII, c. 2. porte que « si quelqu'un, par des vues intéressées, enlève une fille, veuve ou femme, ayant des biens meubles ou immeubles, ou l'expectative de la succession de ses ancêtres, que l'enlèvement soit fait *contre sa volonté*, & qu'ensuite elle soit mariée à ce malfaiteur, ou par son consentement à d'autres, & qu'elle soit déshonorée, cette personne & tous ses complices seront regardés comme coupables d'un crime capital, » & par le statut de la troisième année du règne d'Elisabeth, c. 9, le bénéfice du clergé est ôté à tous ces coupables, excepté aux complices après le délit.

Il est évident que cette loi angloise, rendue deux siècles avant la fondation de la Pensylvanie, fut établie pour protéger les femmes qui avoient quelque fortune soit en réalité, soit en espérance; & comme suivant la loi, l'action ne peut être criminelle, à moins qu'elle n'ait été commise *contre la volonté* de la femme, toutes les fois que deux amans veulent s'épouser, si la femme a besoin du consentement de ses parens ou de ses

tuteurs, & ne peut l'obtenir, elle déclare qu'elle a enlevé l'homme, pour prouver le plus clairement qu'il est possible qu'elle n'a point été violentée. Cette manière de se mettre à l'abri de la rigueur de la loi, a donné lieu sans doute au passage de l'histoire philosophique qui vient d'être cité, & le lecteur le prendra pour ce qu'il vaut (1).

Qu'on ne croye pas, comme il le sembleroit par ces mots, *ils s'évadent ensemble & le garçon monte en croupe derrière sa maîtresse*, que ce soit une formalité nécessaire; les deux amans peuvent s'évader comme il leur plaît.

« A d'autres égards, l'autorité paternelle est
 » excessive. Un chef de famille, dont les affaires
 » se trouvent dérangées, a le droit d'engager ses
 » enfans à ses créanciers : punition bien capable,
 » ce semble, d'attacher un père tendre au soin
 » de sa fortune. L'homme fait, acquitte par un
 » an de service, une dette de cent douze livres
 » dix sous. L'enfant au-dessous de douze ans est

(1) La proposition fut faite en Angleterre il y a vingt ans à peu près d'ajouter un supplément à la loi, sur ce que plusieurs filles de grands seigneurs avoient épousé des gens d'une très-basse condition. Le duc de Bedford répondit à cette occasion dans la chambre des pairs, & ces paroles font honneur à sa mémoire : « Il n'importe pas que la fille d'un duc épouse un laquais ou un boucher : ce qu'il importe, c'est qu'il se fasse beaucoup de mariages. »

» obligé de servir jusqu'à vingt & un ans , pour la
» même somme. C'est une image des anciennes
» mœurs patriarcales de l'Orient. »

Il ne manque à tous ces détails que la vérité. L'auteur nous donne une idée très-exacte du droit qui appartient au père , droit qu'il qualifie de punition , comme si le père pouvoit être forcé de l'exercer malgré lui , & qu'il paroît nous représenter comme un des bons réglemens de Penn , tandis que la loi seroit barbare si la disposition étoit telle qu'il nous la rend. Le foible salaire de cent douze livres dix sols par an pour le service d'un homme fait , dans un pays où les hommes sont rares & où le travail est cher , seroit une grande injustice. La vérité est que tous les contrats sont libres , & que l'auteur , par un désir outré d'exalter Penn & de le faire passer pour un législateur sublime , lui attribue des réglemens absurdes. On a dit en parlant des apprentifs que ces mineurs peuvent être engagés à leurs maîtres jusqu'à vingt-un ans par leurs pères , tuteurs ou autres qui en exercent légalement les fonctions. En Angleterre le maître reçoit ordinairement une somme convenue , plus ou moins forte suivant la profession ou le métier qu'il doit enseigner à l'apprentif , & suivant l'espoir du service qu'il peut en tirer après qu'il sera suffisamment au fait ; on compte encore le traitement qu'il doit rece-

voir dans la maison du maître. En Amérique on trouve à placer les jeunes gens, sans rien payer, & souvent il arrive que les maîtres payent pour les avoir. Mais cet avantage en faveur des pères n'empêche pas que l'engagement ne soit le même qu'il seroit, s'il étoit obligé de payer le maître. Le père n'a le droit d'engager son fils que pour lui faire apprendre une profession ou un métier.

Ces légers détails suffisent pour mettre en état d'apprécier, selon leur juste valeur, les assertions de M. l'abbé Raynal, comme aussi pour prouver que s'il falloit le réfuter complètement, le travail seroit immense.

CHAPITRE V.

De Guillaume Penn.

LE neuvième volume de l'histoire philosophique commence par la description de deux gouvernemens imaginaires, dont l'un seroit le plus mauvais, & l'autre le meilleur possible. L'auteur, après avoir remarqué que quelques nations ont eu plus de conformité avec le premier, & d'autres avec le second, finit ainsi son exorde, page 4. " Entre ces dernières, on peut compter la Pensilvanie. "

Guillaume Penn, fondateur de cette colonie, de-

vient
à Pen
des I
comm
" arr
" lée
" &
" lui
" mi
" nat
" po
" mi
" de
" voi
" mo
" exe
" eur
" lor
Da
bliffer
grans
lemen
même
remar
de la

(1)
pour av

vient l'objet de ses éloges. D'abord, il fait l'honneur à Penn d'avoir été le premier qui ait acheté les terres des Indiens, & il assure cela suivant son usage, comme s'il en avoit des preuves incontestables. « Son » arrivée au nouveau monde, dit-il p. 15, fut signa- » lée par un acte d'équité, qui fit aimer sa personne » & chérir ses principes. Peu satisfait du droit que » lui donnoit sur son établissement la cession du » ministère britannique, il résolut d'acheter des » naturels du pays, le vaste territoire qu'il se pro- » posoit de peupler. On ne fait point le prix qu'y » mirent les sauvages : mais quoiqu'on les accuse » de stupidité pour avoir vendu ce qu'ils ne de- » voient jamais aliéner (1), Penn n'en eut pas » moins la gloire d'avoir donné en Amérique un » exemple de justice & de modération, que les » européens n'avoient pas même imaginé jusqu'a- » lors ».

Dans la relation historique des premiers éta-
blissemens des Colonies, on a déjà vu que les émi-
grans achetoient les terres des sauvages, non-seu-
lement avant que Penn parût en Amérique, mais
même long-tems avant sa naissance. Nous avons
remarqué que telle fut la conduite des fondateurs
de la petite colonie de Plymouth, dont l'origine

(1) On ignore qui peut accuser les Indiens de stupidité
pour avoir vendu des terres qu'ils n'auroient pu défendre.

remonte au commencement de 1621, ainsi que de Wheelwright & compagnie dont les acquisitions, bien plus considérables encore, eurent lieu en 1629. Tous les meilleurs écrivains qui ont traité des établissemens des colonies, parlent des achats de terres que les colons firent des naturels du pays. Quelques-uns ont fixé l'attention particulière des historiens, par exemple l'achat de Shepscut ou Nagwafac, fait par Robinhood en 1639, celui de Nahumkin en 1649, celui de l'île de Canonicut en 1657, celui que firent la même année Jean Parker & compagnie du Sachem de Narraganset, & celui de Pétaquamscut encore plus important, fait par une autre compagnie, l'achat que firent en 1659 Athernon & compagnie, au nord de Pétaquamscut, celui de Misquamicut en 1669, &c.

Enfin, si l'on vouloit entrer ici dans le détail de toutes les ventes de terres que les Indiens firent à nos prédécesseurs avant l'arrivée de Penn, il y auroit de quoi lasser le lecteur le plus patient, puisque les archives de nos différens états en sont remplies. Un des premiers jurisconsultes de Massachusetts m'a dit que dans la Nouvelle-Angleterre il s'élève peu de procès concernant des droits de possession, dans lesquels on ne remonte jusqu'à des contrats faits avec les Indiens. L'auteur des observations sur l'état de Virginie, qui, tandis

qu'il
a exar
Indien
» gén
» pay
» voi
» & c
» qui
» la p
» plus
» fair
» on
» dans
» cer
Pour
époque
étoit p
que Pe
M.
chartes
pourro
qu'il n
1662 p
que le
des Ind
commi
cours d
pour ex

qu'il étoit gouverneur & dans d'autres occasions, a examiné les registres publics, dit, en parlant des Indiens, page 169 : « Ce n'est pas une vérité aussi » générale qu'on le suppose, que les terres de ce » pays aient été enlevées aux naturels du pays par la » voie de conquête. Je trouve dans nos registres » & dans nos histoires beaucoup d'actes de vente, » qui comprennent une étendue considérable de » la partie inférieure ; & l'on en trouveroit bien » plus, si l'on vouloit se donner la peine d'en » faire la recherche. Quant à la partie supérieure, » on fait qu'elle a été achetée entièrement & » dans des formes qui ne laissent aucun doute à » cet égard. »

Pour éviter toute discussion minutieuse sur les époques, je dirai que la partie inférieure du pays étoit possédée toute entière par les colons, avant que Penn fût arrivé en Amérique.

M. l'abbé Raynal parle sans cesse de ce que les chartes contiennent, avec tant d'assurance qu'on pourroit lui demander comment il est possible qu'il n'ait pas vu, dans celle qui a été donnée en 1662 par Charles II à la colonie de Rhode-Island, que le territoire qu'elle occupoit avoit été acheté des Indiens. Hutchinson, t. 1, p. 249, dit que les commissaires du roi s'assemblèrent pendant le cours de l'année 1665 à Providence & à Warwick, pour examiner ces titres d'acquisition. On lit à la

page 251 du même volume, que Josias Winslow, gouverneur de Plymouth, s'exprime ainsi, dans une lettre du premier mai 1676 : « Je crois pouvoir dire avec vérité qu'antérieurement à ces troubles, les Anglois ne possédoient pas un pouce de terre dans cette colonie, qu'ils ne l'eussent acquis des Indiens de la manière la plus juste & la plus honnête. »

Ce qui suit va donner une idée encore plus précise des dispositions du peuple à acheter les terres, & à ne faire aucun tort aux Indiens.

Tandis que la Nouvelle-Jersey étoit au pouvoir des Hollandois, Augustin Herman, Hollandois, acheta des Indiens une vaste étendue de terres, d'une qualité supérieure, contenant plus de quatre cents mille acres. Ce pays étant tombé sous la puissance des Anglois, & Herman ayant abandonné le territoire qu'il avoit acquis, on prétendit qu'il appartenoit à la couronne, & que les Indiens n'y avoient plus aucun droit. Néanmoins Jean Bayley, Daniel Denton, Luke Watfon de Long-Island, & plusieurs autres de leurs associés, supplièrent le gouverneur Nichols de leur permettre de racheter ce territoire des naturels du pays. Cette permission leur fut accordée le 30 septembre 1664. La vente se fit le 28 du mois suivant, & Douglas nous apprend, tome 2, page 277, que le prix, qui consistoit en draps, habits, haches, fusils, poudre

poudre , plomb , &c. (dont il marque la quantité) fut payé en deux termes , comme on étoit convenu.

« L'humanité de Penna , dit M. l'abbé Raynal
» continuant son éloge , page 16 , ne pouvoit pas
» se borner aux Sauvages. Elle s'étendit sur tous
» ceux qui viendroient habiter son empire. Comme
» le bonheur des hommes y devoit dépendre de la
» législation , il fonda la sienne sur les deux pivots
» de la splendeur des états & de la félicité des
» citoyens : la propriété , la liberté. S'il étoit permis
» d'emprunter le langage de la fable dans un mo-
» ment qui semble fabuleux , je dirois qu'Astrée
» remontée au ciel depuis si long-tems , en est
» descendue , & que le règne de l'innocence &
» de la concorde va renaître parmi les hommes.
» C'est ici que l'écrivain & son lecteur vont res-
» pirer. C'est ici qu'ils se dédommageront du
» dégoût , de l'horreur ou de la tristesse qu'inspire
» l'histoire moderne , & sur-tout l'histoire de l'é-
» tablissement des Européens au nouveau monde.
» Jusqu'ici ces barbares n'ont su qu'y dépeupler
» avant que de posséder , qu'y ravager avant de
» cultiver. Il est tems de voir les germes de la
» raison , du bonheur & de l'humanité , semés
» dans la ruine & la dévastation d'un hémisphère ,
» où fume encore le sang de tous ses peuples ,
» policés ou sauvages.

Part. III.

D

» Le vertueux législateur établit la tolérance
 » pour fondement de la société. Il voulut que
 » tout homme qui reconnoîtroit un Dieu, parti-
 » cipât au droit de cité (1); que tout homme qui
 » l'adoreroit sous le nom de chrétien, participât à
 » l'autorité. —

» Penn, attaché à son nom, voulut que la pro-
 » priété de l'établissement qu'il avoit formé restât
 » à perpétuité à sa famille : mais il lui ôta une
 » influence décisive dans les résolutions publiques,
 » & voulut qu'elle ne pût faire aucun acte d'au-
 » torité sans le concours des députés du peuple. —

« C'est ainsi que pensoit le vrai philosophe
 » Penn. Il céda pour quatre cens cinquante liv. mille
 » acres de terre à ceux qui pouvoient les acheter
 » à ce prix. Tout habitant qui n'en avoit pas la
 » faculté, obtint pour lui, pour sa femme,
 » pour chacun de ses enfans au-dessus de seize
 » ans, pour chacun de ses serviteurs (2), cinquante
 » acres à la charge d'une rente perpétuelle, d'un
 » sol dix deniers & demi par acre (3). Cinquante

(1) Il falloit dire *suffrage*, & non pas *cité*.

(2) Le lecteur aura de la peine à se persuader, que des gens hors d'état d'acheter des terres à ce prix, aient eu des serviteurs.

(3) Cela ne fait pas infiniment l'éloge de la générosité & de l'humanité du législateur-propriétaire, parce qu'un

» a
 » q
 » a
 I
 de p
 teur
 nous
 meur
 crédi
 roit-
 & de
 fit co
 la pr
 fit à
 qu'il
 de
 Le
 attrib
 bonté
 Penn
 la cha
 gner a
 celle q
 que P

cens per
 eu égar
 regardo

» acres furent encore assurés à tous les citoyens
» qui devenus majeurs, consentiroient à un tribut
» annuel de deux livres cinq sols. »

Il est facile, en se permettant de créer des faits ,
de présenter du merveilleux. Il faudroit que l'au-
teur , dans son éloge de la législation de Penn ,
nous fixât l'époque dont il parle. Comme ce fa-
meux fondateur parvint , à force d'artifices & de
crédit, à changer de charte plusieurs fois, ne fe-
roit-il pas à propos , pour le mérite de l'exactitude
& de la clarté, que l'histoire philosophique nous
fit connoître quelle charte elle a en vue , si c'est
la première , faite à Londres , où la seconde qu'il
fit à son arrivée en Amérique , ou la troisième
qu'il fit en 1683 avant de partir , ou la dernière
de 1701 ?

Le lecteur se rappellera que les réglemens ,
attribués par M. l'abbé Raynal à la sagesse, à la
bonté, à la vertu & à la générosité de Guillaume
Penn , étoient renfermés pour la plupart dans
la charte que les premiers émigrans lui firent si-
gner avant de s'embarquer, & quelques-uns dans
celle qu'il obtint du Roi. Il se rappellera encore
que Penn tâcha de diminuer par tous les moyens

cens perpétuel d'un sol dix deniers & demi par acre étoit,
eu égard au prix des terres , extrêmement onéreux , & ne
regardoit que les pauvres.

possibles les droits civils du peuple ; que la tolérance, sans laquelle les Quakers n'auroient point émigré, fut un des objets dont on convint à Londres, & que ce qui doit être attribué à Penn sur cette matière, est le changement fait dans la charte (1) de 1701, pour diminuer cette tolérance ; qu'enfin quant à *l'innocence* & à la *concorde* que M. l'abbé Raynal prétend avoir régné dans ce pays, loin qu'il existât à cette époque rien de semblable, on ne vit au contraire que des détours & des artifices de la part de Penn, & des discordes entre lui & le peuple, qui régnèrent depuis 1682, époque à laquelle il fonda sa colonie, jusqu'en 1718, c'est-à-dire jusqu'à sa mort (2).

La prétendue générosité de Penn, relativement à la concession des terres, se réduisit à les vendre beaucoup plus cher qu'elles ne se vendoient dans les autres colonies. Il y en eut quelques-unes où l'on donnoit en pur don une étendue de cinquante acres à chaque émigrant, sans distinction d'âge ni de sexe. L'art. 6 de la capitulation que nous avons déjà citée, passée entre les habitans de Virginie & Cromwell, porte, *que le privilège accordé à chaque émigrant au sujet de la grati-*

(1) Page 220 de la première partie.

(2) Page 83 de la première partie.

ficat
com
colo
avon
ter f
à Pe
d'en
dues
l'attr
dans
circo
bien
à eux
le m
qui l
raison
un ho
se m
toujo
Ur
rappo
mépr
son i
détac
sembl
1704
pour
uns d

fication de cinquante acres continuera d'avoir lieu comme par le passé. Les gouvernemens des autres colonies, pour éviter les inconvéniens dont nous avons parlé, défendoient aux particuliers d'acheter sans permission des terres des Indiens. Quant à Penn, il défendit absolument d'en acheter, afin d'en faire le monopole. Si les terres furent vendues en Pensylvanie plus cher qu'ailleurs, il faut l'attribuer à des circonstances favorables exprimées dans l'article de la fondation de cette colonie, circonstances dont ses héritiers profitèrent aussi bien que lui-même. On ne doit point s'en prendre à eux à cet égard, parce que chacun doit être le maître de disposer comme il lui plaît de ce qui lui appartient. Le mal est de prétendre, sans raison, faire passer pour un modèle de générosité un homme qui fut toujours avide d'argent, & qui se mettoit volontairement dans le cas d'en avoir toujours besoin.

Un point sur lequel Penn est inexcusable par rapport à la vente des terres, c'est d'avoir, au mépris des conventions, laissé à dessein, & pour son intérêt particulier, de vastes pièces de terres détachées ça & là, sans être vendues, comme l'assemblée le lui reprocha dans ses remontrances de 1704 & 1707. Outre qu'il est toujours incommode pour les habitans de se trouver trop écartés les uns des autres, il en résultoit encore un danger

évident pour ceux dont nous parlons , en ce qu'il leur étoit par-là trop difficile de se réunir pour se défendre des attaques des Indiens.

Les émigrans n'ignorant pas que les terres ont un plus grand prix , lorsque celles qui leur sont contigues sont habitées , & craignant que Penn ne consultât son avantage personnel plutôt que tout autre motif , convinrent avec lui qu'il les vendroit de suite & sans aucun autre vide que le dixième qu'il avoit la faculté de retenir pour lui. Mais il n'eut aucun égard aux conventions , & il laissa des vides considérables.

Quant à cette assertion , « Penn , attaché à son » nom , voulut que la propriété de l'établissement » qu'il avoit formé restât à perpétuité à sa famille , » je laisse au lecteur à décider si la volonté de Penn put être telle , lorsqu'il est de fait que ce fut l'attaque d'apoplexie dont il mourut , qui l'empêcha de signer le contrat de vente qu'il venoit d'en passer au profit de George premier.

M. l'abbé Raynal insinue , page 19 , que Penn mit tous ses soins à faire rendre la justice de la manière la plus digne *d'un vrai philosophe* , « en défendant à tous ceux qui devoient y prêter leur » ministère , d'exiger , d'accepter même aucun » salaire , pour leurs bons offices , » en établissant que « chaque canton seroit obligé de nommer trois » arbitres ou pacificateurs , qui devoient tâcher

« d
» p
S
idée
mon
fentra
dress
dema
homi
de c
ont u
ou c
bien
juges
de la
premi
de la
du ro
La
la Pe
chuse
qui ,
favors
par le
Po
ment

» de concilier les différens à l'amiable, avant qu'on
» pût les porter devant une cour de justice. »

Si le lecteur veut prendre sur cet objet une idée plus exacte de Penn, il n'a qu'à lire la remontrance de 1704 (1) : il y verra que les représentans du peuple s'expriment de la sorte en s'adressant à Penn lui-même ; « en conséquence, nous demandons que la reine puisse commettre un homme versé dans les loix d'Angleterre, à l'effet de déterminer tous les cas où les tenanciers ont un juste sujet de se plaindre de ta conduite, ou de celle de tes députés ou substitués ; ou bien rends au peuple le privilège de nommer des juges & autres officiers, conformément aux termes de la première charte, & suivant l'intention des premiers émigrans, & de même que le peuple de la Nouvelle-Angleterre en jouit par la charte du roi Guillaume, &c. »

La justice étoit donc plus mal administrée dans la Pensylvanie que dans la province de Massachusetts, même après la charte du roi Guillaume, qui, comme on l'a déjà dit, n'étoit pas aussi favorable à la liberté que la première annulée par le pouvoir arbitraire de Charles & de Jacques.

Pour savoir combien ce système de gouvernement méritoit peu les éloges de M. l'abbé Raynal,

(1) Page 238 de la première partie.

il suffit de jeter les yeux sur le rapport du comité à l'assemblée de 1757, rédigé par le docteur Franklin qui en étoit président, & sur la requête adressée d'une voix unanime à George second pour le convertir en un gouvernement royal.

M. l'abbé Raynal attribue à Penn plusieurs réglemens auxquels il n'eut aucune part.

Par exemple, pour le suivant, je ne saurois à qui l'attribuer : « On statua, lit-on pag. 20, que » tout enfant au-dessus de douze ans, quelle que » fût sa condition, seroit obligé d'apprendre » une profession. » L'auteur en tire de fort bonnes conséquences. Mais Penn, sans mériter le titre de grand philosophe, ni de grand législateur, étoit incapable d'adopter un règlement si contraire à ses intérêts. Une gêne de cette nature eût éloigné de la Pensylvanie tous les amis de la liberté.

M. l'abbé Raynal dit page 20 : « Jamais peut-être la vertu n'avoit inspiré de législation plus » propre à amener le bonheur ! » & comme une preuve de cette idée, il ajoute *que la Pensylvanie fut sans guerres*. Il n'y en a pas eu moins que dans les autres colonies. On a cru sans peine en Europe qu'il avoit régné entre les Pensylvaniens & les Sauvages une paix perpétuelle, à cause des Quakers auxquels il est défendu par leur religion de se battre, même pour leur propre défense.

On a cru que les Quakers composoient plus de

la mo
qu'en
venue
bres
de cer
346,
leur p
& au
confi
religi
établi
toient
avoien
princi
nante
sentar
géné
en co
Ce n
d'ob
grand
nomm
comte
nomm
d'hab
Lo
semb
pule

la moitié des habitans, quoiqu'ils n'en formassent qu'environ un quart. Peut-être cette erreur est-elle venue de ce que près des trois quarts des membres de l'assemblée ont toujours été des hommes de cette secte. Douglas nous apprend, tome 2, page 346, que les Quakers durent cette prépondérance à leur politique. Ils faisoient entendre aux Allemands & aux Hollandois, dont il y avoit un nombre considérable dans la Pensylvanie, que si les autres religions avoient la pluralité dans l'assemblée, on établiroit la loi de milice qu'ils leur représentoient comme la chose la plus dure de tout ce qu'ils avoient souffert dans leur pays natal. Mais la principale raison étoit la partialité non moins étonnante qu'injuste dans le droit d'avoir des représentans. Le territoire du voisinage de Philadelphie, généralement habité par les Quakers, fut divisé en comtés beaucoup plus petits que les autres. Ce n'est pas tout. Les Quakers vinrent à bout d'obtenir pour ces comtés le droit d'élire un plus grand nombre de représentans. Quelques-uns en nommoient six & d'autres huit, tandis que les comtés les plus éloignés n'avoient pas le droit d'en nommer plus de deux, sans égard à la quantité d'habitans.

Lorsque la Pensylvanie étoit en guerre, l'assemblée usoit d'un expédient pour ménager le scrupule religieux des Quakers. L'argent dont elle

étoit obligée de faire la levée , étoit en apparence destiné pour les dépenses du roi. Le gouverneur le recevoit & l'employoit aux dépenses de la guerre. Guillaume Penn , que quelques personnes ont cru jésuite & d'autres Quaker , avoit bien senti qu'on ne pouvoit pas s'attendre à rester toujours sans guerre ; car dans la charte qu'il obtint de Charles second , il se fit revêtir par l'art. 16 de tout le pouvoir d'un commandant général. Cet article lui accordoit *le droit de lever , passer en revue & discipliner toute espèce d'hommes , de quelque condition & de quelque pays qu'ils fussent , & de combattre & poursuivre tout ennemi qui feroit des incursions dans la province , tant par mer que par terre , même hors des limites de ladite province , & avec l'aide de Dieu de les vaincre & les prendre , &c.* Enfin on voit que les guerres avec les sauvages ne tardèrent pas à s'allumer , puisque dans la remontrance de 1704 l'assemblée dit à Guillaume Penn , au sujet de l'argent qu'on lui avoit fourni *lorsque tu l'as comparé avec les charges énormes que tu prétendois avoir eu à supporter dans l'administration & la défense de ce gouvernement , depuis l'année 1682 , &c.* (1)

C'en est assez pour mettre le lecteur en état

(1) Voyez page 230 de la première partie.

de rec
reques
vains
ce do

LA
du car
tome
des D
IV. D
& le
naissan
nature
long-t
fanati
laisse

» D
» il p
» hab
ainsi c
fortir
froid

de reconnoître combien étoient fausses les idées ,
reçues jusqu'à ce moment , & combien des écri-
vains sont blâmables , d'oser assurer avec confiance
ce dont ils ont négligé de s'instruire.

CHAPITRE VI.

Des Quakers.

LA description que M. l'abbé Raynal donne
du caractère des Quakers , au commencement du
tome 9 , n'est pas moins exagérée que le portrait
des Dumplers dont on a parlé dans le chapitre
IV. D'ordinaire le zèle excessif , l'enthousiasme
& le fanatisme sont les acolytes de toute secte
naissante , & leurs effets sont étonnans. Mais la
nature reprend enfin ses droits. Rien ne peut rester
long-tems dans un état de violence. L'aliment du
fanatisme religieux est la persécution. Qu'on le
laisse en liberté , bientôt il perd sa force.

» Donnoit-on un soufflet à un Quaker, page 11,
» il présentoit l'autre joue : lui demandoit-on son
» habit , il offroit de plus sa veste. » S'il en étoit
ainsi des Quakers , ceux de Londres ne pourroient
sortir de chez eux l'hiver sans s'exposer à mourir de
froid , parce qu'à chaque pas ils rencontreroient

des amis qui leur demanderoient jusqu'au dernier de leurs vêtemens. A l'égard d'un soufflet, je ne conseillerois à personne d'en faire l'essai ni en Angleterre, ni en Amérique. On rapporte plusieurs exemples de gens qui pour avoir pris un peu trop de licence envers les Quakers ont payé cher leur indiscretion.

Avant la révolution, un matelot anglois, qui s'imaginait peut-être que les Quakers d'Amérique étoient plus patiens que ceux d'Angleterre, ayant trouvé dans une hôtellerie un Quaker assis près du feu parmi plusieurs autres personnes, s'avisa d'en faire l'essai ; il lui donna sur l'épaule un coup assez rude, en lui disant qu'il lui procuroit une occasion de pratiquer les devoirs que sa religion lui prescrivait. Le Quaker étoit un de ces hommes extraordinaires pour la force, qui se regardent comme des prodiges de la nature. Il se leve, ouvre seulement les deux premiers doigts de chaque main, prend le matelot par le milieu du corps, le soulève, le porte jusqu'à la muraille, & le serre si fort que le pauvre homme est réduit à recourir aux prières. Comme le suppliant rappeloit au Quaker sa religion, « il est vrai, (répondit le Quaker) ma religion me défend de te battre, mais elle ne me défend pas de te serrer. » Enfin après l'avoir serré de manière

qu'il
& s'e
On
« Le
» rig
des t
ont p
Ce
« Ta
» éto
» me
A l'é
la N
voien
nalist
les N
L'aut
» est
» fer
» de
» dir
» A
» os
» co
» d'
» vo
» le
» co

qu'il ne dut pas oublier la leçon, il le mit à terre & s'en retourna près du feu.

On ne conçoit pas pourquoi l'auteur dit, pag. 12 :
« Les temples n'étoient, à leurs yeux, que des boutiques de charlatanerie. » Par-tout ils ont eu des temples comme les autres sectes, dès qu'ils ont pu en avoir.

Ce qu'on lit, page 13, n'est pas plus exact.
« Tandis que toutes les autres sectes nouvelles étoient encouragées, on poursuivit, on tourmenta celle-ci par des peines de toute espèce. »
A l'époque de la persécution des Quakers dans la Nouvelle-Angleterre, tous ceux qui ne suivoient pas les dogmes des rigides Congrégationalistes y avoient été persécutés, de même que les Non-conformistes l'avoient été en Angleterre. L'auteur lui-même dit, tome 8, page 450 : « Il est également prouvé que le gouvernement dé fendit, sous peine de mort, aux Puritains, le culte des images. » Et page 454, « ces malheurs fondirent sur les infortunés habitans de la Nouvelle-Angleterre, qui, moins furieux que leurs frères, osèrent dire que le magistrat n'avoit pas le droit de contrainte, en matière de religion. — Ce système d'intolérance fut appuyé du glaive de la loi, qui voulut trancher sur les opinions, en frappant les Dissidens de peines capitales. Les hommes convaincus ou soupçonnés de tolérantisme, fu-

» rent exposés à de si cruelles vexations , qu'ils
» se virent obligés d'abandonner leur nouvel asyle,
» pour en chercher un autre exposé à moins
» d'orages. »

L'année que les premiers Quakers parurent dans la Nouvelle-Angleterre , c'est-à-dire en 1654 , les livres des Mugletoniens furent brûlés dans la halle de Boston , un jour de marché , par la main du Bourreau. Ce n'étoit pas là sans doute un moyen d'encouragement , & l'auteur se trompe bien , en assurant que toutes les sectes nouvelles , autres que celles des Quakers , furent encouragées , puisque la dominante fut la seule qui jouit de cet avantage dans la Nouvelle comme dans la Vieille-Angleterre. Lorsqu'ensuite les Congrégationalistes commencèrent à tolérer les autres sectes , les Quakers participèrent également à la tolérance.

Une des qualités que M. l'abbé Raynal attribue sans raison aux Quakers , est le désintéressement. Les idées sur le caractère des Quakers ont été prodigieusement exagérées. Les erreurs se fortifient à mesure qu'on les répète ; le tems les autorise , & finit par les consacrer. L'amour-propre s'en mêle , nous regardons comme notre propriété une opinion que nous avons adoptée depuis longtemps , & l'orgueil s'obstine à la soutenir aveuglément , au lieu d'en rechercher l'origine pour en connoître l'exactitude.

Le
autres
mais
cela.
aux a
quelq
ont le
arrive
de re
prend
passe
veaux
Le
l'écon
cela le
de lo
bienfa
de l'hy
au con
pas le
Tel
che p
comm
du mé
atteint
suscep
j'ai jug
propre

Les Quakers ont toujours eu, comme toutes les autres sectes, leurs singularités. Ils les ont encore ; mais la nature de l'homme ne change pas pour cela. Ces singularités les ont rendus supérieurs aux autres en quelques points, & de même en quelques points elles les ont rendus inférieurs. Ils ont leur part des passions humaines, & lorsqu'il arrive qu'une de ces passions, soit par des motifs de religion, soit par d'autres obstacles, ne peut prendre son cours par ses propres canaux, elle passe par ceux des autres ou s'en ouvre de nouveaux.

Le mérite principal des Quakers consiste dans l'économie, & dans l'application aux affaires. En cela leur conduite est vraiment exemplaire & digne de louange. Sur l'article de l'hospitalité, de la bienfaisance, ils ressemblent aux autres. Sur celui de l'hypocrisie, personne ne les égale, & quant au commerce, la délicatesse & l'équité ne sont pas leurs vertus favorites.

Tel est leur caractère national. Cela n'empêche pas d'ailleurs, qu'il ne se trouve parmi eux comme parmi les autres sectes, des hommes du mérite le plus distingué, qui semblent avoir atteint au degré de perfection dont l'homme est susceptible. J'en connois plusieurs moi-même, & j'ai jugé de leur caractère non moins par leurs propres aveux que par mes observations. Un

d'eux avec lequel je suis fort lié , s'entretenoit un jour avec moi des qualités de sa secte , dont il approuvoit quelques-unes , tandis qu'il blâmoit les autres. « Mon ami , me dit-il , crois-moi , notre apparente simplicité , notre mépris du faste , ne font qu'augmenter notre orgueil. Souvent les mêmes passions se couvrent sous diverses couleurs. » Cette observation me rappela la réponse de Platon à Diogène.

Les Quakers n'ôtent le chapeau à personne & tutoient tout le monde , mais si ceux qui ne sont point Quakers en usent de la même manière à leur égard , ils se fâchent. Leur mauvaise humeur se manifeste dans leur figure , & quelquefois ils s'en plaignent ouvertement. Une des singularités qui paroissent les plus ridicules à ceux qui ne sont point de leur secte , est leur manière de saluer avant de boire. *Je te regarde* , dit un Quaker , au lieu de dire , *à ta santé*. Un jour je dînois dans une maison publique , où un jeune homme s'avisa de dire à un Quaker avant de boire , *Tomas , je te regarde*. — *Je le vois bien Guillaume* , répondit le Quaker , & *tu le fais avec beaucoup d'impudence encore*. Les Quakers disent que les membres des autres sectes n'étant pas obligés par leur religion de s'écarter de l'usage ordinaire , ils ne doivent pas traiter les Quakers différemment des autres. En leur accordant ce point , certainement
cela

cela m
milita

L'a
clavag
manie
» chr
» des
» ren
» peu
» ren
» affi
» tan
œil p
appro
& l'hu
n'ordo
nu, m
quand
mettre
le pré
rejette
regard
Une
l'auten
sans ce
Les
vendre
Pa

cela ne prouve pas cette résignation, cette humilité qu'on vante si fort en eux.

L'auteur, à la page 185, où il parle de l'esclavage, fait encore allusion aux Quakers de la manière suivante : « Des sectaires humains, des » chrétiens qui cherchoient dans l'évangile plutôt » des vertus que des dogmes, ont souvent voulu » rendre à leurs esclaves la liberté que rien ne » peut remplacer : mais ils ont été long-temps » retenus par une loi qui ordonnoit d'assigner aux » affranchis un revenu suffisant pour leur subsistance. » Si l'auteur avoit examiné la loi d'un œil plus attentif, il n'auroit pu lui refuser son approbation, puisqu'elle ne respire que la justice & l'humanité. La même loi subsiste encore ; elle n'ordonne point d'assigner aux affranchis un revenu, mais elle oblige les maîtres à les entretenir, quand les infirmités ou la vieillesse ne leur permettent plus de gagner leur vie, de peur que, sous le prétexte d'un zèle louable en apparence, ils ne rejettent sur la communauté une charge qui ne regarde qu'eux.

Une des bonnes qualités des Quakers, dont l'auteur ne fait pas mention, est de ne rien assurer sans certitude.

Les talens supérieurs des Quakers dans l'art de vendre & d'acheter, ne sauroient leur être contestés.

Ils entendent beaucoup mieux que les autres à faire des marchés avantageux. Il se trouve à la vérité parmi eux des hommes de la délicatesse la plus scrupuleuse qui méprisent l'astuce & l'hypocrisie, mais ils sont plus rares que parmi les autres sectes. Il est facile d'être la dupe de leur extérieur. Plusieurs fois il est arrivé que leur manière réservée de contracter, fondée sur leur religion, les a dispensés de tenir leur parole. Leurs manières ressemblent si bien à celles des jésuites, qu'on les appelle souvent les jésuites protestans, quoique la comparaison ne soit juste qu'à quelques égards.

Je ne voudrois pas, parce que j'ai entrepris de démontrer combien l'on a mal représenté le caractère des Quakers, que l'on me crût capable de méconnoître leurs bonnes qualités. Je suis persuadé que s'il étoit possible de comparer exactement leurs vices & leurs vertus avec les vices & les vertus des autres hommes, on trouveroit que la secte des Quakers n'est au total ni meilleure ni pire que les autres. Un des plus sensés de mes compatriotes ne leur accorde pas ce point, à cause de la conduite repréhensible qu'ils ont tenue dans le tems de la révolution. Mais ma comparaison se rapporte à la manière dont ils se sont toujours conduits en général, sans considérer celle dont ils ont agi durant une époque extraordinaire.

Al
rôle
dém
du vo
Une
mériq
ancien
velés,
nèrent
le Sen
l'on re
" C
corps r
ce que
la doct
de vou
" M
cause &
garde
de con
distingu
" Q
tique d
" Si
ché, le
davanta
faire ent

Assurément les Quakers ne peuvent justifier le rôle qu'ils ont joué par rapport à la révolution. Ils démentirent leurs propres principes, & couvrirent du voile de la religion une politique insidieuse. Une déclaration qu'ils adressèrent au peuple d'Amérique sous ce nom : *L'ancien témoignage & les anciens principes des gens appelés Quakers renouvelés*, fut un des principaux motifs qui déterminèrent M. Payne, auteur du pamphlet intitulé *le Sens commun*, à leur adresser une lettre, où l'on remarque les passages suivans :

« Cette lettre vous est adressée, non pas comme corps religieux, mais comme corps politique, sur ce que vous vous ingérez dans des affaires, dont la doctrine de paix que vous professez vous défend de vous mêler. »

« Mais prenez garde de vous méprendre sur la cause & le fondement de votre témoignage : prenez garde d'appeler *religion*, la froideur d'ame, & de confondre le bigotisme avec le caractère qui distingue le chrétien. »

« Quelle partialité vous montrez dans la pratique de principes avoués par vous-mêmes ! »

« Si celui qui porte les armes commet un péché, le premier qui les prend ne pèche-t-il pas davantage, à raison de la différence qu'il faut faire entre l'attaque volontaire, & la défense iné-

vable? Cela posé, si c'est de bonne foi que vous prêchez, & si vous n'entendez pas faire un jouet de votre religion, convainquez-en le monde en déclarant votre doctrine à nos ennemis, *car ils portent aussi les armes*. Donnez-nous la preuve de votre sincérité en publiant cette doctrine à la cour de Saint-James, en la manifestant à ceux qui commandent en chef à Boston, aux amiraux & capitaines qui ravagent nos côtes à la manière des pirates, & à tous ces assassins mécréans qui agissent sous les ordres de celui que vous faites profession de servir. Si vous aviez l'ame honnête de Barklay (1), vous prêcheriez le repentir à votre roi, vous lui diriez ses péchés, & vous le menaceriez de la damnation éternelle. Vous ne pourriez pas la partialité jusqu'à vous répandre en invectives seulement contre ceux qui sont outragés & opprimés, mais comme de fidèles ministres, vous jetteriez les hauts cris & n'épargneriez personne. Ne dites pas que vous êtes persécutés, & n'allez pas vouloir faire tomber sur nous ce reproche que nous rejetons sur vous-même, car nous attestons devant tous les hommes, que si nous nous plaignons de vous, ce n'est pas parce que vous

(1) M. Payne fait allusion aux paroles pleines de noblesse & d'énergie adressées à Charles II par le Quaker Barklay.

ête
l'èr
ne p
que
cipe
de t
hum
divin
publi
contr
vous
ou qu
en pr
“
cipes
peupl
à l'eff
sures
l'heure
sent a
& not
à ceus
lui ?
“ Q
l'instar
comm

êtes Quakers , mais parce que vous prétendez l'être & que vous ne l'êtes pas. »

« Si tels sont réellement vos principes , pourquoi ne pas vous y tenir ? Pourquoi vous mêler de ce que vous appelez l'ouvrage de Dieu ? Ces principes vous disent qu'il faut attendre l'évènement de toutes les affaires publiques avec patience , avec humilité , & le recevoir comme l'effet de la volonté divine. Ainsi qu'est-il besoin de votre *déclaration publique* , si vous croyez pleinement ce qu'elle contient ? Vous prouvez , en la publiant , ou que vous ne croyez pas la doctrine que vous professez , ou que vous n'avez pas assez de vertu pour mettre en pratique ce que vous croyez. »

« Comment pouvez-vous , d'après vos principes , vous justifier d'animer & de soulever le peuple , *pour qu'il s'unisse fermement* , dites-vous , *à l'effet de repousser avec horreur tous écrits & mesures qui annoncent le désir & le dessein de rompre l'heureuse alliance dont nous avons joui jusqu'à présent avec le royaume de la Grande-Bretagne , & notre juste & nécessaire subordination au roi & à ceux qui sont légitimement revêtus d'autorité sous lui ? »*

« Quel rôle jouez-vous ici ? Les mêmes hommes , l'instant après qu'ils ont résigné tranquillement & comme des êtres passifs la faculté d'ordonner , de

changer & de disposer des rois & des gouvernemens, révoquent leurs principes & prennent part aux affaires. Comment une telle doctrine peut-elle amener une pareille conséquence ? La contradiction est trop visible pour n'être pas apperçue, l'absurdité trop grande pour ne pas faire rire, & ce n'a pu être l'ouvrage que de ceux dont l'esprit a été obscurci par les idées étroites & l'humeur chagrine d'un parti politique, agité par le désespoir. »

M. Payne a dit avec raison *un parti politique* ; car tous les Quakers ne suivirent pas le même plan de conduite. Plusieurs d'entr'eux se rendirent dignes de l'approbation & de la reconnoissance de la patrie. Les Quakers peuvent être divisés en trois classes, comme étoient les jésuites. La société des jésuites étoit composée des politiques qui gouvernoient, des philosophes qui ne s'occupoient que des sciences, & d'une troisième classe d'hommes de bonne foi qu'on pouvoit regarder comme des êtres passifs. Les trois classes des Quakers sont les politiques, les patriotes, & les religieux. Lors de la révolution, les patriotes ont pris les armes pour la défense de la patrie ; les religieux ont prié Dieu, & fait indistinctement des œuvres de charité fraternelle, sans se mêler des affaires de guerre ni de politique ; & les politiques qui formoient une classe beaucoup plus nombreuse que les deux autres ensemble, ont réglé les affaires

de la secte , & tâché par tous les moyens possibles de nuire à la cause américaine. Sous tout autre gouvernement , une conduite semblable eût été punie avec la plus grande sévérité.

Les écrivains ont en général uni Penn aux Quakers dans leurs éloges. L'usage s'en est établi de façon qu'il est rare d'entendre louer le premier sans les autres , & réciproquement. Si une vénération aveugle & insensée pour des erreurs passées en axiomes , sur le seul fondement qu'elles ont été dites , écrites & répétées beaucoup de fois , ne permettoit pas de croire que le caractère de Penn a été faussement interprété , & celui des Quakers fort exagéré , on ne pourroit au moins se dispenser d'accorder un des deux points suivans : ou les remontrances de 1704 & de 1707 étoient justes , ou elles ne l'étoient pas ; dans le premier cas , Penn auroit été bien différent de ce que la renommée l'a fait paroître ; dans le second , les représentans , qui étoient presque tous Quakers , auroient été tous des imposteurs , & des calomnieurs , puisqu'il ne se trouva pas un seul opposant ;



CHAPITRE VII.

Du Maryland, de la Virginie, &c.

L'AUTEUR dit, page 52, en parlant des habitans du Maryland : « Beaucoup sont Catholiques , » & beaucoup davantage sont Allemands. Leurs » mœurs ont plus de douceurs que d'énergie : ce » qui pourroit venir de ce que les femmes ne sont » pas exclues de la société, comme dans la plupart » des autres parties du continent. »

Je laisse au lecteur à juger, si ce contraste entre les Catholiques & les Allemands est bien naturel ; comme si la qualité de Catholique pouvoit être un titre national, ou le nom d'Allemand désigner une qualité particulière de religion.

Avant de rechercher les causes, il me semble qu'il seroit à propos de s'assurer de l'existence des faits. Le plus ou le moins de douceur & d'énergie des Américains ne sauroit être calculé suivant la règle de proportion que l'auteur semble admettre, parce qu'il n'est aucune partie des Etats-Unis où les femmes soient exclues de la société.

Si les hommes tiennent table trop long-tems pour boire plus qu'ils ne devroient, les femmes ont coutume de se retirer, 1°. parce qu'elles ne

se sou-
font o-
de l'in-
beauc-
& elle-
dans le
avec :
temen-
nomie-
les éta-
dans la
tourne-
On
Allema-
nombre
dans le
mands
pos l'au-
que ren-
Page
» tout
» cupe
» trion
» born
» par l-
Il se-
dire av-
Sans

se soucient pas de trop boire, 2°. parce qu'elles sont occupées. Nos femmes règlent toutes les affaires de l'intérieur de la maison, & généralement avec beaucoup de soin. Toutes les clefs leur sont confiées, & elles pourvoyent à tout. Il seroit à désirer que dans les Etats Méridionaux les hommes veillassent avec autant d'attention aux affaires de leur département, & se conduisissent avec autant d'économie. Les femmes ont le même emploi dans tous les états, & par-tout elles sont libres de rester dans la société des hommes, de la quitter & d'y retourner.

On a mal informé l'auteur, au sujet des Allemands d'origine, qui sont en bien plus petit nombre que les Catholiques de religion; & comme dans les états voisins, il y a beaucoup plus d'Allemands qu'en Maryland, on ne voit pas à quel propos l'auteur a fait une mention particulière de ceux que renferme ce dernier état.

Page 63. « La Virginie étoit, il y a deux siècles, » tout le pays que l'Angleterre se proposoit d'occuper dans le continent de l'Amérique septentrionale. Ce nom ne désigne plus que l'espace » borné d'un côté par le Maryland, & de l'autre » par la Caroline ».

Il seroit difficile de deviner ce que l'auteur a voulu dire avec cette *Virginie qui étoit tout le pays, &c.*

Sans examiner les ambiguïtés que peut occasion-

ner une manière de s'exprimer aussi obscure , j'observerai qu'on les auroit épargnées toutes au lecteur , en lui disant que le nom de Virginie donné par Raleigh à tout le pays dont il s'arrogea la propriété , ne désignoit plus que l'espace borné par le Maryland , par la Caroline , par la mer , & par le Mississipi , à cause de différentes chartes que les rois accorderent ensuite pour le reste du pays sous d'autres noms. On ne conçoit pas où l'auteur a pris ce que l'Angleterre se proposoit de faire. Au contraire , à juger par l'histoire , elle n'avoit alors aucun projet. Raleigh obtint de la reine Elisabeth une charte pour tout le pays dont il prendroit possession , & il se l'appropriâ depuis le vingt-cinquième degré de latitude jusqu'au golfe de Saint-Laurent.

Page 65. « La compagnie , &c. fut proscrire à » l'avènement de Charles I^{er} au trône. » — Ce fut son père qui lui ôta la charte. — « Alors la » Virginie reçut le gouvernement Anglois. » — Il avoit été établi quatre ans auparavant , & la compagnie exerçoit le privilège d'approuver ou de rejeter les loix , qu'elle faisoit passer au roi. — « La » couronne ne lui fit acheter ce grand avantage » que par une redevance annuelle de 2 s. 5 d. » pour chaque centaine d'acres qu'on cultivoit. » Cette redevance , appelée le *quit-rent* , n'étoit point réglée par le nombre d'acres qu'on

avoir
doit
petite
propri
distin

«
» co
» au
» pla
beau
fiesso
Europ
gens
des p
avoie

Pa
» ga
» liv
» à
s'agit
resse
néces
hors
frent
mettr
ils cr
tous
Pa

avoit mis en culture, mais par celui qu'on en possé-
doit : la quantité des terres cultivées étoit fort
petite en comparaison de celles qu'on s'étoit ap-
propriées; mais le *quit-rent* se payoit pour tout in-
distinctement.

« Jusqu'à ce moment, les Colons n'avoient pas
» connu de véritable propriété. Chacun y erroit
» au hasard, ou se fixoit dans l'endroit qui lui
» plaisoit, sans titres ni conventions. » — Il y avoit
beaucoup d'années que la compagnie vendoit &
siefioit les terres; & avant cette époque tous les
Européens qui habitoient ces contrées étoient des
gens attachés à son service. On a dit, en parlant
des premiers établissemens, que les sieffataires les
avoient payés en 1617.

Page 66. « Mais quelques habitans, séduits ou
» gagnés, se voyant secondés d'une puissante flotte,
» livrèrent la colonie au protecteur, (c'est-à dire ,
» à Cromwel.) » — Ne semble-t-il pas qu'il
s'agit de la délivrance de quelqu'importante forte-
resse, faite par des gens que les ennemis ont été
nécessités de séduire ou de gagner ? Le pays étoit
hors d'état de se défendre; toute l'opposition que
firent les habitans se réduisit à refuser de se sou-
mettre à des conditions trop dures : mais quand
ils crurent devoir les accepter, ils les signèrent
tous d'un consentement unanime.

Page 71. L'auteur dit, par rapport au tabac:

« On pensa que rien ne contribueroit plus efficace-
 » ment à le tirer de l'avilissement où il étoit
 » tombé, que de repousser de la province ceux
 » que le Maryland & la Caroline y portoient,
 » pour les faire passer en Europe. Si les législa-
 » teurs avoient été plus éclairés, &c. » L'auteur
 auroit dû nous apprendre d'où il a tiré cette loi
 qui nous est inconnue. Les habitans de la Caroline
 Septentrionale, qui touche la Virginie, l'y por-
 tèrent toujours & continuent de l'y porter, faute
 de havres. Ceux du Maryland auroient grand tort
 de les imiter, puisque les vaisseaux vont commo-
 dément par la baye de Chésapéak & par la rivière
 de Patowmac jusqu'à leurs terres.

Page 74. « L'auteur parle du droit d'appel à
 » l'assemblée générale. » — L'assemblée générale
 n'a jamais été un tribunal de judicature.

Page 77. « Comme il n'y avoit point de femmes
 » dans la province, & qu'ils n'en vouloient que
 » d'honnêtes, ils donnèrent 2250 livres pour
 » chaque jeune personne qu'on leur amenoit d'Eu-
 » rope avec un certificat de sagesse & de vertu.
 » Cet usage ne dura pas long-tems. »

Il eût été mieux de dire qu'il ne commença
 jamais. On a remarqué plusieurs fois que dès l'o-
 rigine la compagnie n'y envoya que des gens à
 son service, & qu'à peine le système fut-il changé
 qu'il y passa des familles entières. On a fait, au

comm
 partic
 tant l
 diren
 vaiffe.

Ce
 nible
 Rayna

Je
 qu'il
 teur

source

Pa

» qui

» des

» nor

» dan

» bea

» leu

» fou

» oft

» plu

» glo

» pla

» les

» l'e

» la

» dé

commencement de cet ouvrage , une mention particulière de mille deux cens seize personnes, tant hommes que femmes & enfans , qui s'y rendirent en 1619 , formant une flotille de onze vaisseaux.

Ce seroit une tâche trop longue & trop pénible que de relever toutes les erreurs de M. l'abbé Raynal , au sujet de la Virginie.

Je finirai par un passage si différent des autres, qu'il fait regretter aux amis de la vérité que l'auteur n'ait pas toujours puisé dans la même source.

Page 83. « Des hommes qui préfèrent la tranquillité de la vie champêtre au tumultueux séjour
» des cités , devroient être naturellement économes & laborieux : il n'en fut jamais ainsi
» dans la Virginie. Toujours , ses habitans mirent
» beaucoup de recherches dans l'ameublement de
» leurs maisons. Toujours , ils se plurent à recevoir
» souvent leurs voisins & à les recevoir avec
» ostentation. Toujours , ils aimèrent à étaler le
» plus grand luxe aux yeux des navigateurs anglois que les affaires conduisoient dans leurs
» plantations. Toujours , ils se livrèrent à cette mollesse , à cette incurie si ordinaire aux régions où
» l'esclavage est établi. Aussi les engagemens de
» la province furent-ils habituellement très-considérables. Au commencement des troubles, on les

» croyoit de vingt-cinq millions livres (1). Cette
 » somme prodigieuse appartenoit aux négocians
 » de la Grande-Bretagne pour des noirs ou pour
 » d'autres objets qu'ils avoient fourni. La con-
 » fiance de ces hardis prêteurs étoit spécialement
 » fondée sur une loi injuste qui assuroit leur
 » paiement de préférence à toutes les autres dettes,
 » même antérieurement contractées. »

L'incurie, l'indolence & le luxe ont été certainement le fléau de ce pays : le mal existe encore ; il ne laisse pas même d'être considérable, quoique diminué. Parmi les différentes causes auxquelles il doit sa naissance, il faut compter sur tout l'esclavage, comme le dit l'auteur, & l'attention particulière que prenoit le gouvernement anglois pour empêcher que les habitans ne se mêlâssent beaucoup de l'administration des affaires publiques. Maintenant la jeunesse a pour aiguillon les emplois de tous les départemens & la considération de ses propres concitoyens.

La facilité que donne la bonté du sol de relever ses affaires, contribue beaucoup à la négligence. L'occupation des femmes s'étendant sur tout ce qui regarde l'intérieur de la maison, elles ont tout sous les yeux, & l'amour-propre lui-même,

(1) Il seroit à désirer qu'ils n'eussent pas excédé de beaucoup cette somme.

souten
 & foig
 bien r
 conten
 a fait.
 tées à
 la tabl
 affiette
 homme
 terres,
 toujours
 par le
 à peu
 létargie
 plus re
 est suiv
 L'aut
 priétair
 » firen
 » créen
 » rons
 » mille
 » ques
 » & le
 » en c
 On n
 mentio
 tout le

soutenu par une ambition louable , les rend actives & soigneuses. Un de leurs premiers soins est de bien recevoir les étrangers , en sorte qu'ils soient contents & qu'ils se félicitent de l'accueil qu'on leur a fait. Delà vient qu'elles ne sont que trop portées à seconder leurs maris dans les dépenses de la table , où les plats sont si multipliés que les assiettes ne peuvent y trouver leur place. Les hommes obligés d'avoir des intendants pour leurs terres , auxquelles il seroit impossible de veiller toujours en personne , finissent insensiblement par leur en abandonner tout le soin , & peu à peu la mollesse & la négligence amènent une léthargie si profonde , que le mouvement ne peut plus renaître sans une forte secousse , qui bientôt est suivie de l'activité la plus énergique.

L'auteur dit page 90 , en parlant des huit propriétaires de la Caroline. « Le premier usage que » firent de leur autorité ces souverains , ce fut de » créer trois ordres de noblesse. Ils appellèrent ba- » rons ceux qu'ils ne gratifioient que de douze » mille acres de terre. On donna le nom de caciques à ceux qui en recevoient vingt-quatre mille ; » & le titre de landgrave fut déféré aux deux qui » en obtinrent quatre-vingt mille chacun. »

On ne conçoit pas l'idée de l'auteur en ne faisant mention que de deux landgraves. Est-ce pour tout le pays , ou pour chaque comté ? Dans le

premier cas, c'est trop peu, dans le second, c'est trop. Comme il annonce (page 85) que le système législatif du nouvel état fut tracé par le fameux Locke, il auroit pu prendre la peine de le lire. Il y auroit vu qu'il devoit y avoir un landgrave par comté; que chaque landgrave devoit avoir quarante-huit mille acres de terre, & non pas quatre-vingt mille; que les propriétaires pouvoient vendre de même que donner les terres aux nobles; qu'il devoit y avoir deux ordres de noblesse, & non pas trois; enfin qu'il n'y est point du tout question de barons.

Page 92. « Le sénat britannique prit enfin, en » 1728, le parti de rendre ce beau domaine à la » nation, & d'accorder à ses premiers maîtres cinq » cens quarante mille livres de dédommagement. » George premier en prit le gouvernement en 1722, d'après les instances des habitans; pour la nation, elle n'y avoit nul droit, & le sénat Britannique ne se mêla point de cette affaire.

Page 93. « Les deux contrées réunies occupent » plus de quatre cens milles sur la côte, & en- » viron deux cens milles dans l'intérieur des terres. » Elles occupent environ six cens milles du côté de l'occident, ou dans l'intérieur des terres. Quant à leur étendue sur la côte, elle étoit alors d'environ cinq cens milles, & elle n'est plus que de deux cens cinquante, depuis qu'on en a démembré

cet

ceter

Pa

» de

— C

au lie

de de

à la p

à cent

Pag

» vag

» fixé

rent

on a c

une se

» dev

elles c

ce sero

A l

des en

faire p

qui n'

fait na

ment l

A la

deux F

dans c

paix el

hostilie

Pa

cet espace qui forme actuellement l'état de Géorgie.

Page 94. « La Caroline septentrionale est une » des plus grandes provinces du continent. » — Cela ne seroit pas , si sa partie occidentale , au lieu de s'étendre jusqu'au Mississipi , n'étoit que de deux cens milles , comme M. l'abbé Raynal l'a dit à la page précédente , puisque sa largeur ne va pas à cent milles.

Page 95. « Ce ne fut que tard , que quelques » vagabons sans aveu , sans loix , sans projets , s'y » fixèrent. » — Les premiers qui s'y fixèrent furent des Palatins industrieux & honnêtes , dont on a dit que les Indiens tuèrent cent trente dans une seule nuit. « Mais , avec le tems , les terres » devinrent rares dans les autres colonies. » — Si elles devenoient rares dans l'espace d'un siècle , ce seroit bientôt.

A la page 106 , l'auteur fait une description des enterremens bien différente de celle qu'il a faite page 33 & 34 de ceux de Pensilvanie , mais qui n'en est pas moins romanesque , & dont il fait naître certains effets terribles , qu'heureusement les Caroliniens n'ont jamais éprouvés.

A la page 131 , l'auteur commence à parler des deux Florides qui appartenoient à l'Angleterre , & dans ce tems il étoit difficile de prévoir qu'à la paix elles seroient cédées à l'Espagne , quoique les hostilités fussent déjà commencées entre les deux

nations. Les Florides deviennent donc , dans le sens de l'auteur , une espèce de terre promise. Il convient que le sol de la partie occidentale est *beaucoup trop sablonneux* , mais il nous a dit plus haut « que les » Florides ont un avantage marqué sur le reste » de ce grand continent, & qu'il est permis d'espérer que la vigne, que l'olivier, que le coton , » que d'autres plantes délicates y prospéreront plus tôt & mieux que dans les provinces limitrophes. »

Ce que dit l'auteur au sujet du coton est incontestable. L'expérience prouve qu'il demande le voisinage de l'équateur , de même que le sucre & le café. Mais les raisins y contractent une trop grande douceur , & les olives une faveur forte & désagréable.

C'est probablement parce que quelques *Torys* se réfugièrent à Saint-Augustin , que l'auteur fait mention d'Américains , que le désir du repos & l'attachement à la mère-patrie déterminèrent à se retirer dans les deux Florides , & la manière dont il en parle seroit capable de faire craindre une émigration funeste aux Etats-Unis , vu le charme attractif de ce paradis terrestre. Après avoir rapporté que des grecs y furent amenés par le docteur Turnbull : « Pourquoi , dit-il , Athènes & Lacédémone ne rendroient-elles pas un jour dans

» l'A
» Tu
Au
marq
» à
» cho
» len
» au
» eu
d'expo
fécon
aussi d
présen
dit en
» teur
» qui
» où
Voi
échang
corde
entre
ou plu
régnoi
fer. Le
fin de
exerce
où son

» l'Amérique septentrionale ? Pourquoi la ville de
» Turnbull ne seroit-elle pas &c » ?

Au sujet de ces émigrans , il fait des remarques vraiment curieuses. « Les femmes qui ,
» à raison du changement de climat , n'accou-
» choient d'abord que rarement , sont actuel-
» lement très-fécondes. On présume que les enfans
» auront une taille plus élevée qu'ils ne l'auroient
» eu dans le lieu de leur origine. » Il auroit été bon
d'exposer la théorie de cette prétendue cause d'in-
fécondité , en supposant qu'elle soit vraie , comme
aussi de démontrer sur quoi peut être fondée cette
présomption à l'égard de la *taille des enfans*. Il
dit enfin. « La petite peuplade a reçu de son fonda-
» teur des institutions qu'elle-même a approuvées, &
» qui s'observent. Ce n'est encore qu'une famille
» où l'esprit de concorde doit durer long-tems. »

Voici les informations qu'on peut donner en échange à l'auteur. Pendant qu'il écrivoit , la con-
corde étoit dans ce pays semblable à celle qui régna
entre Penn & les Quakers ses premiers émigrans ,
ou plutôt , pour parler sans figure , la discorde y
régnait déjà. La petite peuplade finit par se disper-
ser. Le docteur Turnbull quitta la Floride avant la
fin de la guerre , & depuis plusieurs années il
exerce la profession de médecin à Charles-Town ,
où son mérite jouit de la considération qui lui est

due. L'auteur de cet ouvrage le connut à Smyrne ; long-tems avant qu'il allât dans la Floride.

CHAPITRE VIII.

Du climat, du sol, &c. des Etats-Unis.

LA manière la plus courte de démontrer combien sont romanesques les descriptions que l'auteur nous a données du climat, du sol, de la prétendue dégénération des animaux, des plantes, &c. est de dire les choses telles qu'elles sont. Ces détails mettront le lecteur à portée de réfuter encore les autres historiens.

A l'égard du climat tout homme qui a voyagé en Europe & en Asie, & qui a observé les causes locales des diverses qualités d'air, des fièvres tierces & des autres maladies, doit se figurer qu'il existe à-peu-près la même chose en Amérique à pareil degré de latitude. Les fièvres tierces y sont plus communes & plus opiniâtres; mais cela paroît provenir plutôt du défaut de culture, que de la nature du climat. Ce ne sont pas les grands lacs qui infectent l'air, ce sont les eaux stagnantes répandues çà & là. Par-tout où l'on possède beaucoup plus de terre qu'on ne sauroit en cultiver, comme on ne peut applanir tout le sol ni faire les écoulemens néces-

faire
cavit
par e
relle
la plu
où les
sol ce
couve
nomb
en fri
cultu
provi
trente
peu de
des ca
la crai
cheref
suadé
surfac
celle
duisoi
Qu
de gen
exagè
plaint
Europ
par - t
Amér

faïres , il doit y avoir nécessairement beaucoup de cavités où séjournent les eaux de pluie. En Virginie , par exemple , à l'exception du terrain , qui est naturellement en pente , & qui forme sans comparaison la plus grande partie , il n'y a peut-être pas un champ où les eaux de pluie ne séjournent. Dans les bois où le sol conserve toujours l'état de nature , les endroits couverts d'eaux stagnantes doivent être en plus grand nombre , & l'on a déjà dit que la quantité des terres en friches surpasse de beaucoup celle des terres en culture. Un grand inconvénient de pareille espèce provient des eaux des moulins , qui couvrent souvent trente ou quarante acres de terres. On trouve fort peu de moulins où les eaux soient renfermées dans des canaux , effet de l'abondance du terrain & de la crainte de manquer d'eau dans les tems de sécheresse. Tout le monde n'est pas encore persuadé que par les évaporations sur une si grande surface on en perd une plus grande quantité que celle qu'on feroit forcé de négliger si on la conduisoit par des canaux.

Quant à l'inconstance du climat , dont beaucoup de gens se plaignent , & que plusieurs écrivains exagèrent prodigieusement , j'ai entendu les mêmes plaintes par-tout où je me suis trouvé , tant en Europe qu'en Asie , quoique je n'en aie pas examiné par-tout les causes particulières , aussi bien qu'en Amérique. De plus , dans les États-Unis d'Améri-

que , dans l'Asie mineure , en Italie , dans les parties méridionales de la France &c , il n'arrive jamais de passer du chaud au froid & du froid au chaud trois ou quatre fois le même jour , comme je l'ai éprouvé dans toute la partie de l'Europe située depuis le quarante-septième jusqu'au cinquante-cinquième degré de latitude. Il est certain que les mêmes vents ne produisent pas par-tout les mêmes effets. Le vent qui vient directement du pôle , n'est pas par-tout le plus froid , de même que celui qui vient directement de l'équateur , n'est pas le plus chaud dans toutes les régions.

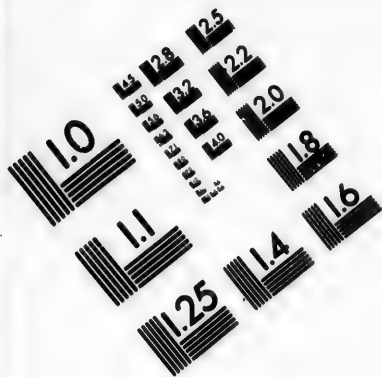
On a déjà dit , que dans cette partie de l'Amérique dont il est question , le froid est quelquefois beaucoup plus grand qu'il ne l'est en Europe à latitude égale. Cette particularité provient du vent de nord - ouest qui passe à travers un continent immense & inculte. Ce vent est le fléau destructeur des fruits dans les états du milieu , parce qu'il arrive fréquemment qu'il amène du givre & même de la gelée dans le printems , lorsqu'ils ont déjà commencé à grossir. Dans les parties les plus septentrionales , il sont moins exposés , le printems étant plus tardif , & dans les plus méridionales , ils le sont moins aussi , parce que la force du soleil s'oppose à l'effet du vent.

En 1774 , au commencement de mai , ce vent fit sentir toute sa force , il régna pendant trente-six

heures, & le froid qu'il occasionna fut tel que, le matin du 5, on vit dans plusieurs endroits de la Virginie de la glace, qui avoit plus de trois lignes d'épaisseur. Les vieillards les plus âgés n'avoient jamais été témoins d'un pareil événement. Les nouvelles feuilles des gros arbres séchèrent dans les bois, ainsi que les petits chênes & autres tiges, qui pouvoient avoir deux ou trois ans. Le bled souffrit au point que généralement on le crut mort; il y eut quelques endroits où on le laissa paître par les bestiaux, & d'autres on laboura le terrain sur le champ pour y semer du bled de Turquie, ou pour en faire un autre usage. Par-tout où on laissa le bled sur pied, il vint fort mal, & la récolte fut très-médiocre. Les fruits étoient déjà très-avancés, & tous périrent, à l'exception de ceux qui se trouvèrent dans un petit nombre d'endroits privilégiés, dont on rencontre plus ou moins dans toutes les parties du monde.

Chaque année la végétation contredit M. l'abbé Raynal qui l'a taxée d'être tardive dans ces climats; mais sur-tout à cette époque, les vignes lui donnèrent un démenti bien formel. Les grappes de raisin étoient déjà fort longues, lorsque toutes les jeunes pousses séchèrent, & quelques vignes perdirent même la partie du vieux bois qui en étoit la plus voisine. Elles reprirent toutes,





1.8 2.0 2.2 2.5 2.8 3.2 3.6 4.0 4.5 5.0 5.6 6.3 7.1 8.0 9.0 10.0 11.2 12.5 14.0 16.0 18.0 20.0 22.5 25.0 28.0 31.5 36.0 40.0 45.0 50.0 56.0 63.0 71.0 80.0 90.0 100.0

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

tant les vignes domestiques qui sont dans les vergers , que les vignes sauvages qui sont dans les bois ; elles produisirent presque la même quantité de raisins , qui parvinrent à leur maturité dans le tems ordinaire.

Je crois devoir avertir ici le lecteur que les privilèges attribués , par M. l'abbé Raynal , au bled de Turquie dans ce pays , ne peuvent servir qu'à grossir la liste des curiosités imaginaires. Après avoir fait , à la page 157 , une description minutieuse de cette plante , comme si elle étoit inconnue en Europe , & après en avoir , à la page suivante , montré l'usage avec la manière de la cultiver , il conclut : « Sa semence peut être gelée » au printems , même à deux ou trois reprises , » sans que les récoltes soient moins abondantes. » Lorsqu'il est survenu une gelée , les payfans n'attendent pas la seconde ; aussi-tôt ils labourent & sement de nouveau ; & quand ils la laissent dans l'état où l'a réduite la gelée , elle reprend , comme toutes les autres plantes , mais la récolte est fort mauvaise.

Le froid excessif n'est pas de longue durée ; la continuation de la gelée ne prouve rien , quoiqu'en disent quelques personnes. Le vent de nord-ouest se fait sentir à différentes reprises , & rarement il règne plus de trois jours consécutifs , mais souvent il retourne avant que le dégel ait

eu lieu
s'il ne
de la
bien
assez
tinu ,
interv
retard

Qu
qui fu
tems
celles
Ceux
un ré
terre p
d'Arab
& qu
enfin
préjug
aucun
l'ignor
de var

Il y
les me
plus g
est tra
dans
dans

eu lieu ; car il faut pour cela beaucoup de tems , s'il ne survient une pluie amenée par des vents de la partie du midi ; & pour conserver la glace , bien d'autres vents suffisent qui ne seroient point assez froids pour la former. Si le froid étoit continu , & qu'au contraire il n'y eût pas de longs intervalles d'un tems doux , le printems seroit retardé , & les fruits ne souffriroient point. \

Quant à ce qui regarde le sol , les relations qui furent envoyées en Europe dans les premiers tems des établissemens , étoient dans le genre de celles que M. l'abbé Raynal donne à ses lecteurs. Ceux qui débarquèrent sur un bon terrain en firent un récit à faire croire qu'ils avoient trouvé la terre promise ; les autres ne virent que les déserts d'Arabie. Vers la fin du siècle dernier , Hubbard & quelques autres écrivirent avec plus de soin ; enfin les voyageurs actuels , qui n'apportent aucun préjugé dans l'examen du pays , n'y reconnoissent aucune de ces prodigieuses singularités qu'enfantent l'ignorance , le goût pour le merveilleux & le plaisir de vanter ou de décrier.

Il y a des terres de toutes les qualités , depuis les meilleures jusqu'aux plus chétives. La partie la plus grasse de la terre des montagnes & des collines est transportée par les eaux , comme il arrive ailleurs , dans les plaines adjacentes , dans les vallées & dans les lits des fleuves. Les terres neuves sont

plus fertiles la première année, de même qu'en Europe, lorsqu'elles sont suffisamment travaillées, & c'est ce qui arrive rarement, parce que le travail étant cher, & les terres à bon marché, on songe à retirer le plus qu'on peut du travail plutôt que de la terre; de-là vient que les terres neuves rapportent généralement plus la seconde année que la première, & quelquefois plus la troisième que la seconde. Lorsqu'elles commencent à maigrir, on les aide avec des fumiers comme en Europe, ou on les laisse reposer suivant les circonstances.

S'il faut en croire M. l'abbé Raynal, le bled de Turquie est le seul grain que produise le sol de la Nouvelle-Angleterre, & encore en produit-il une si petite quantité, que sans la pêche, on y mourroit de faim. L'inconvénient le plus commun par rapport au sol dans trois des états de la Nouvelle-Angleterre, est la quantité considérable de pierres. D'ailleurs le terrain est bon en général & produit tout ce que comportent les diverses situations locales & la latitude. L'auteur seroit fort embarrassé, s'il étoit obligé de citer dans les treize états un endroit de médiocre étendue, où il ne se trouve pas des terres de toutes ces qualités, à l'exception du district de Kentucky.

Ce district, dans la partie occidentale de la Virginie, qui pourra devenir, avec le tems, un

état f
ce jou
connu
pas ex
seurs
est, f
autres
pourr
dans l
peloie
meille
cet ex
faut r
d'un p
on ne
indiqu
voulu
Les
où ils
dans
en tre
rence
l'emp
la Vi
vaux.
ceux
des t
l'état

état séparé , offre le meilleur sol , connu jusqu'à ce jour , de tout le territoire des États-Unis. Je dis connu jusqu'à ce jour , parce que le pays n'est pas encore suffisamment examiné. Les connoisseurs le divisent en six classes , dont la dernière est , selon eux , au - dessus de la médiocre des autres parties des États-Unis. La première classe pourroit , je crois , se comparer à la terre de *Labour* dans le royaume de Naples , que les Romains appeloient la *Campagne heureuse* , & la seconde aux meilleurs terres de la Lombardie. Pour arriver à cet excellent terrain , dont l'étendue est très-vaste , il faut traverser du côté de l'Orient plus de cent milles d'un pays si mauvais , que selon l'opinion générale , on ne pourra jamais l'habiter. Ces extrêmes semblent indiquer que la nature , considérée en grand , a voulu être impartiale.

Les animaux ont dégénéré dans les endroits où ils ont été négligés , & le contraire est arrivé dans ceux où l'on en a pris soin. Par-tout , on en trouve de différentes qualités , mais la différence est plus ou moins grande. Rhode - Island l'emporte pour la grosseur des bêtes à cornes ; la Virginie pour la bonté & la beauté des chevaux. Quant aux chevaux d'Amérique , sur-tout ceux de Virginie , je m'en rapporte au jugement des troupes européennes qui les ont vus. Dans l'état de Rhode-Island , le climat , le sol & d'au-

tres circonstances locales contribuent peut-être à la grosseur démesurée des bêtes à cornes. La supériorité des chevaux de Virginie provient entièrement, je crois, du soin particulier qu'on y prend d'entretenir & d'améliorer les races.

Les porcs se maintiennent & se multiplient chez nous plus facilement qu'en Europe, à cause de la quantité de bois que nous avons. Les moutons y profitent très-bien par-tout où l'on en a soin, sur-tout en les faisant changer fréquemment de séjour. Une expérience universelle a démontré, ce me semble, qu'ils sont dans le cas de dégénérer, quand ils restent trop long-tems dans le même endroit.

La matière est étendue. Il y auroit beaucoup à dire à cet égard, mais comme elle a été traitée par M. Jefferson beaucoup mieux que je ne pourrois le faire, je renvoie le lecteur à ses *Notes*. C'est-là qu'il pourra voir la plus parfaite description qui existe de l'homme & des animaux d'Amérique; il y verra de plus, une comparaison de ces animaux avec ceux d'Europe, & les erreurs où sont tombés, jusqu'à ce jour, divers écrivains, sans excepter M. de Buffon lui-même. Au reste M. Jefferson rend à ce célèbre naturaliste le juste tribut qu'il mérite, en disant : « Ce dont on doit s'étonner, ce n'est » pas de ce qu'il reste encore quelque chose à » corriger dans un si grand ouvrage; c'est bien

plus

Je v

roles

dois à

M.

disting

l'Amér

monde

cherch

rable :

moyen

est ob

avant

en ait

autoris

premier

remen

aux pre

n'ont p

la majo

des vo

pas de

les plu

que M

& con

(1) T

this gra

» plutôt de ce qu'il s'y en trouve si peu (1). »

Je voudrais pouvoir appliquer ces mêmes paroles à M. l'abbé Raynal ; mais le respect que je dois à la vérité me force à dire tout le contraire.

M. Paw est le seul qui se soit encore plus distingué que M. l'abbé Raynal par ses erreurs sur l'Amérique. M. Paw , persuadé que le nouveau monde est inférieur en tous points à l'ancien , a cherché soigneusement tout ce qu'il a cru favorable à son système ; il est venu à bout , par ce moyen , d'enfanter trois volumes où le lecteur est obligé de parcourir une foule d'assertions , avant d'en trouver une seule vraie , quoiqu'il n'y en ait presque pas qui ne soit fondée sur quelque autorité. L'auteur a le mérite d'avoir compilé le premier un ouvrage de cette nature , qui nécessairement lui aura coûté beaucoup de peine. Quant aux preuves , le lecteur peut bien s'imaginer qu'elles n'ont pas été puisées dans des sources fort pures ; la majeure partie a été fournie par des gazetiers & des voyageurs ignorans , au point de ne pouvoir pas donner une description médiocre des choses les plus communes de leur propre pays. J'ai appris que M. Paw s'étoit enfin aperçu de son erreur , & comme je le tiens de quelqu'un dont je ne

(1) The wonder is , not that there is yet something in this great work to correct , but that there is so little.

puis révoquer le témoignage en doute , & qui m'a assuré l'avoir entendu dire à lui-même , on doit espérer qu'il usera de la même franchise envers le public.

La prétendue dégénération des graines & des plantes n'est pas moins chimérique que tant d'autres assertions hasardées par M. l'abbé Raynal. Parmi tous les végétaux qui servent de nourriture à l'homme dans les climats les plus avantageux de l'Europe , il y en a peu dont je n'aie fait l'essai en Amérique. Plusieurs ont acquis une meilleure qualité ; d'autres ont soutenu celle qu'ils avoient ; pas un n'a dégénéré. Cela ne prouve au reste aucune supériorité de la part du sol & du climat ; la même chose est arrivée à plusieurs de ceux que j'ai envoyés d'Amérique en Europe. Il est reconnu maintenant que le changement de lieu est généralement favorable au règne végétal , de même qu'au règne animal. D'après cela , les payfans devroient dans tout pays , au lieu de se servir de semences de leurs propres récoltes , les échanger contre d'autres nées à quelque distance de leurs champs.

On peut opposer que plusieurs fois l'expérience a démontré le contraire , à l'égard de ce qu'on a fait passer d'Europe en Amérique , ou d'Amérique en Europe , de même qu'à l'égard de ce qui nous est venu d'Asie ou d'Afrique. Mais com-

ment
y a m
tion ,
je dou
transp
gétal q
en An
mande
fié à u
veut un
une te
rienner
tion , i
ration

Une
de To
n'arriv
tination
paru in
même
dant o
cens de
sèches ,
de la
de la
épaisses
les tém
lefaire

ment ces expériences ont-elles été faites ? si l'on y a mis la même intelligence & la même attention, s'il y avoit de plus égalité de sol & de climat, je doute de la vérité du fait. Si par exemple on transporte de l'Angleterre dans la Géorgie un végétal qui demande un climat froid, ou de la Géorgie en Angleterre le riz & l'indigo : si ce qui demande un terrain sablonneux & pierreux est confié à une terre grasse & argileuse, & que ce qui veut une terre grasse, soit semé ou planté dans une terre maigre : si la paresse ou l'ignorance tiennent la place de l'intelligence & de l'attention, il en résultera certainement une détérioration fort grande.

Une quantité considérable de marcotes de vigne de Toscane, embarquées vers la fin de 1774, n'arrivèrent en Virginie, à l'endroit de leur destination, que vers la fin de juin 1775. Il eût paru inutile de les planter dans cette saison, quand même elles seroient arrivées en bon état. Cependant on en fit l'essai. On choisit environ quinze cens de celles qui parurent n'être pas tout-à-fait sèches, & on les planta dans divers endroits. Plus de la moitié y prirent racine, & les marcotes de la seconde année furent si longues & si épaisses, que les paysans Italiens qui en furent les témoins, disoient qu'il seroit impossible de le faire croire dans leur pays natal. Les raisins qu'elles

produisirent, avoient plus de saveur & de substance que ceux de même qualité qui viennent en Toscane. Au reste cet effet provint peut-être de ce qu'ils étoient d'environ cinq degrés & demi plus près de l'équateur. Ces vignes, qui d'ordinaire rendent moins en Toscane la troisième année que la seconde, rendirent plus chez nous. La quatrième, il y eut une quantité prodigieuse de raisin, mais les circonstances des tems en détournèrent l'attention, & elles finirent par être détruites.

Avant que cet événement arrivât, on en avoit pris des marcotes qu'on avoit plantées dans un terrain mieux situé, appartenant à M. Jefferson, dont nous avons déjà parlé. Quelques-unes des vignes produites par ces marcotes, dans l'automne de 1783, après qu'on en eut cueilli les raisins, poussèrent de nouveau, & les grains étoient aux deux tiers de leur grosseur vers la moitié du mois d'octobre; mais M. Jefferson étant allé au congrès, d'où il passa ensuite en Europe, il n'a pu savoir s'ils étoient parvenus à leur parfaite maturité.

Outre ces marcotes, arrivèrent de la rivière de Gènes des plants de citronniers & d'orangers; ils étoient de différentes grandeurs, & avoient été embarqués avant les marcotes. On en planta près de cent vingt; presque tous prirent racine; plus de la moitié fleurirent; il y en eut environ vingt qui donnèrent des fruits, & vers la fin d'octobre

tobre
férenc
tous
autre
usa de
des rig
après i
Les
ils rep
plus b
mais la
Dan
assez bi
quand
même
est asse
Le s
l'on pu
geux. J
découv
pour fai
de certa
de la r
les autr
de ces e
je n'esp
suffisam
nord - c
Par

tobre ces fruits avoient deux pouces de circonférence. Pendant l'hiver les plans moururent presque tous jusqu'au tronc ; on en transplanta dans un autre endroit qu'on crut plus convenable, & l'on usa des plus grandes précautions pour les défendre des rigueurs de l'hiver, mais en vain ; peu d'années après ils furent tous détruits.

Les oliviers eurent le même sort. Au printems ils reprenoient, & les nouvelles pousses étoient plus belles qu'elles ne l'auroient été en Italie ; mais la quatrième année ils périrent entièrement.

Dans les terrains bas, les figuiers viennent assez bien ; mais placez-les sur des terrains élevés, quand l'élévation seroit moindre qu'en Italie & même à six degrés plus près de l'équateur, c'en est assez pour les faire périr.

Le sol du pays n'est pas assez connu pour que l'on puisse choisir les quartiers les plus avantageux. Je suis persuadé qu'avec le tems, on en découvrira beaucoup où une légère distance suffit pour faire avancer de plusieurs semaines la maturité de certains fruits, & pour en mettre d'autres à l'abri de la rigueur des saisons, comme on fait dans les autres pays. On connoît déjà quelques-uns de ces endroits. Quant aux oranges, limons, &c., je n'espère pas qu'on puisse trouver un endroit suffisamment protégé contre les effets du vent de nord-ouest, si l'on veut le prendre plus nord

que le trente-sixième degré de latitude à l'est des monts Allegany (1). Ces montagnes, qui sont au rang des plus hautes connues jusqu'à ce jour dans l'Amérique septentrionale, sont peu de chose en comparaison des Apennins.

Il est vrai que Pise, ville de Toscane située à quarante trois degrés vingt minutes de latitude, où l'on a toujours vu les oranges, limons & les autres arbustes & plantes également tendres, résister aux hivers les plus rigoureux, tant dans la ville qu'à quelques milles de circonférence, est protégée contre les vents du nord par une montagne beaucoup moins haute que les Apennins, & dont le pied est à trois mille de distance de la ville. Mais il faut considérer que l'atmosphère n'est jamais aussi froide, pas même à plusieurs milles de distance, que dans ces régions d'Amérique dont il est question, & que le froid n'y arrive pas aussi subitement qu'il arrive en Amérique au moyen du vent de nord-ouest. De plus, pour former la température constante de l'heureux climat de Pise, peut-être le seul au monde à pareille latitude qui n'ait pas une bordure de montagnes comme la rivière de Gènes jusqu'à Nice, il a fallu le concours de diverses autres causes dont quelques-unes peu-

(1) Les monts Allegany sont ceux que les François appellent Monts Apalaches.

vent
dem
foier
on v
a fai
en e
que
peuv
prêts
On
ouest
Ohio
de no
sons y
trouve
site o
Cepen
sur la
les lim
plus g
délicat

(1)
parlant
regardé
cas de n
elle a v

vent se conjecturer, & d'autres probablement demeureront pour jamais un secret de la nature (1).

Quoique les singularités & les phénomènes soient souvent le fruit d'une imagination exaltée, on voit cependant presque par-tout, que la nature a fait ça & là de petites distinctions, & qu'il en est quelques-unes dont elle n'a point voulu que l'on pénétrât les causes, malgré ce qu'en peuvent dire de prétendus philosophes toujours prêts à rendre raison de tout.

On dit qu'à deux ou trois cens milles de distance ouest des monts Allégany, au midi du fleuve Ohio, & particulièrement à Kentucky, le vent de nord-ouest n'y règne point, & que les saisons y sont beaucoup plus tempérées; peut-être trouvera-t-on de ces côtés, avec le tems, quelque site où ces plantes pourroient croître en plein air. Cependant, comme dans les pays plus chauds que sur la rivière de Gènes, qu'en Toscane & à Naples, les limons ont, à proportion que la chaleur y est plus grande, l'écorce plus grosse & le jus moins délicat, je suis persuadé que l'Europe l'emportera

(1) Un voyageur François fait cette observation en parlant de Pise : « L'hiver y est si doux que la neige y est regardée comme une chose très-extraordinaire, & qu'en cas de neige, aux termes des constitutions de l'université, elle a vacance. »

toujours sur l'Amérique en ce point, comme l'Italie l'emportera toujours sur les autres régions de l'Europe. Il en pourroit bien être autrement à l'égard des oranges douces, puisque celles de Malte l'emportent un peu sur celles de Pise, c'est-à-dire sur les meilleures du continent d'Europe, & sont un peu inférieures à celles de Tripoli.

Il n'est pas possible encore de juger des avantages naturels de ce pays, sur-tout des parties les plus méridionales, qui jusqu'à présent ont éprouvé plus que toute autre l'inconvénient d'être cultivées par des étrangers, sortis de climats si différens que leurs idées contraríoient la nature, au lieu de la seconder. Les jardiniers anglois & écossois, établis en Virginie, n'avoient pu venir à bout d'y rendre la chicorée bonne à manger; cultivée par des paysans italiens, elle y vint aussi bien que dans aucune partie de l'Europe. Quelques personnes prétendirent que la graine étoit d'Italie, & que de-là provenoit la différence; mais elle étoit de Williamsburg, d'où l'avoit tirée un jardinier écossois, appartenant au lord Dunmore, parce que celle d'Italie s'étoit gâtée dans la traversée. Les jardiniers anglois, pour vouloir suivre la méthode de leur pays, parvenoit difficilement à leur but. Par la même raison les paysans Italiens réussissoient sans peine, & sans avoir besoin d'être jardiniers. Le célèbre docteur Forhergill me dit un

jour
étab
ses
cont
man
La
les u
négl
fong
verg
lités
Les
en It
que
meill
lieu d
faute
Da
Etats
la na
se pla
point
ges,
danc
quelc
les r
reille
d'Ital

jour qu'un Ecoissois de sa connoissance , s'étant établi dans la Caroline méridionale , commença ses opérations de culture par planter un amandier contre un mur exposé au midi : en conséquence l'amandier fut bientôt brûlé par l'ardeur du soleil. La même faute de suivre toujours aveuglément les usages du pays d'où l'on sort , a fait qu'on a négligé de s'éclairer par des expériences , & de songer à la recherche des meilleures plantes. Les vergers de Virginie n'offrent point d'autres qualités de vigne que celles qui sont en Angleterre. Les figuiers y viennent aussi bien qu'en Provence , en Italie & dans l'Asie mineure ; mais il n'y en a que deux ou trois qualités , & aucune n'est des meilleures. Dans le voisinage de Richmon , au lieu de les former en arbres , on les laisse en bois faute de les cultiver.

Dans la plus grande partie du territoire des Etats-Unis , & sur-tout en Virginie , il paroît que la nature favorise beaucoup les vignes. La nature se plaît quelquefois à des jeux ; mais elle ne trompe point. Je n'ai vu dans aucun pays des vignes sauvages , si parfaites , si variées & en si grande abondance. Dans les années 1775 & 1776 , je fis avec quelques-uns de ces raisins , que je choisis parmi les meilleures qualités , environ trois cens bouteilles de vin , bien supérieures aux vins communs d'Italie , & à celui qu'on fait dans les voisinages

de Paris. En cultivant ces vignes, chaque année les nouveaux jets sont plus forts, & les nouveaux raisins plus gros & meilleurs; mais il faudra, je crois, plusieurs générations de plantes pour les porter à leur degré de perfection; la raison en est que les premières marcottes sont bien maigres, comme on est obligé de se servir des vignes de bois, qui montent jusqu'aux sommets des arbres, & portent une quantité prodigieuse de branches; je crois cependant que malgré les avantages naturels que les vignes ont dans ces pays, il n'y en aura pas beaucoup, tant que les terres seront à bon marché; car le travail étant cher à proportion, on ne se souciera point d'en employer beaucoup à une culture qui exige des soins assez recherchés, & dont on ne commence à jouir qu'au bout de quatre ou cinq ans.

Ces détails paroîtront peut-être minutieux à quelques-uns de mes lecteurs. Je n'ai pas hésité néanmoins à les présenter, persuadé que non-seulement ils sont utiles, mais même qu'ils sont nécessaires pour faire appercevoir la vérité dans tout son jour, & pour faire naître des conjectures bien fondées. J'écris pour le petit nombre de ceux qui sont curieux de s'instruire. C'est mon unique objet; peu m'importent les applaudissemens, ou la critique de ceux qui voudroient qu'on leur dît les choses comme ils désireroient qu'elles fussent, plutôt

que c
fleur
dans

Il
cipes
Rayn
Unis

L'A
342,
" Ici
" cile
" Lo
" &
" ceu
" son
" just

Les
plus p
l'égar
être a
patrio
tombe

que comme elles sont , ou qui ont besoin d'un stile fleuri , & de figures poétiques pour les tenir éveillés dans leurs lectures.

Il est tems actuellement d'examiner les principes philosophiques & politiques de M. l'abbé Raynal , à l'occasion de la révolution des États-Unis , & sur tout ce qui peut y avoir rapport.

CHAPITRE IX.

De la conduite de la France.

L'AUTEUR, d'après son début , tome 9 , page 342 , annonce le plus grand désir d'être impartial. « Ici notre tâche devient de plus en plus difficile. Notre objet unique est d'être utile & vrai. » Loin de nous tout esprit de parti qui aveugle & dégrade ceux qui conduisent les hommes & ceux qui osent aspirer à les instruire. Nos vœux sont pour la patrie , & nos hommages pour la justice. »

Les intentions de l'auteur ne peuvent pas être plus pures. On ne sauroit trouver à redire qu'à l'égard de l'exécution qui n'y a pas répondu. Peut-être a-t-il craint d'être partial , à cause de son zèle patriotique , & un excès de délicatesse l'a fait tomber dans l'autre extrême. De-là des actions

dignes d'éloges, soit de la France, soit de ses alliés, sont écrites de la manière la plus sèche & la plus froide, ou faussement interprétées. De-là aussi la conduite du gouvernement de France, paroît toute autre qu'elle n'a été. Sa modération devient crainte, sa générosité imprudence, sa prudence pusillanimité, son courage & sa franchise témérité & insolence.

Il fait paroître les Américains sur le champ de bataille, tantôt comme des Arabes, tantôt comme un vil troupeau. Le général Washington y joue le rôle d'un sergent de milices; & comme le même auteur se plaint de ne pouvoir trouver des expressions suffisantes pour exalter certaines actions des ministres anglois, qui, à tout autre, paroîtroient tout au plus indifférentes, on doit supposer que tout cela provient du même principe.

C'est à ce principe qu'il faut également attribuer la facilité avec laquelle il a cru leurs assertions, quoiqu'elles fussent sans fondement. Après avoir dit que « le même délire qui entraînoit le ministère britannique à l'attaque de ses colonies, le réduisoit à la nécessité de déclarer dans l'instant la guerre à la France, (parce que cette puissance, ainsi que l'Espagne, étoient, selon lui, dans un état déplorable); après avoir ajouté que « l'importance dont il étoit pour l'Angleterre d'ôter à ses sujets rebelles le seul appui qui leur

» fût
» pir
il con
» rien
» cou
» arm
» lui

Si
envoy
plaisir
Mais
ainsi.
il est
du co
pouvoi
de l'av
droits
à la p
» cert
» des
» aux
Au
anglois
France

(1)
droits,
car il

» fût assuré, auroit diminué l'indignation qu'inf-
 » pire la violation des traités les plus solennels ; »
 il conclut ainsi , page 340 : « George III ne vit
 » rien de tout cela. Les secours obscurs que la
 » cour de Versailles faisoit passer aux provinces
 » armées pour la défense de leurs *droits* (1), ne
 » lui défilèrent pas les yeux. »

Si ces secours obscurs avoient été réellement
 envoyés , nous les aurions reçus avec beaucoup de
 plaisir , parce que nous en avons un grand besoin.
 Mais malheureusement pour nous , il n'en fut pas
 ainsi. Il est certain que les Anglois l'imaginèrent ;
 il est certain aussi que M. l'abbé Raynal fut assuré
 du contraire par des personnes qu'il savoit ne
 pouvoir l'ignorer. Cependant l'auteur non-content
 de l'avoir dit une fois , le répète en plusieurs en-
 droits & plus affirmativement que par-tout ailleurs
 à la page 357. « Il est aujourd'hui connu que
 » cette couronne , qui , depuis le commencement
 » des troubles , avoit donné des secours secrets
 » aux Américains , &c. »

Au commencement de 1756 , les ministres
 anglois continuoient à flatter l'ambassadeur de
 France par des démonstrations de paix , tandis que

(1) L'auteur en convenant que nous défendions nos
droits , auroit dû se dispenser de nous appeler *rebelles* ;
 car il est bien difficile d'accorder ces deux idées.

leurs vaisseaux de guerre avoient déjà fait environ vingt-deux mille matelots françois prisonniers. D'après cela ces secours secrets ou obscurs n'auroient pas été si mal vus. Mais le fait est que la cour de Versailles ne vouloit point la guerre, & que pour l'éviter & pour convaincre l'Europe de sa modération, elle daigna donner à l'ambassadeur anglois plus de satisfaction que le noble orgueil de la nation ne souhaitoit qu'on n'en accordât.

Les circonstances rendoient une telle conduite absolument nécessaire. Louis XIV épouvanta l'Europe. Les effets de la terreur que ses desseins avoient répandue subsistoient encore. Les ennemis de la France n'ont cessé d'en profiter. La prévention, en accréditant les fables & les exagérations, donnoit aux imposteurs plus d'impudence & d'effronterie. Les suppositions sur l'ambition excessive, sur la politique raffinée, sur les subterfuges, les détours & les intrigues de la France, s'étoient changés, si j'ose m'exprimer de la sorte, en *axiômes créateurs*, puisqu'à force de les répéter comme tels, elles avoient acquis la vertu de convertir en axiôme toute assertion fondée sur leur base. Mais la France, qui avoit adopté le système de substituer la considération à la crainte, convaincue que les fondemens de la véritable grandeur doivent être établis sur l'estime des nations, a senti qu'il lui falloit donner des preuves pour détruire le

préjugé
de fait
quoiqu
bation
deron

On
que l
secours
crut v
les re
par fo

Ta
il reç
pas en
cour,
ticulier
envoy
armes
on no
dise,
ne s'o
sujets
dans

La
a fait
melle
de ses
la ba

préjugé dominant. C'est ce qu'elle a pris le parti de faire, & l'effet a répondu à des vues si sages, quoique cette conduite n'ait pas mérité l'approbation de M. l'abbé Raynal, comme nous ne tarderons pas à le voir.

On ne peut s'empêcher d'admirer l'aveuglement que l'auteur attribue à George III, au sujet des *secours obscurs*, puisque ce monarque vit ou plutôt crut voir, même ce qui n'étoit pas, à juger d'après les représentations qu'il faisoit faire sans relâche par son ambassadeur à la cour de Versailles.

Tant que le général Paoli se soutint en Corse, il reçut des secours de l'Angleterre. On ne doit pas en conclure qu'ils lui furent envoyés par cette cour, car ils ne furent que des libéralités de particuliers. La différence dans les deux cas est qu'on envoya d'Angleterre en Corse de l'argent & des armes, & tout cela en pur don. Au contraire, on nous apporta des armes & d'autres marchandises, & tout nous fut vendu. La cour de Londres ne s'opposa point aux expéditions que firent ses sujets; celle de Versailles y mit des entraves qui, dans diverses occasions, produisirent leur effet.

La supposition qu'en France la cour peut tout, a fait que quelques personnes ont soutenu formellement qu'elle avoit autorisé les expéditions de ses négocians pour l'Amérique, quoique toute la base de cette assertion se réduise à la suppo-

sition seule. Quand même le gouvernement n'auroit pas pris toutes les précautions possibles pour empêcher ces expéditions, il ne s'ensuivroit pas de-là qu'elles auroient été faites de son consentement, & beaucoup moins que *cette couronne auroit donné des secours secrets aux Américains*. En admettant qu'elle eût pu venir à bout de les empêcher, si elle eût usé de la plus grande rigueur à l'égard de ses sujets, il resteroit à considérer si cette conduite eût été juste, prudente & honorable, sur-tout quand la cour d'Angleterre n'avoit mis aucune opposition aux secours envoyés aux Corfès. Il n'est cependant pas certain qu'on eût pu les empêcher entièrement, lorsque toutes les classes de la nation les approuvoient; & qui ne sait que l'approbation universelle est toujours un puissant passeport?

Le docteur Franklin étoit en France depuis un an, sans qu'on l'eût encore écouté, lorsque le gouvernement apprit, à n'en pouvoir douter, que la cour d'Angleterre avoit résolu de se réunir avec les colonies & de tourner ses armes contre la France. Alors il étoit vraisemblable que si la France continuoit à rejeter les propositions des Américains, ils accepteroient celles de l'Angleterre. Dans ce cas, on auroit vu cesser le schisme intérieur de ce royaume, occasionné par la guerre

contre
trouvés

Qu
Rayna
quer
deux p
redout
presqu
avoit
minier
étrang
qu'elle
propres
les ma
toute
reusen
L'alter
contre
l'Angl

A c

(1)
moire
envisag
& ses
qui en
politiqu
à son

contre les colonies , & toutes ses forces se feroient trouvées réunies contre la maison de Bourbon.

Qu'auroit dit l'univers en général , & M. l'abbé Raynal lui-même , si la France avoit laissé manquer l'occasion favorable de contribuer à séparer deux peuples dont l'union commençoit à devenir redoutable , & si elle avoit négligé l'espérance presque certaine de se venger des affronts qu'elle avoit soufferts , & de secouer la servitude ignominieuse d'entretenir dans son propre sein un étranger , dont l'office étoit de ne pas permettre qu'elle fit ce qu'elle jugeroit à propos sur son propre territoire ? Quelle sensation auroient faite les maux considérables de cette guerre , qui selon toute apparence auroit fini beaucoup moins heureusement pour elle ? La guerre étoit inévitable. L'alternative étoit ou de se lier avec l'Amérique contre l'Angleterre seule , ou de combattre contre l'Angleterre & l'Amérique réunies (1).

A cette époque M. l'abbé Raynal étoit à Paris ;

(1) V. L. K. Réflexions rédigées à l'occasion d'un mémoire sur la manière dont la France & l'Espagne doivent envisager les suites de la querelle entre la Grande-Bretagne & ses colonies. On verra dans cet écrit que M. Turgot , qui en est l'auteur , étoit bien éloigné de l'opinion de ces politiques qui paroissent persuadés que la France pouvoit à son choix faire la guerre ou conserver la paix.

& malgré ses soins pour se mettre au courant de ce qui se passoit, il ignoroit les plaintes & les prétentions de l'ambassadeur d'Angleterre, quoiqu'elles fussent très-fréquentes & qu'elles eussent rempli la nation françoise d'une juste indignation. Parmi les demandes singulières de ce ministre, il faut remarquer surtout celle qui avoit pour objet *de livrer à l'Angleterre le sieur Deane comme rebelle, ou de le chasser de France*. M. l'abbé Raynal ignorant donc ce que tous les autres favoient, dit page 341 : « Pour tirer Saint-James » de sa léthargie, il fallut que Louis XVI y fit » signifier le 14 mars (1778), qu'il avoit reconnu » l'indépendance des Etats-Unis. »

L'Angleterre prétendit que cette déclaration étoit une déclaration de guerre, & l'auteur répète en conséquence, « cette déclaration étoit une déclaration de guerre. » Il continue : « Il étoit » impossible qu'une nation, plus accoutumée à » faire qu'à recevoir des outrages, souffrît patiemment qu'on déliât ses sujets du serment de » fidélité, qu'on les élevât avec éclat au rang » des puissances souveraines. »

Ces expressions, *qu'on déliât ses sujets, qu'on les élevât*, sont dignes de remarque. Il y avoit déjà près de deux ans que les Américains s'étoient déliés & élevés, & l'auteur a déjà fait voir qu'il le favoit bien. La France approuva l'indépendance

de l'Am
sent bea
» roit c
» de co
» rique
» Lond
» des I
» myste
» est p
» coupe
» jugec
» mêm

L'aut
besoin d
Mais il
chronol
que l'au
n'eut li
comme
la Fran
Indes
Saint-J
l'auteur
avoit pu
dérable
gloetterre
& dont
On

de l'Amérique , mais les expressions de l'auteur disent beaucoup plus. Il ajoute, page 342 : « On ignore roit qu'une flotte partie de Toulon étoit chargée » de combattre les Anglois dans le nord de l'Amérique. On ignoroit que des ordres expédiés de » Londres prescrivoient de chasser les François » des Indes Orientales. Sans être initiés dans ces » mystères de perfidie , qu'une politique insidieuse » est parvenue à faire regarder comme de grands » coups d'état , les hommes vraiment éclairés » jugeoient les hostilités inévitables , prochaines » même sur notre océan. »

L'auteur a raison. Les hommes éclairés n'ont pas besoin d'être initiés dans les mystères de la perfidie. Mais ils doivent avoir quelque égard à l'ordre chronologique. Le départ de la flotte de Toulon que l'auteur met à la tête de ces actions perfides, n'eut lieu qu'après que l'Angleterre eut considéré comme une *déclaration de guerre* , la déclaration de la France. Les ordres pour chasser les François des Indes orientales avoient été expédiés avant que *Saint-James* sortît de la léthargie que lui prête l'auteur , qui paroît supposer aussi que *Saint-James* avoit pu faire , en dormant , les armemens considérables de vaisseaux dont le gouvernement d'Angleterre s'occupa dans le cours de l'année 1777 , & dont l'Amérique ne pouvoit être l'objet.

On lit dans le même ouvrage, page 352. « La

» nation alors observe de plus près ceux qui gou-
 » vernent, & leur demande compte avec une
 » liberté fière du dépôt de puissance & d'autorité
 » qui leur est confié. On reproche aux conseils
 » de Louis XVI d'avoir blessé la majesté de la
 » première puissance du globe en désavouant à la
 » face de l'univers des secours qu'on ne cessoit
 » de donner clandestinement aux Américains. On
 » leur reproche d'avoir, par une intrigue de
 » ministres ou par l'ascendant de quelques agens
 » obscurs, engagé l'état dans une guerre désaf-
 » treuse, tandis qu'il falloit s'occuper à remonter
 » les ressorts du gouvernement, à guérir les longues
 » plaies d'un règne dont toute la dernière moitié
 » avoit été vile & foible, partagée entre les dépré-
 » dation & la honte, entre la bassesse du vice &
 » les convulsions du despotisme. On leur reproche
 » d'avoir provoqué les combats par une politique
 » insidieuse, de s'être enveloppés dans des discours
 » indignes de la France, d'avoir employé avec
 » l'Angleterre le langage d'une audace timide qui
 » semble démentir les projets qu'on a formés,
 » les sentimens qu'on a dans son cœur; langage
 » qui ne peut qu'avilir celui qui s'en sert, sans
 » pouvoir tromper celui à qui on l'adresse, & qui
 » déshonore sans que ce déshonneur même puisse
 » être utile ni au ministre, ni à l'état. »

Les réponses pleines de modération, mais nul-
 lement

lement
 ment à
 le tem
 l'inqui
 loit po
 défendr
 avoit a
 autant
 France
 nueroit

Les
 Londre
 faisi la
 moins
 seconde

Con
 univers
 posé po
 phique
 eussent
 & il a
 » vous
 » ment
 » veng

(1) V
 Par

lement timides que Louis XVI fit faire constamment à la cour de Saint-James, qui, durant tout le tems de sa prétendue léthargie, ne laissa pas de l'inquiéter, portoient en substance : *Qu'il ne vouloit point fermer ses ports aux Américains, ni défendre à ses sujets de commercer avec eux ; qu'il avoit donné les ordres convenables pour empêcher, autant qu'il seroit possible, les contrebandes ; que la France avoit observé le traité d'Utrecht & continueroit de l'observer.*

Les réponses de la cour de Versailles à celle de Londres prouvent que M. l'abbé Raynal a mal fait la conduite de la première, & ne s'est pas moins trompé sur la prétendue léthargie de la seconde (1).

Comme cette conduite a mérité l'approbation universelle, il n'eût pas été sage de faire tout l'opposé pour plaire à l'auteur de l'Histoire Philosophique des deux Indes. Cet écrivain sait comment eussent parlé le cardinal de Richelieu & Louis XIV, & il auroit voulu qu'on les imitât. « Anglois, » vous avez abusé de la victoire. Voici le moment d'être justes, ou ce sera celui de la vengeance. L'Europe est lassée de souffrir des

(1) V. L. L.

» tyrans. Elle rentre enfin dans ses droits. Dé-
 » formais , ou l'égalité ou la guerre. Choisissez.
 » C'est ainsi que leur eût parlé ce Richelieu
 » que , &c. C'est ainsi que leur eût parlé ce Louis
 » XIV , qui , &c. »

J'en demande pardon à l'auteur , mais je ne puis me persuader que le cardinal de Richelieu & Louis XIV eussent parlé de cette manière. Ils n'auraient point fait précéder d'une menace puérile & arrogante une proposition d'égalité , qui d'ailleurs n'entroit point dans leur caractère ; ajoutons que ce langage n'offre ni décence ni dignité.

J'omets beaucoup d'autres observations sur la fatyre aussi injuste que sanglante que M. l'abbé Raynal s'est permis de faire , au sujet de la conduite du gouvernement de France pendant la révolution , & qui est absolument étrangère à une Histoire Philosophique. Je prendrai seulement la liberté de lui dire en passant que le déguisement , qu'il attribue avec tant d'assurance aux ministres de la France par rapport à leurs intentions , n'est pas aussi bien prouvé que celui qui eu lieu au commencement de 1756 , de la part des ministres anglois , dont la conduite fut diamétralement opposée à leurs protestations.

Quant aux reproches que , suivant l'auteur , la nation fit au gouvernement pour avoir engagé l'état dans une guerre désastreuse , il devrait bien nous

appre
 mais
 A l'e
 porté
 dre d
 qualite
 compa
 passion
 ces tro
 néral d
 les répu
 l'humai
 tems l
 presque
 dente.

Il est
 eu quel
 du côté
 dans le
 que c'est
 cher ses
 point
 guerre
 grand n

(1) De
 quelques
 merce en

apprendre au contraire quelle autre guerre a jamais été aussi conforme au vœu de la nation. A l'endroit où il dit page 364, *le François emporté, dédaigneux & léger*, il auroit pu, sans craindre d'être accusé de partialité, ajouter parmi les qualités qui sont les attributs distinctifs de ses compatriotes, la sensibilité, l'humanité, & une passion ardente pour l'honneur national. Ce sont ces trois qualités qui ont été la source du vœu général de la nation Française pour soutenir les nouvelles républiques. Leur cause intéressa la sensibilité & l'humanité de cette nation, qui écouta en même tems le désir de reprendre un lustre qu'elle avoit presque entièrement perdu dans la guerre précédente.

Il est naturel que les vues de commerce y ayent eu quelque part tant du côté des particuliers, que du côté du gouvernement, ce qui étoit prudence dans les premiers & devoir dans l'autre, parce que c'est une folie en pareil cas de ne point chercher ses avantages, & que le gouvernement n'a point le droit d'engager la nation dans une guerre sans quelque vue de bien public (1). Le grand mérite consiste à concilier ce bien avec les

(1) Dans la dernière partie de cet ouvrage, on fera quelques observations sur les causes qui retardent le commerce entre les deux nations.

sentimens d'humanité, & avec une générosité prudente. C'est ce qu'a fait la France à notre égard. On en trouve une preuve évidente & bien honorable dans le traité d'alliance & de commerce fait sur les principes de l'égalité, dans un tems où nous avions le plus grand besoin de son secours, & où elle seule avoit reconnu notre indépendance.

Une telle conduite, entièrement conforme aux règles de l'équité, de la prudence & de la générosité, n'a pas eu le bonheur de plaire à M. l'abbé Raynal, & il en témoigne ainsi son mécontentement, page 355 : « Pourquoi s'être mis par un » traité inconsideré dans les fers du congrès qu'on » auroit tenu lui-même dans la dépendance par » des subsides abondans & réglés ? » Je ne chercherai point à deviner ce que l'auteur a voulu dire par cette expression *les fers du congrès*, dans lesquels il prétend que la France s'est mise.

Mes réflexions sur le passage que je viens de citer étant les mêmes que celles de M. Payne, je rapporterai ses paroles. « Quand un auteur entreprend de traiter du bonheur public, il doit bien s'assurer auparavant que ses passions ne peuvent l'égarer, & qu'il est incapable de prendre les rêves de son imagination pour des droits ou pour des principes. Les principes comme la vérité n'ont pas besoin d'artifices. Ils se présentent

natur
Mai
pas l
doit
un o
«
surpr
gnifie
vaife
voir
les co
noiffa
Si l
des An
lofoph
ché à
blessé
liances
établie
& un
liberté
la dép
« Ent
à la p
» est l
» & r
» coup
» avec

naturellement & toujours de la même manière. Mais tout ouvrage sur ces matières, qui ne porte pas l'empreinte de l'évidence & de la simplicité, doit être considéré dans toute ses parties comme un ouvrage de pure invention. »

« J'avoue que je ne puis m'empêcher d'être surpris de ce passage de l'abbé Raynal; il ne signifie rien du tout, ou sa signification est mauvaise; & dans l'un ou l'autre cas, il sert à faire voir la prodigieuse différence qui se trouve entre les connoissances de pure spéculation & les connoissances pratiques. »

Si la France, au lieu de se concilier l'amitié des Américains, eût, conformément aux leçons philosophiques de l'historien des deux Indes, cherché à les tenir dans sa dépendance, elle auroit blessé les loix de la plus saine politique. Les alliances sont de courte durée, si elles ne sont établies sur les bases de la convenance réciproque, & un peuple qui risque tout par amour pour la liberté, est fait pour la reconnaissance, non pour la dépendance.

« Enfin la philosophie, continue M. l'abbé Raynal à la page suivante, dont le premier sentiment » est le désir de voir tous les gouvernemens justes » & tous les peuples heureux, en portant un » coup d'œil sur cette alliance d'une Monarchie » avec un peuple qui défend sa liberté, en cherche

» le motif. Elle voit trop que le bonheur
 » de l'humanité n'y a point de part. Elle pense
 » que si l'amour de la justice eût décidé la Cour
 » de Versailles, elle auroit arrêté dans le premier
 » article de sa convention avec l'Amérique, que
 » *tous les peuples opprimés avoient le droit de s'é-*
 » *lever contre leurs oppresseurs.* »

La conséquence n'est point absolument nécessaire. Les Américains se sont bien gardés de commettre l'imprudence de proposer un article superflu, qui d'ailleurs eût été sujet à des discussions longues & épineuses. La difficulté ne consiste pas tant dans le principe, que dans le droit de juger du fait. Qui par exemple décidera dans les monarchies si le peuple est opprimé? Pour s'assurer du vœu de la nation, il faudroit changer les gouvernemens, sans en exclure celui de la Grande-Bretagne, où les habitans étant au nombre d'environ six millions suivant Jean Burgh (1), & de huit selon l'opinion générale, moins de six mille voix élisent la moitié des représentans.

(1) « Dans la Grande-Bretagne, dit cet écrivain célèbre, qui compte environ six millions d'habitans, cinq mille sept cent vingt-trois personnes, dont la plupart sont du menu peuple, élisent la moitié des membres de la chambre des communes, & trois cens soixante-quatre en élisent la neuvième partie. »

Ainsi la France auroit dû, d'après l'avis de M. l'abbé Raynal, établir dans le premier article de son traité d'alliance & de commerce avec les Américains, une maxime étrangère à ce traité, qui même eût pu déplaire à toutes les puissances de l'Europe; & comme la France ne l'a pas fait, M. l'abbé Raynal en conclut que *le bonheur de l'humanité n'y a point de part*. Le lecteur ne se payera pas sans doute de cette logique; il aura sur-tout beaucoup de peine à concevoir comment, si la France, au lieu de faire avec les Américains un traité d'alliance & d'amitié, les eût tenus dans la dépendance, le bonheur de l'humanité y auroit eu part.

Quant au motif que cherche l'esprit philosophique de l'auteur, *en portant un coup d'œil sur cette alliance d'une monarchie avec un peuple qui défend sa liberté*, il feroit croire pour ainsi dire que la léthargie qu'il attribue à *Saint-James*, s'étoit plutôt emparée de la philosophie, puisque les motifs non moins sages que justes, sur lesquels cette alliance fut fondée, ont été sentis bien aisément de tous ceux dont la raison n'étoit point endormie. Parmi ces divers motifs, il ne faut pas compter pour le moindre celui d'attirer dans son parti un peuple qui, s'il eût été rejeté, se seroit trouvé dans la nécessité de joindre ses forces à celles de l'ennemi, déjà résolu de faire la

guerre. L'impropriété de l'alliance entre une monarchie & un peuple qui défend sa liberté, indiquée par cette distinction qui ne peut avoir un autre sens, demandoit d'être démontrée, parce que jusqu'à ce moment on n'a pas encore compris que les alliances pouvoient influer sur l'administration intérieure des différens gouvernemens. M. Payne cite à ce sujet l'alliance de la France avec les Suisses, qui existe déjà depuis plusieurs siècles.

Toute l'Europe sait que Louis XVI trouva la marine de France en fort mauvais état. Les personnes qui ont quelque idée de tout ce qui est nécessaire pour remonter une marine, ont admiré la promptitude avec laquelle on le fit dans les premières années de son règne, non moins que la révolution subite relative aux gens de mer qui passèrent du plus profond avilissement dans un état de gloire. Si M. l'abbé Raynal eût été moins scrupuleux, il eût pu faire à cette occasion différentes observations honorables pour son prince & pour sa nation, sans courir le risque de violer les loix de la modestie & de l'impartialité; mais il a trop appréhendé de passer pour Gallo-mane.

Comme il dit lui-même, page 340, en parlant de la France : « Alors (en 1775) le délabre-
» ment de sa marine remplissoit d'inquiétude tous

» les
» çoi
» ina
l'inter
lecteu
gemen
au lie
contre
qu'il e
aux n
juste &
la ver
des viv

Apr
dispen
phique
suader
à l'An
volutio
casion
comm
la guer
tinue

(1)
dit exp
souveni
pour la
croissen

» les citoyens, & page 344, la France commen-
» çoit la guerre (en 1778) avec des avantages
» inappréciables, » il auroit dû, ce semble, dans
l'intervalle entre ces deux passages, informer le
lecteur des causes qui produisirent un tel chan-
gement, durant le court espace de trois années,
au lieu d'employer cet intervalle à des forties
contre les administrateurs publics, & de dire
*qu'il est l'organe d'un tribunal suprême ; qu'il parle
aux nations & à la postérité (1) ; que l'homme
juste & magnanime est par-tout son concitoyen ; que
la vertu est ce qu'il honore, & qu'il sera juste à l'égard
des vivans comme il l'a été à l'égard des morts.*

Après ces remarques que l'auteur auroit pu se
dispenser de faire sans nuire à l'histoire philoso-
phique, ni à la modestie, il entreprend de per-
suader que la France étoit décidée à faire la guerre
à l'Angleterre, dès les premiers tems de la ré-
volution, & que seulement elle avoit attendu l'oc-
casion de la faire avec avantage. Après avoir dit,
comme nous l'avons vû, *la France commençoit
la guerre avec des avantages inappréciables*, il con-
tinue ainsi : « Le lieu, le tems, les circonf-

(1) Que l'auteur écrit pour la postérité, c'est ce qu'il
dit expressément page 376, & autant que je puis m'en
souvenir dans beaucoup d'autres endroits. Cependant l'amour
pour la vérité & le dégoût pour les déclamations s'ac-
croissent de jour en jour.

» rances : elle avoit tout choisi. Ce ne fut qu'après
» avoir fait à loisir ces préparatifs ; qu'après
» avoir porté ses forces au degré qui lui convenoit,
» qu'elle se montra sur le champ de bataille ». Quand même cela seroit vrai, eût-elle été blâmable ? mais la vérité est que ses intentions étoient pacifiques.

Un écrivain qui n'auroit pas craint d'être accusé de gallomanie, auroit plutôt dit : « La France n'avoit point oublié le coup fatal que lui porta la perte d'environ vingt-deux mille mariniens, tandis que son ambassadeur à Londres l'assuroit des dispositions pacifiques de cette cour. Elle savoit bien que cet affoiblissement de forces, avant de commencer la guerre, avoit contribué prodigieusement aux pertes affreuses qu'elle fit ensuite, & au traité honteux de 1763. Elle n'ignoroit pas combien il lui eût été facile alors de rendre la pareille à sa rivale, particulièrement sur les côtes d'Amérique & dans les îles ; mais elle ne voulut point le faire. En vain la jalousie & l'envie déclameront-elles contre la politique prétendue insidieuse de la France ; en vain lui reprochera-t-on de prétendus détours, ainsi que des subterfuges & des intrigues, qu'une impudence audacieuse ne rougit point de lui attribuer, les faits prouvent le contraire. »

De telles réflexions & beaucoup d'autres semblables pourroient avoir été faites par un écrivain

françois moins scrupuleux que M. l'abbé Raynal.

Il est possible que M. l'abbé Raynal ait raison, lorsqu'il dit que les vaisseaux du roi ne protégèrent pas suffisamment les bâtimens marchands. Je ne soutiendrai pas qu'on rétablisse parfaitement la discipline. Ce parfait rétablissement semble au contraire impossible, en considérant que peu d'années auparavant il n'y en avoit pas l'ombre. Peut-être aussi la conduite des ministres n'a-t-elle pas été dans toutes les circonstances la plus sage possible. Mais où trouver le ministre, l'amiral, le général qui ne font jamais de fautes? la perfection, quelque désirable qu'elle soit, n'a jamais existé. A l'égard de la manière dont nos ennemis conduisoient les affaires, on disoit en Amérique qu'il falloit y élever des statues au lord North, au lord Sandwich, au lord Stormont, & au lord George Germaine, avec cette inscription, *Liberatoribus patriæ*, comme autant de monumens consacrés à la reconnaissance. Au reste, généralement parlant, la France ne conduisit pas aussi mal les affaires, que la bile aigrie de l'auteur pourroit le faire croire.

Sa colère passe toutes bornes, comme sa crédulité. Lorsqu'il s'emporte contre la conduite de la marine, comme il fait page 347, il prouve ou qu'il a cru trop facilement, ou que l'ardeur de son zèle a brouillé ses idées. « Le nouveau

» plan, dit-il, eut une influence encore plus fu-
 » neste. Jusques à cette époque, c'étoit le minis-
 » tère qui avoit dirigé les opérations navales vers
 » le but qui convenoit à sa politique. Cette au-
 » torité passa, peut-être sans qu'on s'en apperçût,
 » à ceux qui devoient les exécuter. »

Le gouvernement a toujours dirigé les projets en grand, & les commandans les ont exécutés selon les circonstances. Si l'auteur a eu l'intention de dire que les commandans avoient agi comme s'ils eussent eu toute l'autorité, ce qui résulte de-là, c'est qu'il s'en est rapporté trop facilement aux fausses informations qu'on lui a données. Si au contraire il condamne la faculté accordée aux commandans de se régler selon les circonstances, il fait tort à son propre jugement. C'est une grande imprudence de diriger dans le cabinet l'exécution des opérations lointaines. Les gouvernemens, qui l'ont fait, en ont ressenti les mauvais effets. L'Angleterre ne s'est jamais repentie d'avoir accordé cette faculté à ses commandans, & elle la leur a toujours accordée.

L'auteur a été mal informé pareillement au sujet de la conduite de la cour de Versailles envers celle de Madrid, comme on le voit page 358.
 « Ce fut sans l'en prévenir que la cour de Ver-
 » sailles fit signifier à Saint-James qu'elle avoit
 » reconnu l'indépendance des provinces confédé-

» rée
 cathol

Il a
 il dit
 d'Espa
 « Ce

» ran
 » fac
 » ne
 » roi

Sui
 les E
 ni pa
 tre. I
 pour
 ter la
 oblig
 une p
 terre
 la pa

Le
 mém
 que
 une
 direc
 nal
 au li
 il au

» rées. » On communiqua toujours tout au roi catholique.

Il a encore été mal informé , page suivante , où il dit , par rapport aux propositions que le roi d'Espagne fit à l'Angleterre comme médiateur : « Ce monarque ne se dissimuloit pas que cet arrangement donnoit à la Grande - Bretagne la facilité de se reconcilier avec ses colonies. — Il ne se dissimuloit pas qu'il blessait la dignité du roi son neveu , — mais il vouloit être juste. »

Suivant le traité d'alliance entre la France & les Etats-Unis , l'une des parties ne pouvoit faire ni paix , ni trêve sans le consentement de l'autre. Le roi de France , par excès de délicatesse & pour prouver combien il désiroit sincèrement d'éviter la guerre , dispensa les Etats - Unis de cette obligation en autorisant le roi catholique à faire une proposition , qui portoit que *le roi d'Angleterre seroit le maître de traiter de la trêve ou de la paix directement avec les Américains.*

Les ministres anglois en convinrent dans leur mémoire justificatif , où ils dirent par dérision que le roi de France prétendoit accorder comme une grace au roi d'Angleterre *la liberté de traiter directement avec ses sujets rebelles.* Si M. l'abbé Raynal s'étoit donné la peine de lire ce mémoire , au lieu de tomber dans l'erreur qu'on lui reproche , il auroit pu , sans courir le risque d'être accusé

de Gallomanie, relever l'absurdité de vouloir tourner en ridicule une proposition qui fait tant d'honneur à son auteur, & prouver que le ridicule convenoit plutôt à l'affectation de donner à cette époque le titre de *sujets* aux habitans des Etats-Unis.

On ne peut disconvenir qu'à l'époque où Louis XVI trouva la marine de France dans un si grand délabrement, quoique le nombre des vaisseaux ne fût pas aussi foible qu'on l'a cru, celle de la Grande-Bretagne étoit au plus haut période de sa grandeur. En comparant l'état d'avilissement dans lequel la marine de France étoit tombée depuis si long-tems, à l'élévation qu'une longue suite de victoires avoit donnée à l'autre, en considérant que le défaut presque total d'expérience devoit être opposé à l'habileté reconnue de beaucoup de braves amiraux & d'un grand nombre de capitaines capables d'en remplir les fonctions, ne faire que se défendre eût été très-glorieux ; & cependant, sans une faute capitale, attribuée au courage mal dirigé d'un commandant, elle auroit triomphé depuis le commencement jusqu'à la fin.

On a dit que l'Angleterre avoit eu à combattre contre quatre ennemis, & ce mot de *quatre contre un* est bien propre, il est vrai, à faire une forte impression sur quiconque ne porte pas

plus loi
de gard
point
gates,
Les Ho
à la m
en don
celle-ci
rique &
visionn
nison,
un tem
contre
perdre
cabiner

On p
imparti
belligér
mer qu
Améric
de l'oc
n'auroi
guerre
remarq
à une g
un avan
à son
reposer

plus loin ses réflexions. Mais il faut bien se donner de garde de les borner là. Les Américains n'ayant point de marine, réduits à quelques petites frégates, ne pouvoient renforcer celle de la France. Les Hollandois ne donnèrent pas autant d'embarras à la marine d'Angleterre comme ennemis, qu'ils en donnèrent à la France comme alliés, puisque celle-ci eut à défendre leurs possessions en Amérique & dans les Indes Orientales. Pour approvisionner Gibraltar, & pour en renforcer la garnison, les flottes angloises perdirent quelquefois un tems qu'elles auroient pu employer ailleurs contre la France; mais les flottes françoises en perdirent bien davantage pour suivre les vues du cabinet de Madrid.

On peut assurer hardiment qu'en appréciant avec impartialité la conduite de chacune des nations belligérantes, l'Angleterre n'eut contre elle sur mer que les forces d'un seul ennemi. Quant aux Américains, il est certain qu'ils ne laissèrent pas de l'occuper sur le continent; mais eux-mêmes n'auroient pu se délivrer si-tôt des maux de la guerre sans l'aide de la marine françoise. Il faut remarquer de plus que les Américains étant réduits à une guerre purement défensive, l'agresseur avoit un avantage considérable, celui de pouvoir choisir à son gré le tems & le lieu pour agir & se reposer.

M. l'abbé Raynal , après avoir dit que « la cour
» de Madrid épousa la querelle de celle de Ver-
» sailles , & par conséquent celle des Américains »,
se livre à des réflexions fort justes , & cite des
faits historiques pour prouver qu'une puissance ,
qui réunit elle seule la combinaison & l'exécution
des projets , a beaucoup d'avantage sur des puis-
sances alliées dont les opérations sont souvent
retardées ou mal combinées , & enfin sujettes à
tous les inconvéniens de la variété d'intérêts. Qui
pourroit croire , s'il n'étoit pas facile de s'en assurer
à la page 360 , que le même auteur , au sujet du
parti que prit l'Angleterre de rejeter les propo-
sitions offertes par le roi d'Espagne en qualité de
médiateur , s'exprime en ces termes : « C'est dans
» une circonstance pareille ; c'est lorsque la fierté
» élève les ames au-dessus de la terreur ; qu'on
» ne voit rien de plus à redouter que la honte
» de recevoir la loi , & qu'on ne balance pas à
» choisir entre la honte & le déshonneur : c'est
» alors que la grandeur d'une nation se déploie.
» J'avoue toutefois que les hommes accoutumés
» à juger des choses par l'évènement , traitent les
» grandes & périlleuses révolutions d'héroïsme &
» de folie , selon le bon ou le mauvais succès qui
» les ont suivies. Si donc on me demandoit quel
» est le nom qu'on donnera dans quelques années à
» la fermeté que les Anglois ont montrée dans ce
» moment ,

« moment , je répondrais que je l'ignore. Quant
 » à celui qu'elle mérite , je le fais. Je fais que
 » les annales du monde ne nous offrent que
 » rarement l'auguste & majestueux spectacle d'une
 » nation qui aime mieux renoncer à sa durée
 » qu'à sa gloire. »

Je suis persuadé que le lord North lui-même ,
 en voyant le ravissement énergique de l'auteur sur
l'auguste & majestueux spectacle &c. n'a pu s'em-
 pêcher de rire. Il faut avoir une grande envie
 de louer ! On me pardonnera de rappeler à cette
 occasion ce que dit M. Payne au commencement
 de sa lettre. « L'abbé Raynal , dans le cours de
 son ouvrage , a souvent exalté sans raison & blâmé
 sans cause. Il a célébré des choses qui ne devoient
 pas l'être , & s'est rû sur celles qui méritoient
 de justes éloges. » Il a fait plus ; les choses qui
 méritoient de justes éloges ont été souvent l'ob-
 jet de ses censures.

Si l'auteur n'avoit pas dit plus haut *nos vœux*
sont pour la patrie , & nos hommages pour la
justice , on pourroit presque le suspecter d'un peu
 d'Anglomanie. Il est certain qu'aucun ministre
 anglois ne songea pas même que la nation fût
 en danger de renoncer à sa durée.

Il faut que le zèle de l'auteur l'ait singulière-
 ment aveuglé , puisqu'il l'a empêché d'aperce-
 voir qu'il blessait au vif la nation même qu'il

prétendoit louer. L'Angleterre ne doutoit point de sa supériorité sur les forces combinées de la France & de l'Espagne. Lorsque les politiques s'entretenoient de guerre, ils ne parloient plus de la France seule, mais de la maison de Bourbon. *Paix avec l'Amérique, & guerre avec la maison de Bourbon*, fut le mot du célèbre lord Chatam, qui se fit porter au parlement exprès pour donner ce conseil à sa nation, peu de jours avant de terminer sa glorieuse carrière.

Le lord North, premier ministre, & le lord Sandwich, chef de l'amirauté, ne croyoient certainement pas exposer l'existence de leur nation en refusant d'accepter les propositions du roi d'Espagne, puisqu'ils n'avoient pas hésité de soutenir au parlement, en termes formels, que les forces navales de l'Angleterre surpassoient celles de la France & de l'Espagne réunies.

L'idée du danger dans lequel il suppose l'Angleterre, (celui de renoncer à sa durée) paroît d'autant plus extraordinaire de la part de l'auteur, qu'en divers endroits il annonce des idées contraires. Outre les réflexions générales que nous venons de rapporter, il semble persuadé page 364, que l'union entre les puissances alliées ne peut durer long-tems; page 368, il pense qu'il n'est pas vraisemblable que les autres puissances laissent prendre à la maison de Bourbon trop de pré-

po
pag
» r
» p
» r
C
cela
ils e
dité
usag
dire
fous
les p
à la
La g
de 1
tant d
frant
abond
1762
Si
glerer

(1)
cens n
Londre
à faire
militair

pondérance sur l'Angleterre, & il avoit déjà dit, page 355, « jusqu'à présent c'est un problème à » résoudre pour l'Europe, si, en nous déclarant » pour l'Amérique, nous n'avons pas nous-même » relevé les forces de l'Angleterre. »

Que la guerre avec l'Espagne les releveroit, cela n'étoit point un problème pour les Anglois; ils en étoient tous persuadés. Depuis que l'avidité a introduit parmi les nations civilisées cet usage honteux inventé par les barbares, je veux dire la piraterie qui s'exerce en tems de guerre sous la protection des loix, l'espoir du gain dans les particuliers a donné plus ou moins de vigueur à la guerre, suivant le génie de chaque nation. La guerre avec l'Espagne, sur-tout depuis celle de 1745, où l'Amiral Anson & sa suite pillèrent tant de trésors, a toujours été regardée comme offrant l'avantage de recueillir sans peine une riche & abondante moisson. La prise de l'Endimion en 1762, ne laissa pas de fortifier cette idée (1).

Si l'on veut une preuve bien claire que l'Angleterre pensoit autrement que l'auteur, on la trou-

(1) Le trésor que contenoit ce galion, évalué à sept cens mille livres sterling, fut porté à la banque de Londres avec la pompe la plus solennelle & la plus propre à faire impression, au bruit du canon & d'une musique militaire, & au son des cloches.

vera dans la résolution qu'elle prit ensuite d'attaquer la Hollande, avec laquelle elle aimait mieux être en guerre, que de souffrir qu'elle gardât la neutralité. Il est vrai que l'événement a bien prouvé, ce que les bons politiques prévirent dès-lors, c'est-à-dire, que l'Angleterre n'avait pas lieu de craindre une forte opposition.

J'espère que le lecteur ne sera pas fâché de trouver ici quelques réflexions de M. Payne sur le passage étonnant qui vient d'être cité.

» Les idées exprimées dans ce paragraphe sont grandes, & présentées d'ailleurs avec élégance & noblesse; mais le coloris en est trop fort, & la ressemblance s'y perd dans les détails trop flattés. L'art de proportionner à son sujet ses pensées & son style, de manière à frapper directement le but qu'on se propose, sans s'égarer jamais dans de vaines digressions, me paraît la véritable pierre de touche du talent d'écrire. Dans la plupart de ses ouvrages, l'abbé Raynal, (qu'il me pardonne cette remarque,) me paraît s'écarter trop souvent de son sujet; il les surcharge d'une inutile variété. On peut les comparer à un paysage agréable & désert, au travers duquel on n'a pratiqué nulle route; tous les objets y flattent agréablement la vue; aucun ne la fixe & ne l'attire; on s'y plaît; on aime à s'y égarer; mais il est difficile d'en trouver l'issue ».

» Si nous examinons attentivement la nature de ces circonstances, nous trouverons bientôt que les Anglois ne méritent en rien les louanges outrées de M. l'abbé Raynal. — »

« Quelles que puissent être enfin les suites de cette démarche, il est bien certain qu'elle n'entraînoit nullement pour la Grande-Bretagne l'idée de renoncer à son existence. — »

« Si M. l'abbé Raynal se plaît tant à représenter les singularités frappantes des caractères nationaux, l'Amérique pouvoit fournir une ample matière à ses louanges. Il y auroit trouvé des hommes qui, sans connoître quel parti l'Europe voudroit prendre dans leur querelle, se déterminèrent sur un plan dont l'expérience n'avoit pas encore démontré la solidité, à braver une puissance contre laquelle les nations les plus formidables avoient échoué. Sans autre connoissance que celle des principes sur lesquels ils fondonoient leur résolution, ils avoient tout à apprendre. Dépouillés des choses nécessaires à leur défense, ils avoient à se les procurer. Supérieurs à la bonne comme à la mauvaise fortune, ils se sont vu réduits aux derniers termes du malheur, sans que leur courage en fût ébranlé; & dans le retour de la prospérité la plus inattendue, ils n'ont point dégradé la dignité de leur caractère par les vains éclats d'une joie puérile. Les irrésolutions ou le

découragement sont des choses également inconnues aux Américains, & l'on peut dire qu'ils étoient préparés à tout ; car toutes les circonstances possibles se trouvoient renfermées dans la résolution inébranlable qu'ils avoient prise de vaincre ou de mourir. »

« Dans l'état où se trouvoit l'Amérique en 1778, il y eut sans doute plus de courage de sa part, à rejeter les propositions qui lui furent faites au nom de l'Angleterre, que n'en montra la cour de Londres dans le refus qu'elle fit de la médiation de l'Espagne. »

Le parallèle que M. l'abbé Raynal fait, page 366, entre le caractère national des François & celui des Anglois, n'est pas moins étonnant que le prétendu acte de grandeur d'ame dont on vient de parler. « Si l'on considère l'esprit de la nation françoise, opposé à celui de la nation qu'elle combat, on verra que l'ardeur du François est peut-être également prompt à s'allumer & à s'éteindre ; qu'il espère tout lorsqu'il commence, qu'il désespère de tout dès qu'il est arrêté par un obstacle ; que par son caractère il a besoin de l'enthousiasme des succès pour obtenir des succès nouveaux : que l'Anglois, au contraire, moins présomptueux d'abord malgré sa hardiesse naturelle, fait, quand il le faut, lutter avec courage, s'élever avec le danger

» & s'affermir par la disgrâce : semblable à ce
» chêne robuste auquel Horace compare les Ro-
» mains , qui , frappé par la hache & mutilé
» par le fer , renaît sous les coups qu'on lui porte ,
» & tire une vigueur nouvelle de ses blessures
» même. »

Sans examiner jusqu'à quel point le caractère national influe aujourd'hui sur la conduite des cours , je me contenterai de dire que l'auteur confond les forces du corps avec celles de l'esprit , les actions du moment avec une suite continue d'opérations différentes , & que la comparaison du chêne d'Horace est déplacée.

On accorde que les François commencent le combat avec une plus grande ardeur que les autres nations. En admettant ce point , il faut convenir que la résistance de l'ennemi doit les fatiguer davantage. La seconde concession est un résultat nécessaire de la première. Si dans l'emploi de mes forces j'en consume une plus grande quantité que mon adversaire , je dois les épuiser plus vite. Mais cela ne prouve pas que le courage reste abattu. Au contraire , la cause même qui produit la trop grande ardeur au commencement de l'action , ranime aisément le courage après les pertes. C'est ce que l'on a toujours remarqué dans les François. Après la funeste bataille de Minden , en 1760 , qui fut précédée de beaucoup d'autres pertes ,

la résolution seule d'envoyer à l'armée les gardes du roi , suffit pour ranimer le courage national. Cette année là , je traversai la France au mois de septembre , & j'eus occasion de remarquer une confiance mêlée de joie , si grande & si universelle , qu'il faut en avoir été témoin pour s'en former une juste idée.

Les Anglois , au contraire , avec plus de prévoyance & moins d'ardeur , peuvent faire une résistance plus longue , & restent plus long-tems abattus par le souvenir des pertes. Tous ces effets viennent probablement de la même cause , & ils n'ont pas été moins remarqués que ceux qui regardent les François. En Amérique nous en avons eu beaucoup d'exemples. Au commencement de la guerre de 1756 , le mauvais succès de l'expédition contre Cherbourg , & la perte de Port-Mahon , suffirent pour abattre l'esprit national anglois à un tel point , qu'on ne pouvoit faire un pas dans Londres sans en voir la preuve écrite sur les visages. La consternation occasionnée par les progrès du Prétendant , dans la guerre de 1745 , fut au-dessus de tout ce qu'on pourroit exprimer , comme en conviennent les Anglois eux-mêmes. L'irrésolution excessive qu'elle produisit , finit par procurer à George second un pouvoir égal à celui d'un Dictateur.

Si donc l'auteur vouloit absolument mettre

sur la
bien
Je ne
conféc
ni à l
prouve
plique

A l'
ricains
en jug
mérite
» fan
» l'aut
» suiv
instruc
l'auter
mées
Vo
barqu
» Le
» l'Il
» co

sur la scène le chêne d'Horace , il auroit pu avec bien plus de fondement le placer du côté opposé. Je ne prétends pas néanmoins tirer de là des conséquences favorables ni défavorables à l'une ni à l'autre nation. Mon but est uniquement de prouver que l'auteur confond les idées , & n'applique à propos ni ses satyres ni ses louanges.

CHAPITRE X.

De la conduite des Américains.

A l'égard de la conduite que tinrent les Américains pour soutenir leur indépendance , s'il faut en juger par les yeux de M. l'abbé Raynal , elle mérite le plus profond mépris. « L'autorité naissante , dit-il page 330 , loin d'avoir à contenir l'audace , ce fut la lâcheté qu'elle eut à poursuivre ». Ce langage semble être une suite des instructions dont j'ai parlé plus d'une fois , que l'auteur doit avoir reçues de personnes mal informées , ou extrêmement partiales.

Voici ce qu'on lit page 311 , au sujet du débarquement du général Howe à Long-Island. » Le 28 août , il débarqua sans opposition à l'Isle-Longue , sous la protection d'une flotte commandée par l'amiral son frère. Les Amé-

» ricains ne montrèrent pas beaucoup plus de
 » vigueur dans l'intérieur des terres que sur le
 » rivage. Après une médiocre résistance & d'assez
 » grandes pertes , *ils se réfugièrent* dans le con-
 » tinent avec une facilité qu'un vainqueur qui au-
 » roit su profiter de ses avantages ne leur auroit
 » pas donnée. »

» *Les nouveaux Républicains* abandonnèrent la
 » ville de New-York beaucoup plus facilement
 » encore qu'ils n'avoient évacué l'Isle-Longue. »

Un officier aussi bien instruit qu'on peut l'être à cet égard , m'a communiqué les réflexions suivantes : « Il eût été plus juste de rendre hommage au général Washington sur la retraite de Long-Island , mouvement très-dangereux & très-bien calculé qui fait honneur à son courage , à sa prudence & à ses talens. Quant au débarquement des Anglois sur cette isle , je ne ferois pas étonné que M. l'abbé Raynal eût ignoré non-seulement la situation du terrain , mais aussi le point de l'isle où les frères Howe débarquèrent les troupes , ce qui étoit assez utile pour juger ce que les Américains devoient faire. »

De ce côté , le terrain de Long-Island est tel que des troupes protégées par une flotte ne peuvent y trouver aucune opposition à leur débarquement. Les Américains ignoroient à quel nombre se montoient les troupes ennemies , & ils ne

purent
 Les A
 choisir
 rens en
 réunies
 partie
 généra
 a Long
 jamais
 les co
 contin
 dans l
 me co
 l'histor
 voya p
 pas bea
 le lord
 quelqu

(1) F
 année,
 remarqu
 toire de
 position
 seul déf
 lité don
 à l'abri
 difficile
 partis.

purent savoir combien il y en avoit de débarquées. Les Anglois étant maîtres de la mer, pouvoient choisir le lieu de l'attaque, se porter sur différens endroits en même tems, ou tenir leurs forces réunies. L'armée du général Washington étoit postée partie dans l'Isle & partie sur le continent. Le général Howe débarqua trente-deux mille hommes à Long-Island, où les Américains n'en eurent jamais guère plus de dix mille. Le général Putnam les commandoit, & Washington étoit sur le continent. On peut voir la relation de cette affaire dans *l'Annual Register* de l'année 1777 (1). Je me contenterai d'en donner un extrait. Suivant l'historien Anglois, les officiers que Putnam envoya pour se saisir des passages ne montrèrent pas beaucoup d'habileté. Le général Howe fit partir le lord Cornwallis avec le corps de réserve & quelques autres troupes pour un endroit appelé

(1) Recueil imprimé à Londres, qui paroît chaque année, & qui contient l'exposé des événemens les plus remarquables arrivés l'année précédente. On croit que l'histoire de la guerre est de M. Edmund Burke. Cette supposition suffit pour annoncer qu'elle est bien écrite. Le seul défaut qu'on pourroit lui reprocher, est cette partialité dont l'historien n'aura pu vraisemblablement se mettre à l'abri, vu qu'il écrivoit dans un tems où il étoit fort difficile d'être à portée de confronter les relations des deux partis.

Flat-Bush, où, comme les Américains occupoient le passage, il ne fit aucune tentative conformément à ses ordres. Après que toute l'armée fut à terre, le général Heister s'y rendit avec les troupes allemandes, & le général Grant avec un détachement de troupes angloises. Grant commandoit l'aîle gauche qui s'étendoit jusqu'à la côte.

Le lendemain matin, l'attaque commença, & déjà la bataille avoit été soutenue courageusement de part & d'autre pendant plusieurs heures par l'artillerie & la mousqueterie, lorsque tout-à-coup parurent derrière les Américains le général Clinton, le lord Cornwallis, & le lord Percy avec le corps de l'armée angloise qui avoit tourné la droite pendant la nuit sans que les nôtres s'en fussent apperçus. Les vaisseaux de guerre attaquèrent aussi-tôt qu'il fit jour, une batterie située au-dessus de Red-Hook, pour distraire ceux qui se battoient avec le général Grant, & pour occuper l'attention des autres, afin qu'ils ne pussent s'apercevoir des troupes qui venoient derrière eux. Les passages suivans, tirés mot pour mot de l'historien anglois, diffèrent beaucoup de la description que M. l'abbé Raynal a donnée de cette affaire, trois ans après lui : « Ceux qui combattoient contre les Allemands à la gauche & au centre, furent les premiers qui s'aperçurent de la marche

de l'ar
menac
l'artille
pour
rencon
avec i

Dan
cains
torien
supérie
une ro
moins
prise,

« L
à Long
jeta un
affreus
de ses
faire a
conno

Apr
néral
angloi
lui cou
donne
condu
par d

de l'armée angloise & du danger dont ils étoient menacés. En conséquence, ils se retirèrent avec l'artillerie en gros détachemens & sans désordre pour s'en retourner au camp; mais bientôt ils rencontrèrent les troupes du roi, qui les attaquèrent avec impétuosité, & les repoussèrent, &c. »

Dans cette situation désespérée, « les Américains se trouvant entre deux feux, (continue l'historien) quoiqu'ils fussent bridés par des forces si supérieures, plusieurs de leurs régimens s'ouvrirent une route & regagnèrent leur camp. D'autres non moins braves, peut-être, périrent dans l'entreprise, &c. »

« Le général Washington arriva de New-York à Long-Island durant le combat. On prétend qu'il jeta un cri de douleur, lorsqu'il vit la boucherie affreuse dans laquelle étoit enveloppée une partie de ses meilleures troupes. Tout ce qu'il pouvoit faire alors étoit de sauver celles qui restoient. Il connoissoit la supériorité de l'artillerie du roi, &c. »

Après avoir peint la situation critique du général Washington, augmentée par les vaisseaux anglois qui, au premier vent favorable, pouvoient lui couper toute communication, le même historien donne quelques détails sur la manière dont il se conduisit pour se tirer d'un si mauvais pas, & finit par dire qu'*au jugement des connoisseurs, cette*

retraite occupera toujours une des premières places parmi les actions militaires.

Quant à l'évacuation de New-York , circonstance que l'auteur semble avoir saisie avec plaisir pour parler d'un ton de mépris des *Nouveaux Républicains* , il faut connoître bien peu la topographie de ce pays-là , pour ne pas savoir que cette ville peut être réduite en cendres en moins d'une demi-heure par quiconque est maître des hauteurs de Long-Island. Il n'est pas vrai cependant qu'elle fut abandonnée avec une précipitation telle que l'auteur voudroit le faire croire , puisque le général Washington en retira les derniers piquets le 15 septembre, c'est-à-dire , quinze jours après cette retraite. Dans l'intervalle il tint le corps d'armée en sûreté , à deux milles environ de distance de la ville ; & le commandant anglois , bien convaincu que le général américain ne pouvoit pas différer long-tems à l'abandonner entièrement , avoit intérêt de conserver une propriété qui lui seroit fort commode.

M. l'abbé Raynal , non content d'avoir égaré son lecteur depuis l'instant du débarquement des troupes angloises à Long-Island , jusqu'à l'évacuation de la ville , continue son récit avec la même inexactitude « & ils se replièrent sur Kings-Bridge » ou le Pont-du-Roi , où tout paroissoit disposé » pour une résistance opiniâtre. »

» S
» suc
» ta
» aur
» à m
» inai
» leur
» mie
» ven
» con
» atta
L'a
qui n'e
prime
vivaci
Les A
York
miren
septem
cains ,
avec g
que M
rité l'a
persua
libleme
armes.
Le
fleuve

» Si les Anglois avoient suivi leurs premiers
 » succès avec la vivacité qu'exigeoient les circon-
 » stances , les nouvelles levées qu'on leur opposoit
 » auroient été *infailliblement* dispersées ou réduites
 » à mettre bas les armes. On leur laissa six se-
 » maines pour se rassurer ; & elles n'abandonnèrent
 » leurs retranchemens que dans la nuit du pre-
 » mier au second novembre , lorsque les mou-
 » vemens qui se faisoient sous leurs yeux les
 » convinquirent que leur camp alloit être *enfin*
 » attaqué. »

L'auteur , qui n'épargne pas les réflexions , mais
 qui n'est pas aussi généreux pour les faits , les sup-
 prime ici entièrement. L'inaction , ce défaut de
 vivacité , qui paroît lui déplaire si fort , n'exista point.
 Les Anglois prirent possession de la ville de New-
 York le même jour qu'elle fut évacuée , & se
 mirent en marche le lendemain matin (le 16
 septembre) , pour attaquer le camp des Améri-
 cains , qui les repoussèrent l'espace de deux milles
 avec grande perte. La bataille de Harlem-Heights,
 que M. l'abbé Raynal a comptée pour rien , a mé-
 rité l'attention de l'historien anglois , qui n'est pas
 persuadé , comme lui , qu'on auroit réduit *infaill-*
iblement les nouvelles levées à mettre bas les
armes.

Le 12 octobre , les Anglois s'embarquèrent sur le
 fleuve , & arrivèrent à Frogs-Neck , à dix milles

derrière notre camp, où le général Washington envoya des forces suffisantes pour les empêcher d'avancer. Le 18, ils se rembarquèrent & se rendirent à Pells-Neck, où ils étoient à peine arrivés & mis en ordre pour marcher, qu'ils furent attaqués vigoureusement par un corps de troupes aux ordres des colonels Glover & Shepard. Cette attaque fit plier sur la droite l'infanterie légère de l'ennemi, & le général Howe se posta entre Pells-Neck & New-Rochelle, au lieu d'avancer dans l'intérieur du pays, comme il paroissoit en avoir eu d'abord l'intention.

La nouvelle situation de l'ennemi détermina le général Washington à reculer de douze ou quinze milles. Les 20 & 21 du même mois il assit son camp à White-Plains (plaines blanches), endroit à-peu-près parallèle au camp des Anglois. Le jour suivant (le 22.), le général Howe alla l'attaquer avec vingt-deux mille hommes de troupes d'élite. L'action commença trois millès avant d'arriver aux lignes, entre l'infanterie angloise & les milices américaines qui ne purent soutenir l'attaque. Cependant comme l'infanterie se trouvoit harassée par la marche, elle fut relevée par des troupes allemandes. Le général Mac-Dougall reçut leur attaque, la soutint & finit par les repousser. Alors le général Howe, s'étant fait ouvrir le passage entr'elles, s'avança lui-même à la tête des grenadiers

diers
de se
des lig
d'essay
agir de
quatre
en fac
ayant
que se
Howe
Il n'en
tort q
anglois

L'a
vers N
d'iver
la gne
le gène
delphie
Washin
n'ayant
« avec
» il est
» de l

L'au
anglois
touffer
vraitem
Pa

diers Anglois , & obligea le général Mac-Dougall de se retirer, après une forte résistance , au-dedans des lignes , qu'il ne parut pas prudent à l'ennemi d'essayer de forcer. Le reste du jour , on ne fit agir de part & d'autre que le feu de l'artillerie. Les quatre jours suivans , les deux armées se tinrent en face l'une de l'autre. Le général Washington ayant un peu changé la situation de la sienne , pour que ses magasins fussent plus en sûreté , le général Howe tenta plusieurs fois en vain de le débusquer. Il n'en faut pas davantage pour prouver que c'est à tort que M. l'abbé Raynal attribue au général anglois une inaction de six semaines.

L'armée angloise dirigea sa marche ensuite vers New-York , pour se procurer des quartiers d'hiver ; mais la prise inattendue du fort Washington & les suites de cet événement décidèrent le général Howe à se tourner du côté de Philadelphie. Personne n'ignore la retraite que le général Washington fut obligé de faire à travers les Jerseys, n'ayant avec lui que deux mille cinq cens hommes , « avec lesquels, dit M. l'abbé Raynal, page 312 , » *il est trop heureux de pouvoir se sauver au-delà* » de la Delaware. »

L'auteur , après avoir reproché au commandant anglois de n'avoir pas profité de l'occasion d'éteindre la nouvelle république , ce qui ne parut pas vraisemblablement aussi facile au général Howe

qui étoit sur le lieu , qu'il l'a paru à l'auteur dans son cabinet , finit en disant , qu'il prit les quartiers d'hiver avec beaucoup de négligence , & ajoute page 313 : « Cette présomption enhardit les milices de la Pensylvanie , du Maryland , de la Virginie , accourues & réunies pour leur salut commun. Le 25 décembre , elles traversent la Delaware & fondent inopinément sur Trenton , occupé par quinze cens des douze mille Hessois , si lâchement vendus à la Grande-Bretagne par leur avare maître. Ce corps est massacré , pris ou dispersé tout entier. Huit jours après , trois régimens anglois sont également chassés de Prince-Town : mais après avoir mieux soutenu leur réputation que les troupes étrangères à leur solde. »

L'officier que j'ai déjà cité répond ainsi à M. l'abbé Raynal. « L'affaire de Trenton est mal exposée ; celle de Prince-Town ne l'est point du tout. Huit jours après l'affaire de Trenton , le général Washington revint dans les Jerseys , & prit poste dans cette même ville. Douze mille Anglois arrivèrent pour l'attaquer , mais la nuit étoit trop prochaine. Pendant cette même nuit , le général américain qui se voyoit très-inférieur en force , trompa l'ennemi par le moyen du feu dont la fumée servit à couvrir sa retraite ; il fit une marche oblique d'environ dix-huit milles , & arriva au point du jour à Prince-Town , douze milles derrière eux , où il enleva un

régim

“
car il
soutin
s'enfer
du coll
il ne p
du gén
honneur
qu'on f
successi
s'assurer

Les
pris , m
armes q
mandant
de fusil.
personne
colonel

La re
exacte qu
” s'ouvre
” de se
” vanie
” par la
” pouvoi
” envahi

régiment qu'on y avoit laissé en communication.»

« Ce régiment soutint mal sa réputation ; car il ne se battit pas ; & le commandant la soutint encore plus mal ; en effet , au lieu de s'enfermer dans le grand bâtiment & dans la cour du collège , il se forma dans la grande rue où il ne put faire aucune résistance. Le mouvement du général Washington lui fait le plus grand honneur aux yeux des gens de l'art , sur-tout lorsqu'on sait qu'en forçant les Anglois de se replier successivement , il finit par recouvrer les Jerseys & s'assurer des quartiers d'hiver. »

Les Allemands postés à Trentown furent surpris , mais ils se battirent. Ils ne mirent bas les armes qu'après que le colonel Roll , leur commandant , eut été grièvement blessé de trois balles de fusil. Je tiens cette particularité de plusieurs personnes qui y furent présentes , entr'autres du colonel Smith qui prit soin de ce commandant.

La relation qui suit , page 315 , n'est pas plus exacte que la précédente. « La campagne de 1777 » s'ouvre très-tard. L'armée angloise , désespérant » de se tracer par le Jersey une route en Pensylvanie , s'embarque *enfin* le 23 juillet , & atteint » par la baye de Chésapeak une contrée qu'on » pouvoit reprocher à ses généraux de n'avoir pas » envahie l'année précédente. Sa marche n'est pas

» interrompue jusqu'à Brandiswine. Là, elle attaque, elle bat les Américains le 11 septembre, » & arrive le 30 à Philadelphie. »

La manière de l'auteur est vraiment singulière. Ce qu'en dit M. Payne me revient ici fort à propos. « Il précipite sa narration en homme qui brûle d'être débarrassé d'une tâche fastidieuse. On sent qu'il lui tarde de s'exercer dans le champ plus vaste de l'éloquence & de l'imagination. »

Le même officier, qui vit répandre le sang plusieurs fois avant que l'armée angloise arrivât à Philadelphie, & qui même versa du sien, m'a communiqué les détails suivans, qui, selon l'usage, ne s'accordent point avec ceux de M. l'abbé Raynal.

« Sa marche fut interrompue à Chistian Chreek, où il y eut une affaire entre son avant-garde & nos troupes légères. La canonade de Brandiswine commença à neuf heures du matin à Chads-Ford, & il y eut aussi des coups de fusil entre les troupes légères, dès la pointe du jour. L'affaire sur la droite à Wingmilton-Church commença à quatre heures avec la mousqueterie & le canon à mitraille. De nouvelles lignes se formant derrière celles qui étoient repoussées, le combat ne finit qu'à la nuit. Nous fûmes battus; nous perdîmes beaucoup de monde; les ennemis en perdirent davantage, parce qu'on leur en tua beaucoup à l'attaque, &

que n
C'est
le gén
que le
propre
« Il
affaire
M. l'ab
lendem
embarr
diswine
quelque
eut bea
inférieur

A la
son vai
en donn
» priso
» à reg
» le cor
» we,
» avec
» rimer
Le se
si nous
traire, (c
pas si ac
rite) ef

que nous fûmes bientôt à couvert dans la retraite. C'est ce que nous sûmes par nos chirurgiens que le général Howe nous avoit fait demander , parce que les siens étoient trop occupés à soigner leurs propres blessés. »

« Il faut que les ennemis aient regardé cette affaire comme plus fatigante qu'elle ne l'est pour M. l'abbé Raynal , puisqu'ils ne marchèrent pas le lendemain à Darb ce qui nous auroit beaucoup embarrassés. Il y a eu des marches au près de Brandiswine à Philadelphie ; il faut donc qu'il y ait eu quelques autres mouvemens du 11 au 30. Il y en eut beaucoup & de très-intéressans , & sans notre infériorité, Howe n'eût jamais pu passer le Scuykill. »

A la même page , M. l'abbé Raynal fait partir son vainqueur de Philadelphie , & la raison qu'il en donne est l'ennui de ce séjour. « L'ennui d'une » prison qui dure depuis neuf mois , le détermine » à regagner New-York par le Jersey ; & sous » le commandement de Clinton , successeur de Ho- » we , il exécute cette longue & périlleuse retraite » avec moins de perte qu'un ennemi plus expé- » rimenté ne lui en auroit causée. »

Le seul homme auquel on pourroit s'en prendre, si nous n'avons pas mieux profité de cette retraite, (qui d'après notre position respective, n'étoit pas si admirable , quoiqu'elle ne fût pas sans mérite) est le seul général expérimenté que nous

eussions, le général Lee. Si les ordres du général Washington eussent été remplis, Clinton se seroit trouvé dans un grand embarras, & un vainqueur qui s'exposeroit de la sorte pour fuir l'ennui, seroit inexcusable (1). La vérité est que les Anglois s'amusoient beaucoup à Philadelphie, & c'est une chose assez singulière que l'auteur les envoie de Philadelphie à New-York pour fuir l'ennui, comme s'il s'agissoit de passer des montagnes d'Auvergne à Paris. Enfin, ce fut la flotte françoise commandée par le comte d'Estaing, & non l'ennui qui détermina les Anglois à prendre la sage précaution de traverser les Jerseys.

Lorsque les ennemis eurent évacué Philadelphie, le général Washington partit du camp de Valley-Forge, & passa la Delaware à vingt milles au-dessus de la ville. On rompit les chemins dans les Jerseys, mais sans nuire beaucoup à la marche des généraux Clinton & Knipausen, qui avoient envoyé leurs malades & une partie de leurs équipages par mer. Le général Clinton, après avoir balancé quelque tems sur la route qu'il tiendrait, se dirigea vers Freehold, & gagna par ce chemin

(1) De tems en tems M. l'abbé Raynal met le lecteur dans le cas de faire des réflexions qu'il paroît n'avoir eues nullement en vue, & qui, si elles étoient justes, feroient peu d'honneur à ceux qu'il a dessein de louer.

un pays où il étoit difficile de l'attaquer , au lieu qu'il eût été sûrement fort endommagé , s'il se fût exposé au passage de Rareton. L'armée américaine étoit à-peu-près de la même force ; elle étoit composée d'environ quatorze mille hommes. Nous avions à-peu-près de quinze cens à deux mille miliciens qui tâchoient de harceler l'ennemi dans sa marche. La nôtre fut retardée par le manque de provisions , & plus encore par les incertitudes d'un conseil de guerre , où le général Lee persuada à la majorité qu'il convenoit de ne pas risquer une affaire , & de se porter en droiture aux White - Plains. L'approche du comte d'Estaing , qui avoit beaucoup contribué à l'évacuation de Philadelphie , fut la raison dont il se servit contre les risques d'une affaire générale. Le général Washington se détermina cependant le lendemain à réunir quatre mille hommes environ sous le marquis de la Fayette , & à lui ordonner de suivre de près l'ennemi , & de prendre l'occasion de l'attaquer. Le général Lee , dont le tour étoit venu de marcher , réclama ce détachement qu'il avoit d'abord cédé ; puis il partit avec mille hommes , joignit le Marquis qui resta sous ses ordres , & détacha la milice pour attaquer la marche des ennemis en front , tandis qu'il attaqueroit l'arrière-garde. Le 28 juin au matin , il étoit à portée des ennemis qui s'étoient réunis dans une seule colonne de marche ;

leur arrière-garde se trouvoit trop séparée du corps de l'armée ; mais au lieu de profiter de cette circonstance , le général Lee manœuvra mollement , se découvrit , recula , & finit par attirer sur lui non-seulement cette arrière-garde , mais encore toute l'armée ennemie. Il se retiroit avec quelque confusion qu'il falloit attribuer à lui seul & non pas aux troupes , lorsque le général Washington , qui suivoit avec l'armée , arriva au galop , renvoya le général Lee sur les derrières , forma quelques troupes de l'avant-garde pour arrêter l'ennemi , & les confiant aux généraux la Fayette , Knox & Wayne , retourna former son armée. Lorsqu'il fut prêt , le corps avancé , déjà presque entièrement tourné , reçut l'ordre de se retirer , & à peine en eut-il le tems. Les deux armées , séparées par un petit vallon , se canonèrent long-tems avec un grand effet. Celle des ennemis fut prise en flanc par une batterie de l'aîle droite du général Green , commandée par le lieutenant-colonel Mauduit. Ils firent une tentative pour tourner notre gauche , & le général y plaça en potence la seconde ligne de son armée dont le marquis de la Fayette avoit repris le commandement. Mais le feu des batteries de l'aîle gauche , commandée par le lord Sterling , ne permit pas aux ennemis d'exécuter leur mouvement. Ils prirent deux positions en arrière du champ de

bataill
La nuit
général
pyram
en lai
manda

Al
du gé
duisit
leurs p
qui en
» une
» don
»artil
» gard

Si u
Ticon
attaqu
être dé
& ma
anglois
désir d
depuis

(1) I
profité
par con
il put s

bataille. L'armée américaine marcha en avant. La nuit survint, & comme elle étoit très-noire, le général Clinton en profita pour se retirer précipitamment, & gagner les hauteurs du Munisink, en laissant aux vainqueurs les blessés qu'il recommanda à leur humanité (1).

A la page suivante, l'auteur parle de l'expédition du général Burgoyne, & peint l'effet que produisit son arrivée à Ticonderago, sous des couleurs propres à déshonorer le général Saint-Clair qui en étoit le commandant. « A son approche, » une garnison de quatre mille hommes abandonna ce poste important, avec perte de son artillerie, de ses munitions, de son arrière-garde. »

Si un général anglois voyant que le poste de Ticonderago, excellent à défendre contre une attaque faite du côté des États-Unis, ne pouvoit être défendu contre une armée venante du Canada, & maîtresse du lac Champlain; si ce général anglois (dis-je,) avoit sacrifié sa réputation au désir de sauver *deux à trois mille hommes*, qui depuis ont formé le noyau des troupes qui ont

(1) Le général Clinton écrivit à sa cour qu'il avoit profité du clair de lune, quoique la lune fût nouvelle & par conséquent sous l'horison. Il est inconcevable comment il put s'éblouir à ce point.

pris Burgoyne à Saratoga , M. l'abbé Raynal cédant à son extrême délicatesse , & à son inclination généreuse qui le porte toujours à vanter les actions des ennemis , auroit élevé jusqu'aux nues la vertu de ce général : c'est ce que fit le général Saint-Clair.

L'auteur fait ensuite ses observations sur la conduite du général Burgoyne , & les termine ainsi : « Les Américains reprenant courage se » rassembloient de toutes parts autour de lui. Enfin » ce malheureux corps d'armée se trouva enve- » loppé le 13 octobre à Saratoga ; & les nations » apprirent avec étonnement que six mille sol- » dats des mieux disciplinés de l'ancien hémisphère » avoient mis les armes bas devant les agricul- » teurs du nouveau , conduits par l'heureux Gates. » Ceux qui se rappelloient que les Suédois de » Charles XII jusqu'alors invincibles avoient » capitulé devant les Russes encore barbares , » n'accusoient pas les troupes angloises , & blâ- » moient seulement l'imprudence de leur géné- » ral (1). »

Les pauvres Américains , soldats ou comman- dans , n'ont jamais été capables d'échauffer l'élo- quence de l'auteur. A peine fait-il mention de

(1) Il paroît que l'auteur ignore que la moitié des troupes qu'on fit prisonnières étoient Allemandes.

la prise de Burgoyne, & la conduite de ceux qui le prirent n'est pas digne de son attention, livrée à des réflexions qui lui paroissent plus intéressantes. Il faut espérer qu'ils seront dédommagés par celui qui écrira l'histoire de la guerre dans les états septentrionaux.

M. l'abbé Raynal passe ensuite à l'examen des causes pour lesquelles les Anglois ne sont point parvenus à soumettre les provinces confédérées. Parmi ces causes, il compte « ceux même qui, » dans le parlement, s'élevoient avec le plus » de véhémence contre le traitement fait aux » Américains; ceux qui les encourageoient le plus » à la résistance; ceux qui peut-être leur fai- » soient passer des secours secrets, &c. »

L'auteur est singulièrement enclin à croire que nous avons reçu des secours secrets; mais je veux le détromper en l'assurant que malheureusement pour nous, les secours du parti de l'opposition en Angleterre, sur lesquels il est en doute, ne furent pas moins imaginaires que ceux du gouvernement de France dont il est sûr.

Selon lui, ce fut aussi le luxe qui empêcha les Anglois de parvenir à soumettre les provinces confédérées. « En s'éloignant des côtes, il auroit » fallu renoncer aux superfluités dont on étoit » épris; & ce goût de luxe, cette ardeur d'autant » plus violente qu'elle étoit récente, n'encoura-

» geoient pas à poursuivre dans l'intérieur des
» terres un ennemi toujours prêt à s'y enfoncer. »

Comme ce mot *enfoncer* tend à représenter les Américains comme un troupeau de moutons prêt à fuir & à se cacher, dès qu'il apperçoit le loup, je prendrai la liberté de supplier le lecteur de considérer qu'il étoit de leur intérêt, qu'il étoit même indispensable pour eux de tâcher d'attirer l'ennemi dans l'intérieur du pays, puisqu'ils ne pouvoient jamais espérer d'obtenir aucun avantage sur les côtes.

Mylord Cornwallis, quand il étoit à York-Town, auroit pu se moquer de cent mille hommes des meilleures troupes, si la flotte françoise n'avoit pas été là. Aussi-tôt qu'il auroit cru voir quelque danger, il se feroit embarqué sur le fleuve York, & il ne lui eût fallu que quelques heures pour gagner un autre endroit qu'il auroit pu ravager pendant plusieurs semaines avant d'être interrompu. Les Anglois ne purent jamais se maintenir long-tems dans l'intérieur du pays; ils le désoloient par leurs incursions, mais en le désolant, ils s'affoiblissoient. Leur grand avantage consistoit dans l'empire de la mer, avantage qu'ils perdoient lorsqu'ils s'éloignoient des côtes & des fleuves navigables; de sorte que, si c'eût été le luxe qui les eût empêchés de *poursuivre dans l'intérieur des terres un ennemi toujours prêt à s'y enfoncer*, comme

le su
préju
page
lume

L'
» vin
» An
qu'un
» se
» vie
« L'e
» dif
» dan

La
de se
des f
trépi
plus
l'aut
cond
point
à ses
eût p
venan
écart
nous
tinue
naiss

le suppose l'auteur, ce luxe ne leur auroit pas été préjudiciable. Ainsi la sortie qu'il fait à ce sujet, page 327, contre *les politiques nouveaux*, est absolument hors de saison.

L'auteur examine ensuite, « pourquoi les provinces confédérées n'ont pas réussi à chasser les Anglois du continent américain. » Il prétend qu'une de ces causes fut, « le peu d'espérance de se mesurer avec avantage contre des hommes vieillis dans la discipline, &c..... Il ajoute : « L'enthousiasme seul auroit pu surmonter ces difficultés : mais en exista-t'il plus réellement dans les colonies que dans la métropole ? »

La supposition de l'auteur sur le peu d'espérance de se mesurer, &c. est suffisamment détruite par des faits bien connus, & sur-tout par l'ardeur intrépide des volontaires dans les conjonctures les plus critiques. A l'égard du défaut d'enthousiasme, l'auteur a raison. Les Américains ne se laissèrent conduire que par un patriotisme raisonné, & sous ce point de vue ils auroient eu sans doute quelque part à ses éloges, si sa scrupuleuse délicatesse ne lui eût pas fait craindre d'être accusé de partialité, venant à louer un peuple allié avec sa nation. Pour écarter toute espèce de doute à ce sujet, après nous avoir taxé gratuitement de *lâcheté*, il continue ainsi, page 330, son tableau de *l'autorité naissante*.

« On la vit punir de mort la désertion , &
 » fouiller par des *assassinats* l'étendart de la liberté.
 » On la vit se refuser à l'échange des prisonniers ,
 » de peur d'augmenter dans les troupes , le pen-
 » chant de se rendre à la première sommation. On
 » la vit réduite à la nécessité d'ériger des tribunaux
 » chargés de poursuivre les généraux ou leurs
 » lieutenans qui abandonneroient trop légèrement
 » les postes confiés à leur vigilance. »

Il y a des écrivains qui se représentent une révolution comme une émeute , & une armée comme une petite coterie. Il faut des tribunaux à toutes les nations pendant l'espace de dix années , & il y a de mauvais sujets dans toutes les armées. Les étrangers & quelquefois les nationaux désertoient , alors on les punissoit , & c'est ce que M. l'abbé Raynal appelle poliment un *assassinat*.

Comme on échangeoit autant d'Anglois que d'Américains , la belle raison de M. l'abbé Raynal auroit été autant en notre faveur que contre nous. Le fait est que les Anglois avoient fait une proposition de cartel ridicule , & qu'on ne put s'échanger que lorsqu'ils devinrent raisonnables.

Le cartel proposé par les Anglois ne fut pas accepté , parce qu'ils vouloient nous passer en compte un nombre de prisonniers américains qu'ils avoient apportés mourans sur le rivage , dont une partie avoient péri dans la traversée de New-York

à la cõ
 détail
 reux da
 qu'une
 ou mo
 hington
 dans le
 Ils o
 contre

Une
 Lee qu
 qu'en
 Il y
 d'armée
 ment c
 punir c
 la faver
 ces forte

Quar
 sommat
 jamais
 contrain
 recevoir
 termin
 sommat

Dep
 mois d'
 traités

à la côte de New-Jersey. Sans entrer dans l'affreux détail des moyens qui avoient réduit ces malheureux dans un état si déplorable, il suffit de favoir qu'une partie de ces gens-là fut délivrée morte ou mourante, pour sentir que le général Washington ne pouvoit pas les admettre en compte dans le traité d'un cartel.

Ils ont souvent proposé d'échanger des citoyens contre des soldats anglois.

Une autre occasion de dispute étoit le général Lee que les Anglois n'ont consenti à échanger qu'en 1778.

Il y a dans toutes les marines & dans beaucoup d'armées une enquête faite sur la perte d'un bâtiment ou d'un poste. C'est moins un moyen de punir que de justifier, & plus on met de prix à la faveur publique, plus on s'empresse à demander ces sortes d'enquêtes.

Quant au *penchant de se rendre à la première sommation*, il n'a jamais existé. Les ennemis n'ont jamais osé s'en vanter. Les faits ont prouvé le contraire, & le traitement que nos prisonniers recevoient, n'étoit pas fort encourageant pour déterminer les Américains à se rendre à la première sommation.

Depuis le commencement de la guerre jusqu'au mois d'août 1779, les prisonniers américains furent traités avec barbarie, & en Amérique on ne pou-

voit pas se résoudre à user de représailles sur les innocens. Tandis que j'étois prisonnier à New-York, dans l'été de 1779, traversant un jour cette partie de la ville qui avoit été incendiée, vers le bord du fleuve Hudson avec M. Cammel, capitaine d'infanterie dans l'armée angloise, il me dit d'un ton qui marquoit l'excès de sa sensibilité, que nous passions sur les tombeaux d'environ quatre mille hommes, tant françois qu'américains, morts pour avoir été tenus renfermés dans les églises durant les plus grandes chaleurs de l'été, & tellement serrés qu'ils étouffoient faute d'espace & d'air, outre qu'ils n'avoient qu'une nourriture infecte & insuffisante avec de l'eau saumâtre & en très-petite quantité, de sorte que la soif étoit pour eux le plus horrible des tourmens (1).

(1) Pour que le lecteur puisse juger de la croyance que mérite le rapport du S. Cammel, il faut que je le lui fasse connoître. Quelques années avant la révolution, sa famille sortie d'Ecosse s'étoit établie dans la Caroline Septentrionale. Quand la guerre commença de s'allumer, il alla se joindre aux Anglois, & laissa dans la Caroline, son père, sa mère, ses frères, ses sœurs, & ses biens. Il me dit plusieurs fois que sa conscience l'obligeoit à marcher sous les drapeaux du roi, quoiqu'il désapprouvât en beaucoup de points la conduite de ses ministres & de ses officiers, & que sa tendresse pour sa famille fût toujours

On

On
prison
de guer
jour il
tielle,
& il re
se rétab
Me
je vis t
monde
La cho
la cause
sonniers
troupes
être pas
lui dis-j
sang. »
& par f
d'human
forma q
j'ai parlé
fit paroî
j'avois r
ravant,

la même,
litique. Il
& il se fl

Part

On n'ignoroit pas la situation déplorable des prisonniers qui étoient détenus dans deux vaisseaux de guerre convertis en prisons, où dès le troisième jour ils étoient atteints d'une fièvre pestilentielle, dont la plupart mouraient dans le délire, & il restoit peu d'espoir à ceux qui survivoient de se rétablir jamais parfaitement.

Me trouvant un jour à bord du Commodore, je vis sur le pont d'un petit bâtiment autant de monde qu'il me sembloit qu'il pouvoit y en avoir. La chose me parut singulière, & j'en demandai la cause. « Ce sont environ cent cinquante prisonniers échangés, me répondit un lieutenant de troupes de la marine, dont il n'en arrivera peut-être pas vingt en vie à Boston. » Pourquoi donc, lui dis-je ? — « Parce qu'ils ont la mort dans le sang. » — Je crus m'apercevoir par son langage & par son air qu'il étoit pénétré de sentimens d'humanité, & je ne me trompai point. Il m'informa qu'ils venoient d'être tirés des vaisseaux dont j'ai parlé ci-dessus. L'attendrissement extrême qu'il fit paroître, me rappella l'air de satisfaction que j'avois remarqué à terre, une demi-heure auparavant, sur le visage de certains Ecois, d'un

la même, malgré la différence d'opinions en matière politique. Il étoit persuadé que les Anglois l'emporteroient, & il se flattoit de pouvoir être utile à sa famille.

Part. III.

L

caractère diamétralement opposé à celui de cet officier. J'entendis un d'entre eux dire gaiement aux autres, tandis qu'il regardoit avec la lunette du côté des bâtimens : « Nous avons eu des hommes & nous donnons en échange des cadavres. »

Nous fûmes instruits dès le commencement de la guerre du traitement indigne qu'éprouvoient nos prisonniers; cela fut cause que plusieurs étoient d'avis qu'on ne donnât ni ne reçût aucun quartier. Il m'est arrivé plusieurs fois d'entendre des hommes d'un excellent cœur protester qu'ils ne s'enrôleroient pas à d'autres conditions. « S'il est possible, disoient-ils, de rendre nos ennemis tant soit peu humains, c'est le seul moyen, puisque nous ne pouvons nous résoudre à faire comme eux. A quoi sert la vie; lorsqu'il faut souffrir au point d'être réduit à desirer la mort? » De telles dispositions sont bien opposées *au penchant de se rendre à la première sommation.*

Cette conduite barbare cessa en grande partie au mois d'août 1779, en conséquence des démarches de M. Gérard, ministre plénipotentiaire du roi de France, auprès des Etats-Unis. Ce ministre dépêcha un exprès de Philadelphie, qui eut deux jours de conférence avec un commissaire anglois à Staten-Island. Ce qui contribua beaucoup à ce changement (à ce que l'on supposa) ce fut la nouvelle que les Anglois venoient de rece-

voir c
amirau
Saint-V
dinaire
défaite
les Fran

Ces
se renc
dans to
déclama
de la m
méchan
actions
furent p
blâme d
tois à N
de plusie
les plus
ment op
alors da
deux su
une indi
d'agréer
& la plu
d'human
simple n
Vers
condamn

voir du combat du comte d'Estaing contre les amiraux Byron & Barrington , & de la prise de Saint-Vincent & de la Grenade ; parce que d'ordinaire la modération s'éveille en eux après une défaite , autant que l'humanité & la générosité dans les François après une victoire.

Ces vérités ne détruisent pas les exceptions qui se rencontrent toujours parmi tous les peuples & dans toutes choses. J'en demande pardon à ces déclamateurs énergumènes , dévorés de la fièvre de la mysanthropie , le genre humain n'est pas aussi méchant qu'ils voudroient le faire croire. Les actions dignes d'éloges du côté de nos ennemis furent plus fréquentes que les actions dignes de blâme du côté des puissances alliées. Quand j'étois à New-York j'eus occasion d'entendre parler de plusieurs personnes distinguées par les sentimens les plus nobles , dont la conduite fut diamétralement opposée à l'esprit de ceux qui présidoient alors dans le cabinet de Saint-James. J'en citerois deux sur-tout , si je ne craignois de commettre une indiscretion. Je me contenterai de les supplier d'agréer le tribut de la reconnoissance la plus vive & la plus sincère , & je passe au récit d'un trait d'humanité & de grandeur d'ame de la part d'un simple matelot.

Vers la fin de 1777 , un capitaine françois fut condamné à mort par la cour martiale angloise

de New-York , pour avoir continué de se battre (en désespéré suivant l'opinion de la cour , & bravement au jugement de tout autre) & pour avoir tué quelqu'un , après que son bâtiment avait été abordé , & qu'il ne pouvoit plus douter , à ce que disoient ses juges , de l'impossibilité de le défendre. Le fait est que le pavillon flottoit. Un marinier anglois , la nuit qui suivit immédiatement sa sentence , & qui devoit précéder son exécution , réussit à le faire évader de la prison , non sans avoir couru de grands risques. Tous les deux étant arrivés à Williamsbourg , où se trouvoient alors beaucoup de François , dont plusieurs étoient amis du capitaine , il est aisé de concevoir que le matelot devint l'objet de leur attachement & de leur admiration. Ils le menaient par-tout comme en triomphe , & lui firent les offres les plus généreuses. Il ouvrit son ame à-peu-près de la manière suivante. « Vous êtes un brave homme , dit-il au capitaine , & votre sentence m'a paru injuste. Je me suis beaucoup exposé pour vous sauver , & ce que j'ai fait , je le ferois encore. Je n'avois pas le courage de voir périr un brave homme si misérablement. J'étois déjà affligé de la conduite que mes compatriotes tenoient à New-York , & je voulois m'en aller. Tout ce que je desire maintenant , c'est qu'on me procure les moyens de retourner en Angleterre le

plu
pût
con
ren
J
de
sent
& d
(1)
» l'
» ét
» gi
» gl
» qu
» ou
» n'y
» av
» les
» n'y
» arb

(1)
à la p
» n'éto
» men
» vous
» nime
» de b
» dign

plutôt possible, parce que je ne voudrois pas qu'on pût me soupçonner d'entretenir des sentimens contraires à ma patrie. » En conséquence, il fut renvoyé comme il le desiroit.

Je reviens à mon auteur. Après nous avoir taxé de *lâcheté*, après avoir dit, page 331, que les sentimens héroïques étoient rares parmi nous, & devenoient moins communs de jour en jour (1), Il continue ainsi ses réflexions. « Jamais » l'ivresse ne fut générale; & elle ne pouvoit » être que momentanée. De toutes les causes éner- » giques qui produisirent tant de révolutions sur le » globe, aucune n'existoit dans le nord de l'Améri- » que. Ni la religion, ni les loix n'y avoient été » outragées. Le sang des martyrs ou des citoyens » n'y avoit pas ruisselé sur des échafauds. On n'y » avoit pas insulté aux mœurs. Les manières, » les usages, aucun des objets chers aux peuples » n'y avoient été livrés au ridicule. Le pouvoir » arbitraire n'y avoit arraché aucun habitant du

(1) M. l'abbé Raynal n'étoit pas tout-à-fait de cet avis, à la page 269. « On vous avoit dit que les Américains » n'étoient qu'un vil troupeau de lâches que la moindre » menace ameneroit tremblant & consterné à tout ce qu'il » vous plairoit d'exiger. A la place des hommes pusilla- » nimes qu'on vous avoit peints & promis, vous rencontrez » de braves gens, de véritables Anglois, des concitoyens » dignes de vous. »

» sein de sa famille ou de ses amis , pour le
 » traîner dans les horreurs d'un cachot. L'ordre
 » public n'y avoit pas été interverti. Les prin-
 » cipes d'administration n'y avoient pas changé ;
 » & les maximes du gouvernement y étoient
 » toujours restées les mêmes. Tout se réduisoit
 » à savoir si la métropole avoit ou n'avoit pas
 » le droit de mettre directement ou indirectement
 » un léger impôt sur les colonies : car les griefs
 » accumulés dans le manifeste n'eurent de valeur
 » que par ce premier grief. Cette question presque
 » métaphysique , n'étoit guères propre à soule-
 » ver une multitude , ou du moins à l'intéres-
 » ser &c. »

Quand l'auteur mit au jour ses réflexions histori-
 ques , six ans d'expérience avoient démontré que
 l'*ivresse*, pour me servir de son expression , pou-
 voit être plus que inomentanée , & que bien loin
 de n'avoir jamais été générale , elle avoit tou-
 jours été presque universelle. Il est vrai que le
 pouvoir arbitraire n'avoit arraché jusqu'alors aucun
 habitant du sein de sa famille ; mais un acte du
 parlement d'Angleterre avoit ordonné qu'on le
 fît , & l'auteur auroit rendu un plus juste hom-
 mage à l'impartialité qui lui est si chère , si au
 lieu de nier qu'*aucune cause de révolution* existât
 chez eux , il avoit tenu compte aux Américains
 de ne pas avoir attendu les suites de cet acte.

Ce
 route
 lit d
 clara
 dans
 simp
 tre q
 s'y m
 valeur
 laque
 avoit
 impô
 sur la
 conv
 taphy
 clara
 faits
 dit a
 cond
 » vo
 » ap
 » av
 » m
 ment
 tant
 dans
 chere
 assez

Ce qu'il dit sur l'ordre public est absolument faux : toutes ces choses avoient changé , comme on le lit dans la déclaration d'indépendance. Cette déclaration solemnelle du congrès , dont il parle dans le passage qui vient d'être cité , comme d'un simple manifeste , lui semble apparemment n'être que de la charlatannerie , puisque *les griefs qui s'y trouvent accumulés n'eurent*, suivant lui , *d'autre valeur que par la question presque métaphysique , laquelle se réduisoit à savoir si la Grande-Bretagne avoit ou n'avoit pas le droit de mettre un léger impôt sur les colonies.* Il suffit de lire la discussion sur la véritable cause de la révolution , pour être convaincu que la question n'étoit point du tout métaphysique ; & les griefs accumulés dans la déclaration d'indépendance , sont le résultat de faits incontestables. En considérant que l'auteur dit aux Anglois , page 259 , à l'occasion de leur conduite envers les Américains : « Quand en avez-
» vous éprouvé des refus , si ce n'est lorsque leur
» appuyant la bayonnette sur la poitrine , vous leur
» avez dit : *Vos trésors ou la vie ; mourez ou soyez*
» *mes esclaves* , » il est difficile de concevoir comment de toutes les causes énergiques qui produisirent tant de révolutions sur le globe , aucune n'existoit dans le nord de l'Amérique. Où faudra-t-il donc chercher ces causes énergiques , si ce n'est pas assez d'appuyer la bayonnette sur la poitrine pour

avoir la fortune ou la vie , pour tuer les hommes ou pour les rendre esclaves ?

Cet objet est traité avec étendue dans la lettre de M. Payne. Je me contenterai d'en rapporter quelques fragmens au sujet du prétendu défaut de causes énergiques.

» M. l'abbé Raynal, dit M. Payne , en parlant de l'acte du timbre qui fut passé en 1764, l'appelle *une usurpation des droits les plus sacrés & les plus précieux des Américains* ; & par conséquent il avoue que la plus énergique de toutes les causes, c'est-à-dire , *une usurpation des droits les plus précieux & les plus sacrés* , existoit en Amérique douze ans avant la déclaration d'indépendance , & dix ans avant le commencement des hostilités , &c. »

« A la vérité , l'acte du timbre fut révoqué deux ans après qu'il eut été passé ; mais il ne tarda pas à être suivi d'un autre acte d'une bien plus grande importance , & susceptible de conséquences bien plus dangereuses , je veux parler de l'acte déclaratoire , qui , suivant son titre , attribuoit au parlement d'Angleterre le droit de lier l'Amérique dans tous les cas quelconques. »

« Si l'acte du timbre étoit *une usurpation des droits les plus précieux & les plus sacrés des Américains* , l'acte déclaratoire ne leur en laissoit plus aucuns , il renfermoit les semences toutes développées du gouvernement le plus despotique qui ait jamais

été ex
l'état d
une so
comme
conques
plus ob
comme
s'écrier
cruelle.

« C
chartes
sur la
monde
de la n
traité ,
caprice
l'autre ,
tir à f
trouvoi
du min
dans au

« Il
cette lo

(1) M
bien il e
soumise
tisme d'u

été exercé dans le monde; il plaçoit l'Amérique dans l'état du plus vil asservissement; car il demandoit une soumission absolue dans chaque chose, ou, comme l'acte le porte, *dans tous les cas quelconques*; & ce qui contribuoit à le rendre encore plus offensant, c'est qu'il paroissoit avoir été passé comme un acte de clémence: c'est ici qu'on peut s'écrier avec vérité, que *la pitié du méchant est cruelle.* »

« Cet acte ébranloit dans leurs fondemens les chartes primitives de la couronne d'Angleterre, sur la foi desquelles les émigrans de l'ancien monde s'établirent dans le nouveau. Car au mépris de la nature de ces chartes, qui, étant celles d'un traité, supposoit un concours, il les soumettoit au caprice d'une des parties, qui, sans consulter l'autre, pouvoit désormais les altérer ou les anéantir à son gré; & par-là l'état de l'Amérique se trouvoit tout-à-fait entre les mains du parlement & du ministère, sans qu'il lui restât le moindre droit dans aucun cas quelcônque (1). »

« Il n'y a point d'acte de despotisme auquel cette loi inique ne pût s'étendre, & quoique dans

(1) M. Payne a cru sans doute inutile d'observer combien il est encore plus malheureux pour une nation d'être soumise à une nation étrangère, que de l'être au despotisme d'un seul, fut-ce même un étranger.

les applications particulières, on pût être forcé quelquefois de s'accommoder aux mœurs & aux habitudes locales, le principe fondamental n'en légitimoit pas moins toute espèce de tyrannie. Il ne s'arrêtoit nulle part, & il embrassoit, dans son étendue, la vie entière de l'homme, & , si je puis m'exprimer de la sorte, une éternité de circonstances. Toute loi demande obéissance : celle-ci demandoit servitude, & sous son influence, la condition d'un Américain n'eût plus été celle d'un sujet, mais celle d'un esclave. La tyrannie s'est souvent établie sans les loix, & quelquefois même *en dépit des loix*. Mais l'histoire du monde ne fournirait pas un autre exemple des efforts qu'elle a faits pour s'établir par leur secours. C'est un outrage sanglant au gouvernement civil, & contre lequel on ne sauroit trop s'élever ».

M. l'abbé Raynal assure, page 333, que « les » Anglois & les Colons résolurent également d'em- » ployer les Sauvages à leur destruction mutuelle », & page suivante, après avoir dit que les Sauvages rejetèrent la proposition du général Carleton, il rapporte une prétendue réponse de la tribu des Onéidas aux députés des Etats-Unis. L'Auteur se trompe, le discours de la tribu des Onéidas fut une protestation, non une réponse. En voici la traduction aussi littérale qu'elle puisse être.

Disco
ind
de
tem
leur

COM
nouvel
voisina
& che
derrière
pour o
obstacle
retour
Nou
cette m
les affa
l'aide
sibleme

(1) T
(2) L
c'est po
la route
à la mo
blablem

DISCOURS des chefs & guerriers de la tribu indienne des Onéidas, aux quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre, adressé directement au gouverneur Trumbull (1), pour leur être par lui communiqué.

COMME nos jeunes frères, les Indiens de la nouvelle Angleterre, qui se sont établis dans notre voisinage, s'en vont maintenant visiter leurs amis, & chercher partie de leur famille qui est restée derrière, nous envoyons ce ceinturon (2) par eux, pour ouvrir la route, l'élargir & la dégager de tous obstacles, afin qu'ils puissent visiter leurs amis, & retourner paisiblement à leurs établissemens.

Nous, les Onéidas, nous déterminons à prendre cette mesure, à cause de la triste situation où sont les affaires de ce côté, & nous espérons qu'avec l'aide de Dieu, ils pourront aller & revenir paisiblement.

(1) Trumbull étoit gouverneur de Connecticut.

(2) Le présent du ceinturon étoit une marque d'amitié, c'est pour cela qu'ils espèrent qu'il contribuera à ouvrir la route, &c. Les métaphores entre les Sauvages sont fort à la mode, de même que les répétitions, ce qui vraisemblablement est un effet de la pauvreté de leurs langues.

Nous les recommandons instamment à votre bienveillance dans le cours de leur long voyage.

Maintenant , c'est à vous , nos frères , que nous nous adressons plus particulièrement , vous , le gouverneur & les chefs de la Nouvelle-Angleterre.

Frères , nous avons entendu parler des malheureux différens , & des grands débats qui règnent entre vous & la Vieille-Angleterre. Nous nous en sommes singulièrement étonnés , & nos esprits en sont troublés.

Frères , conservez vos esprits en paix à l'égard de nous autres Indiens. Nous ne pouvons nous mêler de cette dispute entre deux frères. Elle nous semble contre nature. Vous êtes deux frères du même sang. Nous ne voulons nous joindre à aucun parti dans une telle contestation , car nous portons une égale affection à vous deux , à la Vieille & à la Nouvelle-Angleterre. Si le grand roi d'Angleterre demande notre aide , nous le refuserons : si les Colonies le demandent , nous les refuserons de même. La position actuelle où vous vous trouvez l'un à l'égard de l'autre , vous qui êtes deux frères , est nouvelle & singulière pour nous. Nous autres Indiens , nous ne pouvons voir dans la tradition de nos ancêtres un pareil événement , ni un pareil exemple.

Frères , pour ces raisons conservez vos esprits en paix , & ne prenez point d'ombrage de ce que

nous au
de cette

Frère

nous y
moyenn
de Dieu
que le s

Frère

la paix
l'aide d
Angleter
tions to
vivions
blancs (

Frère

intention
pour qu

Nous
de la tr

(1) C
ils appe
Original

(2) L
Sauvage
l'avis de
par lesq
dont le
jouissen

nous autres Indiens nous refusons de nous mêler de cette querelle. Nous sommes pour la paix.

Frères, si c'étoit un étranger qui vous attaqué, nous y ferions attention, nous espérons que moyennant le gouvernement sage & le bon plaisir de Dieu, vos maux seront bientôt soulagés, & que le sombre nuage sera dissipé.

Frères, comme nous nous sommes déclarés pour la paix, nous vous prions de ne point rechercher l'aide de nos frères les Indiens de la Nouvelle-Angleterre. Souffrez que nous autres Indiens restions tous animés d'un même esprit, & que nous vivions en paix l'un avec l'autre; & vous, hommes blancs (1), terminez vous mêmes vos disputes.

Frères, nous venons de vous déclarer notre intention, Faites-nous le plaisir de nous écrire, pour que nous puissions connoître la vôtre.

Nous, les sachems, guerriers & gouvernantes (2) de la tribu des Onéidas, nous envoyons l'assurance

(1) Comme ils sont beaucoup plus bazanés que nous, ils appellent *Blancs* les Européens, & les Américains *Originaires d'Europe*.

(2) Le mot de *gouvernantes* est impropre. Parmi les Sauvages, personne ne commande. Tout se règle d'après l'avis de la pluralité. Le nom de *Sachems* est un de ceux par lesquels nous distinguons leurs principaux ou chefs, dont le pouvoir est proportionné au degré d'estime dont ils jouissent dans la nation ou tribu.

de notre amitié à vous nos frères le gouverneur
& tous les autres chefs de la Nouvelle-Angleterre.

Kananoorohara , 19 juin 1775.

Signé par { THOMAS YOGHTANAWA ,
ADAM OHONOORARO ,

Et dix autres chefs & guerriers de la tribu
des Onéidas.

Traduit en Anglois & écrit par Samuël Kistland ,
missionnaire.

Jusqu'à cette époque l'aide des Onéidas n'avoit
été réclamé ni par les Anglois ni par les Améri-
cains. Le chef de la tribu Shawanahac ayant déclaré
aux députés de Virginie qu'il ne pouvoit répondre
de contenir ses jeunes gens en pareilles circonf-
tances , il leur recommanda d'en laisser venir
trois ou quatre cens à notre armée , comme le
seul moyen de s'assurer qu'ils ne se réuniroient
point avec les Anglois ; les députés refusèrent
cette proposition , en les priant & leur conseillant
de rester neutres.

Il est certain que les Américains recomman-
dèrent constamment aux Sauvages la neutralité , &
il est vraisemblable que le général Carleton fit la
même chose , si l'on en juge par sa réputation.
Les autres commandans anglois n'épargnèrent rien

pour les
ils n'y r
parler d
vions-no
guerre ?
» par l'e
» apport
» & les
» ployer
Nous

foldats ;
& nos er
peu de S
que la g
furent r
les empê
pour no
marches
hordes q
eu peut-
par nos

L'autre
des sauv
de seize
des Mas
de ses d
traite av
c'est bien

pour les soulever contre nous de tous côtés , & ils n'y réussirent que trop. Quant à nous , sans parler des raisons d'humanité , quel aide pouvions-nous espérer de leur manière de faire la guerre ? L'auteur se trompe en disant : « Instruits » par l'expérience de ce que ces hordes pouvoient » apporter de poids dans la balance , les Anglois » & les Colons résolurent également de les employer à leur destruction mutuelle. »

Nous ne pouvions les lâcher que contre des soldats ; & au contraire , nos maisons , nos femmes & nos enfans étoient exposés à leurs incursions. Le peu de Sauvages qui se joignirent à nous , après que la guerre avoit déjà duré plusieurs années , furent reçus dans notre armée bien moins pour les empêcher de se joindre à nos ennemis , que pour nous servir de guides dans les longues marches qu'il nous fallut entreprendre contre les hordes qui infestoient nos frontières. Il n'y a pas eu peut-être six Anglois dans toute la guerre tués par nos Sauvages.

L'auteur termine ses réflexions sur la conduite des sauvages par le conte d'une prétendue offre de seize schelings qu'il nous fait faire par la tribu des Masphis. Ensuite notre pauvreté devient l'objet de ses dissertations , & à cette occasion il nous traite avec un mépris qui feroit presque croire que c'est bien plutôt un Crassus ou un Crésus qui parle ,

qu'un philosophe. « Le papier remplaça l'argent ;
 » Pour donner quelque dignité au nouveau gage ,
 » il fut entouré d'emblèmes qui dévoient conti-
 » nuellement rappeler aux peuples la grandeur de
 » leur entreprise , le prix inappréciable de la liberté ,
 » la nécessité d'une persévérance supérieure à toutes
 » les infortunes. L'artifice ne réussit pas. Ces ri-
 » chesses idéales furent repoussées. Plus le besoin
 » obligeoit à les multiplier , plus leur avilissement
 » croissoit. Le congrès s'indigna des affronts faits
 » à sa monnoie ; & il déclara traître à la patrie
 » tous ceux qui ne la recevoient pas comme ils
 » auroient reçu de l'or. »

Il n'est pas vrai que les *richesses idéales* fussent repoussées de la manière dont l'auteur le fait entendre , ni aussi promptement. L'histoire du papier monnoye dans la dernière partie de cet ouvrage prouvera le contraire. A l'égard de la déclaration que l'auteur prête au congrès , elle est absolument imaginaire. Quand le congrès en auroit eu l'envie , il ne l'auroit pas fait , parce qu'il n'en avoit pas le droit , & aucun corps législatif n'eut l'idée de porter une déclaration semblable.

M. l'abbé Raynal après avoir dit , page 337 , que « la Grande-Bretagne avoit intercepté la navigation des Américains avec l'Europe , avec
 » les Indes occidentales , avec tous les parages que
 » couvroient leurs navires » , ajoute : « Alors ils
 » dirent

» dirent
 » a rend
 » Tous
 » amis de
 » sans cr
 » fréquen
 » invitat

La déc
 Raynal a
 cains n'o
 par la dé
 les rois d
 cette épo

L'autre
 le courag
 à cause d
 l'ignoroit
 qu'à la
 lettre qu

L'histo
 mention
 lors instr
 il compt
 blables d
 ricains av
 Grande-L
 prise de n
 Raynal
 Part.

» dirent à l'Univers. *C'est le nom Anglois qui nous*
 » *a rendus odieux ; nous l'abjurons solennellement.*
 » *Tous les hommes sont nos frères. Nous sommes*
 » *amis de toutes les nations. Tous les pavillons peuvent*
 » *sans crainte d'insulte , se montrer sur nos côtes ,*
 » *fréquenter nos ports. On ne se rendit pas à une*
 » *invitation en apparence si séduisante. »*

La déclamation emphatique prêtée par M. l'abbé Raynal aux Américains est ridicule. Les Américains n'ont fait que profiter de la liberté acquise par la déclaration d'indépendance , liberté dont les rois de la Grande-Bretagne les privoient avant cette époque.

L'auteur assure , page 339 , que le congrès eut le courage de refuser les offres de l'Angleterre , à cause du traité conclu avec la France. Le congrès l'ignoroit à cette époque. Ce fait est prouvé jusqu'à la démonstration par M. Payne , dans sa lettre que nous avons citée plusieurs fois.

L'historien anglois , dont nous avons déjà fait mention , a cru également que le congrès étoit dès lors instruit du traité conclu avec la France , mais il compte en outre , parmi les causes vraisemblables de refus , *le peu de confiance que les Américains avoient dans la sincérité des offres de la Grande-Bretagne , & la résolution qu'ils avoient prise de ne plus jamais renoncer à la liberté.* M. l'abbé Raynal qui étoit à portée de s'assurer que ce

traité ne pouvoit pas être une des causes qui y contribuèrent , assure que ce fut la seule. « Le » congrès , les généraux , les troupes , les hommes » adroits ou hardis , qui dans chaque colonie » s'étoient saisis de l'autorité : tout avoit recouvré » sa première audace. C'étoit l'effet d'un traité » d'amitié & de commerce entre les Etats-Unis » & la cour de Versailles , signé le 6 février 1778. » Qu'il y avoit dans chaque Colonie des *hommes adroits ou hardis qui s'étoient saisis de l'autorité* , c'est ce que les ministres anglois ne cessoient de dire , & l'on conviendra qu'il étoit de leur intérêt de tâcher de le faire croire , quoiqu'ils fussent le contraire. Ce qui doit étonner , c'est que M. l'abbé Raynal l'ait cru , lui qui auroit dû par la nature seule de nos gouvernemens en concevoir l'impossibilité ; & le docteur Franklin , M. Adams , ainsi que d'autres personnes instruites , auroient pu lui dire que , parmi nous , le vrai moyen de faire le plus grand tort à sa réputation est d'employer la brigue pour parvenir aux emplois.

Examinons maintenant les motifs qui ont engagé M. l'abbé Raynal à regarder comme impossible la durée de l'union entre les nations alliées. « Est-il possible , dit-il page 364 , qu'une union » étroite puisse long-tems subsister entre des con- » fédérés d'un caractère aussi opposé que le François » emporté , dédaigneux & léger ; l'Espagnol lent ,

» hauta
» secrète
» patrie
» alliés
» penda
Que
de la ha
mitemen
d'amener
un endro
certain q
fédérées
viennent
mais cela
pas le car
comme si
ensemble
même va
Je n'en
physique
derai poin
pece de ja
il peut lui
J'obse
de la pro
d'une acc
pour nous
plus noire

hautain , jaloux & froid ; l'Américain qui tient
secrètement ses regards tournés vers sa mère-
patrie & qui se réjouiroit des désastres de ses
alliés , s'ils étoient compatibles avec son indé-
pendance ? »

Que faut-il admirer de plus dans l'auteur, ou de la hardiesse avec laquelle il nous attribue gratuitement une si noire perfidie , ou de l'affectation d'amener une critique partielle de deux nations à un endroit où elle étoit hors de saison ? Il est certain que l'union établie entre des nations confédérées est sujette à des inconvéniens qui proviennent principalement de la diversité d'intérêts ; mais cela regarde la politique des cabinets & non pas le caractère des peuples. L'auteur en parle comme si ces différentes nations avoient dû vivre ensemble dans un séminaire, ou naviguer dans le même vaisseau.

Je n'entrerais point dans une discussion métaphysique sur les attributs nationaux. Je ne demanderai point non plus à M. l'abbé Raynal, quel es-
pece de jalousie il suppose à l'Espagnol, ni comment il peut lui attribuer un caractère froid.

J'observerai seulement que, sans être étayé de la probabilité la plus légère, il nous charge d'une accusation qui, si elle étoit juste, suffiroit pour nous mériter le reproche de l'ingratitude la plus noire.

Mais quand notre indépendance auroit été alors établie, quand nous aurions été capables d'une perfidie de cette nature, nous n'aurions pu *nous réjouir des désastres de nos alliés*, sans avoir perdu l'esprit; car malgré l'établissement de notre indépendance, il est facile de concevoir que nous sommes très-intéressés à rester constamment unis avec la France, & à conserver le moins de relations possibles avec la Grande-Bretagne. Il ne faudra pas moins d'une nouvelle génération pour faire perdre à la Grande-Bretagne tout espoir de reconquérir l'Amérique. La France est la seule puissance qui puisse nous soutenir avec succès en cas de besoin. Nous ne pouvons nous flatter de prospérer, si nous n'adoptons l'économie la plus stricte. Il seroit difficile de résister à la tentation de se procurer les articles de luxe anglois avec lesquels une longue habitude nous a familiarisés: mais il ne le sera point de se passer de ceux de France que nous connoissons à peine. Enfin les raisons que nous avons pour nous éloigner de la Grande-Bretagne, & pour conserver nos liaisons avec la France, sont aussi nombreuses qu'importantes, & elles n'échapperont point à quiconque connoît le caractère, les intérêts & les vues des trois nations.

Cette défunion que M. l'abbé Raynal prédit aux nations alliées, & cette antipathie qu'il leur prête, sont autant de fruits de son imagina-

tion
diffé
fait
cain
&
beau
elles
affect

Q
teste
on f
Amé
pand
velle
ricai
nos
s'occ
leur
la n
& n
amè
patri
du r
m'et
Ray

(1)

tion. Cette union n'a pas souffert le moindre refroidissement. Les Espagnols & les François se sont parfaitement accordés. Il en est de même des Américains à l'égard des Espagnols. Les troupes françoises & américaines se sont témoigné réciproquement beaucoup d'égards, & dans toutes les circonstances elles se sont donné des preuves d'une sincère affection (1).

Quant à la sympathie nationale, deux faits l'attestent d'une manière bien convaincante. En France, on fut désolé de la prise de Charles-Town. En Amérique, la malheureuse affaire du 12 avril répandit une consternation universelle. A la nouvelle du premier événement, l'ardeur des Américains ne fit que s'accroître, tandis que ceux de nos compatriotes qui se trouvoient en France s'occupoient à consoler nos amis & nos alliés, en leur prédisant les bons effets de cette catastrophe. A la nouvelle de la journée du 12 avril, l'air triste & morne des Américains annonçoit la douleur amère dont leur cœur étoit accablé, tandis que le patriotisme françois se préparoit de tous les bouts du royaume à en réparer les dommages. Je pourrois m'étendre bien plus sur le passage de M. l'abbé Raynal que je viens de citer. Mais le lecteur verra

(1) V. L. M.



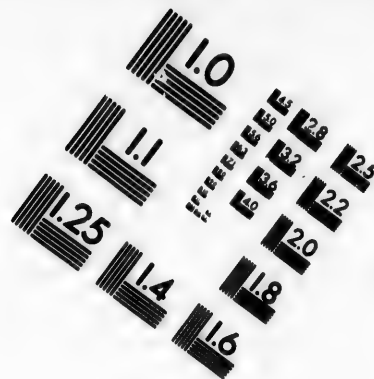
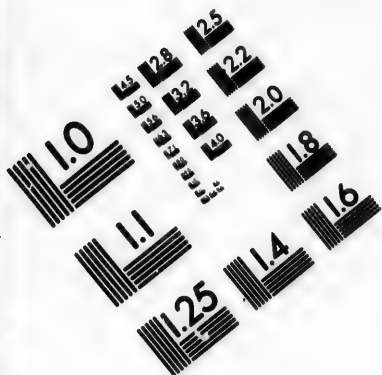
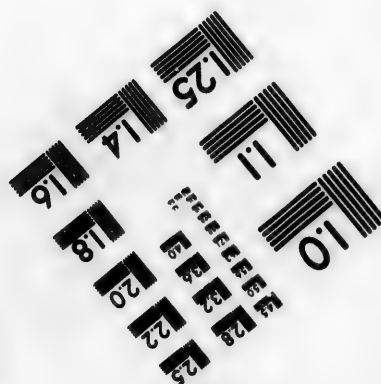
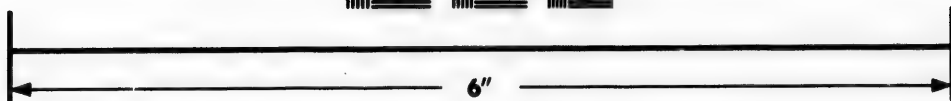
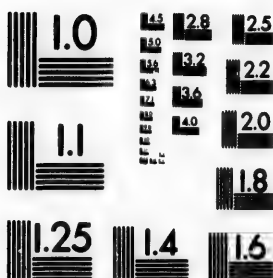


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

**23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503**

1.5 1.8 2.0 2.2 2.5
2.8 3.2 3.6 4.0

10
0.1

certainement avec plus de plaisir ce qu'en a dit M. Payne.

« En général le monde accueille avec plaisir ces portraits bizarres , que l'inimitié trace à la hâte , & répand par vengeance ou seulement par malignité ; mais ces misérables jeux d'un esprit léger sont toujours au-dessous de la gravité d'un philosophe , surtout s'il lui arrive de s'y livrer sans provocation , & si , loin d'être utiles , ils peuvent au contraire causer beaucoup de mal. Sans doute M. l'abbé Raynal auroit pu peindre de couleurs imaginaires les différens caractères de tous les peuples du monde qui peuvent à leur tour représenter le sien chacun à sa mode , jusqu'à ce que dans cette guerre d'esprit les véritables traits caractéristiques se trouvent entièrement perdus. La gaieté d'une nation & la gravité d'une autre peuvent être tellement défigurées par une peinture exagérée que ce tableau dégénère en une charge grossière , dont le ridicule se répand jusques sur le peintre. »

« Pourquoi M. l'abbé Raynal n'examine-t-il pas un peu plus attentivement le mérite de chaque nation & ne lui rend-il pas hommage ? Pourquoi , par exemple , ne s'arrête-t-il pas avec plaisir sur cette grandeur de caractère , & ce désintéressement que la France a toujours développés dans le cours de ses conquêtes , & que l'Angleterre même s'est vue contrainte d'avouer ? »

“
citer
font
dans
nité
la co
confi
les o
comm
dans
s'est

“
culpa
par se
du m
du re
d'atta
de le
faire
l'agre
n'avo
moye
l'inju
de se
imput
même

“
glecter

« Il est un objet du moins , & l'on en pourroit citer beaucoup d'autres , sur lequel les alliés se sont constamment unis : je parle de l'humanité dans la manière de traiter leurs ennemis , humanité qu'ils ont déployée à l'envi. L'Espagne dans la conquête de Minorque & des îles de Bahama confirme parfaitement cette remarque : & malgré les outrages qu'avoit reçus l'Amérique depuis le commencement de la guerre , elle n'a pas varié dans son plan de modération. L'Angleterre seule s'est montrée insolente & cruelle. »

« Mais pourquoi charger l'Amérique d'une inculpation qu'elle n'a méritée ni par sa conduite ni par ses principes , & qui la déshonorerait aux yeux du monde , si elle étoit prouvée ? Je veux parler du reproche que lui fait l'auteur de manquer d'attachement pour ses alliés & de se réjouir de leurs pertes. Elle s'est efforcée à la vérité de faire connoître au monde que , loin d'avoir été l'agresseur dans sa querelle avec l'Angleterre , elle n'avoit au contraire ni cherché , ni souhaité les moyens de rompre ; mais il y auroit à la fois de l'injustice & de la cruauté à s'autoriser de la candeur de ses aveux , pour flétrir son caractère par des imputations qu'on ne peut fonder que sur ces mêmes aveux. »

« Le refus qu'elle fit des propositions de l'Angleterre en 1778 , avant d'être informée du traité

conclu avec la France, s'accorde-t-il avec la peinture que M. l'abbé Raynal fait de ses dispositions ? Une seule circonstance tirée de sa conduite depuis ce tems peut-elle justifier ce qu'il avance ? mais il existe une autre preuve de l'espèce la plus forte en faveur de notre innocence, c'est que, parmi toutes les lettres, soit officielles soit particulières, qui furent prises en différens tems dans les différentes parties de l'Amérique, & publiées à York-Town (1), il ne s'en trouve aucune sur laquelle on puisse établir les reproches qu'on nous fait. »

« Nous ne vivons point sous un de ces gouvernemens qui restreignent la liberté de parler. Si donc on s'observe parmi nous sur quelques sujets, ce ne peut être que par la crainte d'encourir le ressentiment du peuple. Or je demande à présent sur quelle base peuvent porter les reproches de M. l'abbé Raynal, puisque la disposition générale est telle en Amérique qu'il seroit dangereux d'y montrer les moindres signes de joie à l'occasion des malheurs de nos alliés, & puisque d'ailleurs on n'a pu trouver dans nos lettres, soit publiques soit particulières, aucune raison pour justifier de semblables soupçons ? J'ignore quelles personnes cet auteur voyoit en France ; mais que je fais, c'est que

(1) York-Town étoit alors entre les mains des Anglois, & l'armée de Cornwallis occupoit cette place.

le co
s'acco

Des
à
U

L
de fa
craint
les n
diciab
garde
maxim
tradiç
porter
de dé
mens
mérit

«
» à
» rat
» dé
» pe

le compte qu'il rend des affaires d'Amérique ne s'accorde en rien avec la vérité. »

CHAPITRE XI.

Des avis que M. l'abbé Raynal donne à la France , à l'Espagne & aux États-Unis.

LE zèle de M. l'abbé Raynal pour la prospérité de sa patrie s'étend jusqu'à l'Espagne, & dans la crainte que les liaisons de ces deux puissances avec les nouvelles républiques ne leur soient préjudiciables, il se donne la peine de les mettre en garde ; mais comme ses réflexions, ainsi que ses maximes, sont pour la plupart remplies de contradictions ou d'obscurité, il est à propos de rapporter en entier le texte qui les renferme, afin de découvrir, s'il est possible, les véritables sentimens de l'auteur, & de les apprécier suivant leur mérite.

« Les Etats-Unis, dit-il, page 369, ont montré
» à découvert le projet d'attirer à leur confédé-
» ration toute l'Amérique septentrionale. Plusieurs
» démarches, celle en particulier d'inviter les
» peuples du Canada à la rébellion, ont dû faire

» croire que c'étoit aussi le vœu de la France. On
» peut soupçonner l'Espagne d'avoir également
» adopté cette idée. »

» La conduite des provinces qui ont secoué le
» joug de la Grande-Bretagne est simple , & telle
» qu'il falloit l'attendre. Mais leurs alliés ne
» manqueroient-ils pas de prévoyance, s'ils avoient
» réellement le même système ? »

» Le nouvel hémisphère doit se détacher un
» jour de l'ancien. Ce grand déchirement est
» préparé en Europe par la fermentation & le
» choc de nos opinions ; par le renversement de
» nos droits , qui faisoient notre courage ; par le
» luxe de nos cours & la misère de nos campagnes ;
» par la haine , à jamais durable , entre des hommes
» lâches qui possèdent tout , & des hommes ro-
» bustes , vertueux même , qui n'ont plus rien à
» perdre que la vie. Il est préparé en Amérique
» par l'accroissement de la population , des cultures ,
» de l'industrie & des lumières. Tout achemine
» à cette scission , & le progrès du mal dans un
» monde , & le progrès du bien dans l'autre. »

» Mais peut-il convenir à l'Espagne & à la
» France , dont les possessions dans le nouvel hé-
» misphère sont une source inépuisable de richesses , leur peut-il convenir de précipiter ce
» déchirement ? Or , c'est ce qui arriveroit , si tout

» le nord de ces régions étoit assujetti aux mêmes
» loix, ou lié par des intérêts communs. »

» A peine la liberté de ce vaste continent
» seroit-elle assurée, qu'il deviendrait l'asyle de
» tout ce qu'on voit parmi nous d'hommes in-
» triguans, séditieux, flétris ou ruinés. La culture,
» les arts, le commerce ne seroient pas la ressource
» des réfugiés de ce caractère. Il leur faudroit
» une vie moins laborieuse & plus agitée. Ce
» génie, également éloigné du travail & du repos,
» se tourneroit vers les conquêtes; & une pas-
» sion qui a tant d'attraits subjugueroit aisé-
» ment les premiers colons, détournés de leurs
» anciens travaux par une longue guerre. Le
» nouveau peuple auroit achevé les préparatifs
» de ses invasions, avant que le bruit en eût été
» porté dans nos climats. Il choisiroit ses enne-
» mis, le champ & le moment de ses victoires.
» Sa foudre tomberoit toujours sur des mers
» sans défense, ou sur des côtes prises au dé-
» pourvu. Dans peu, les provinces du midi de-
» viendroient la proie de celles du nord, &
» suppléeroient par la richesse de leurs produc-
» tions à la médiocrité des leurs. Peut-être même,
» les possessions de nos monarchies absolues bri-
» gueroient-elles d'entrer dans la confédération des
» peuples libres, ou se détacheroient-elles de
» l'Europe pour n'appartenir qu'à elles-mêmes. »

» Le parti que doivent prendre les cours de
» Madrid & de Versailles, s'il leur est libre de
» choisir , c'est de laisser subsister dans le nord
» de l'Amérique deux puissances qui s'observent ,
» qui se contiennent , qui se balancent. Alors
» des siècles s'écouleront , avant que l'Angleterre
» & les républiques formées à ses dépens se rap-
» prochent. Cette défiance réciproque les empêchera
» de rien entreprendre au loin ; & les établisse-
» mens des autres nations, dans le nouveau-monde,
» jouiront d'une tranquillité, qui jusqu'à nos jours
» a été si souvent troublée. »

Si M. l'abbé Raynal n'a fait aucune difficulté de déclarer nos intentions, comme s'il eût parlé de faits avérés , on pourroit aussi risquer de deviner les siennes , sans crainte d'être taxés d'indiscrétion. M. Payne observe que l'auteur, « nonobstant ses protestations en faveur de la liberté , ne laisse pas de s'oublier quelquefois , & qu'on apperçoit que sa théorie est plutôt le produit de son imagination que de son jugement. »

Cette émigration que l'auteur fait faire aux hommes intriguans , séditionnaires , flétris ou ruinés , & cet esprit prophétique par lequel il apperçoit cette chaîne de circonstances qui se succèdent avec tant de facilité , sont des prodiges auxquels on ne s'accoutume pas aussi facilement. Est-ce la philosophie ou la politique , ou toutes les deux qui

l'ont
pagn
hém
dit-i
par
Il
ne p
septe
subsy
Pa
phér
ne f
métr
un a
idée
» pr
» jo
» ce
» ro
» n
poin
ce v
l'af
mes
faut
d'y
une
le

l'ont engagé à conseiller à la France & à l'Espagne de retarder le *grand déchirement du nouvel hémisphère de l'ancien*, quoiqu'il soit préparé, dit-il, *par le progrès du mal dans l'ancien, & par le progrès du bien dans le nouveau?*

Il veut, si l'on est maître du choix, qu'on ne permette pas à tout le continent de l'Amérique septentrionale de devenir libre, & qu'on y *laisse subsister deux puissances qui s'observent, &c.*

Par ses descriptions des maux de l'ancien hémisphère & des biens du nouveau, descriptions qui ne sont pas d'ailleurs tracées avec la règle géométrique, il considère le nouveau-monde comme un asyle pour les malheureux, & il confirme son idée d'une manière positive, page 379 : « L'oppression & l'intolérance y pouissoient tous les jours de nouveaux habitans. La guerre a fermé ce refuge aux malheureux : mais la paix le leur rouvrira ; & ils s'y rendront en plus grand nombre que jamais. » Donc si l'auteur ne s'est point trompé en disant : *A peine la liberté de ce vaste continent seroit-elle assurée, il deviendrait l'asyle de tout ce qu'on voit parmi nous d'hommes intriguans, séditieux, flétris ou ruinés* : il faut entendre que les malheureux s'empresseront d'y aller, tant que la liberté n'existera que sur une partie du continent, mais qu'aussi-tôt que tout le continent sera libre, il ne sera plus que l'a-

syle de la canaille. Si ce n'est pas là son idée, ses expressions n'ont aucun sens, & si c'est son idée, au moins auroit-il dû nous indiquer les raisons d'une attraction si particulière.

Pour intimider la France, & encore plus l'Espagne, l'auteur réunit à son aise sur le continent d'Amérique tout ce qu'il voit d'*hommes intriguans*, &c. & tout cela s'exécute si promptement, qu'avant que le bruit en soit porté dans nos climats, déjà le nouveau peuple a acquis une supériorité décidée sur les anciens habitans, déjà sa foudre est tombée sur des mers sans défense, & enfin il s'est assuré la conquête de l'Amérique méridionale. Sans doute quand l'auteur a prophétisé le passage de cette nombreuse canaille, il songeoit aux invasions des Huns & des Vandales, & il avoit oublié le petit lac sans pont qui sépare l'Amérique de l'Europe.

On ne peut s'empêcher d'admirer l'effort d'imagination qu'a dû faire l'auteur pour se créer des labyrinthes aussi tortueux qu'immenses, dans lesquels le bruit des prétendues entreprises se perdra nécessairement, afin que le nouveau peuple ait le tems de construire des vaisseaux & d'équiper des flottes, & qu'il puisse alors faire *tomber sa foudre* sur des mers sans défense, débarquer ses armées sur des côtes prises au dépourvu, & con-

quéri
qu'on

M
de de
tourn

" Qu

" sen

" l'u

" ces

" un

" de

" la

" ni

" en

" mi

Por

terne

bute

" ent

" Le

" à l

" tés

" bre

ment

Les

répliq

tout l

milles

quérir l'Amérique méridionale, le tout avant qu'on en sache rien en Europe.

M. l'abbé Raynal, après avoir eu la charité de donner ses conseils à la France & à l'Espagne, tourne son œil bienfaisant vers les Etats-Unis.

« Que les vrais amis des Américains y réfléchissent, dit-il, page 373, & ils trouveront que l'unique moyen de prévenir les troubles parmi ces peuples, c'est de laisser sur leurs frontières un rival puissant & toujours disposé à profiter de leurs dissensions. » — « Celui qui détruisit la liberté romaine, lit-on plus bas, ce ne fut, ni Sylla, ni César; ce fut le premier Caton, en allumant dans le sénat les flambeaux qui mirent Carthage en cendre. »

Pour amener l'occasion d'exercer ses soins paternels, & de placer ce trait d'érudition, il débute de la sorte: « Il règne une grande jalousie entre les contrées du nord & celles du midi. Les principes politiques varient d'une rivière à l'autre. On remarque de grandes animosités entre les citoyens d'une ville, entre les membres d'une famille. » La vérité se trouve précisément du côté opposé.

Les constitutions des treize états prouvent sans réplique que les principes politiques sont partout les mêmes. L'union qui règne dans les familles est telle que les Européens ne se lassent

point de l'admirer. La jalousie qu'entretenoit anciennement entre les colonies la politique du gouvernement anglois , étoit éteinte par-tout plusieurs années avant la révolution. L'union des états est fondée non-seulement sur la saine politique , mais aussi sur l'affection pour ainsi dire fraternelle des citoyens de chaque état depuis New - Hamshire jusqu'à la Géorgie, & cette dernière base est encore plus solide que la première.

M. l'abbé Raynal termine ses réflexions sur les Etats-Unis de la manière suivante. Après avoir jeté quelques idées sur les sentimens que réveille la cause de la liberté , sur l'intérêt que les Américains ont inspiré en Europe , & après avoir dit : « Nos imaginations se sont enflammées pour eux : » il expose la facilité de se créer des illusions , contre lesquelles *s'arme le courage philosophique* , comme le lecteur pourra en juger dans le chapitre suivant.

Ensuite il mesure l'espace que les treize républiques occupent , ce qu'il ne fait pas avec une extrême exactitude , parce qu'il n'a pas voulu sans doute perdre son tems à lire ces diplômes dont il nous parle si souvent , non plus qu'à regarder les cartes de géographie. Il nous donne une description détaillée de la qualité du sol , telle que si elle étoit juste les Américains devroient songer à changer de pays. Il nous dit que » si dix millions d'hommes
» trouvent

» tro
» pr
» pr
» qu
» non
» craine
» lux
» lo
on au
se tro
usage
reur
sur be
dans l
lité d
pulari
poséd
1732
suppo
toire

Pa

» trouvent jamais une subsistance assurée dans ces
» provinces , ce sera beaucoup : qu'à peu de chose
» près , le pays pourra se suffire à lui-même , pourvu
» que ses habitans sachent être heureux par l'éco-
» nomie & la médiocrité ». Enfin il nous avertit de
craindre l'abondance de l'or « qui apporte avec le
» luxe la corruption des mœurs , le mépris des
» loix. » En admettant sa description du pays ,
on aura peine à concevoir que nos descendans
se trouvent jamais dans le cas de pouvoir faire
usage de son avis. Heureusement pour nous l'au-
teur ne se trompe pas moins sur ce point que
sur beaucoup d'autres. Le lecteur en a vu la preuve
dans le chapitre VIII , où l'on a parlé de la qua-
lité du sol avec assez d'étendue. Quant à la po-
pulation, la Géorgie seule, avec le territoire qu'elle
possède actuellement , en vertu de la charte de
1732 , pourroit nourrir les dix millions qu'il
suppose pouvoir à peine subsister sur tout le terri-
toire des Etats-Unis.



CHAPITRE XII.

Des contradictions de M. l'abbé Raynal.

L'AUTEUR qui, comme nous l'avons vu, se réjouit de voir *r'ouvrir en Amérique un asyle aux malheureux*, parle ailleurs des pauvres Européens qui s'engagent pour quelques années de service, comme s'ils étoient menés en esclavage dans des déserts plus affreux que ceux de la Sibérie. Il déplore sur-tout le sort des pauvres Allemands qui, après avoir été amorcés, dit-il, par des flatteries insidieuses, sont aussi-tôt conduits à Amsterdam & à Rotterdam, & de-là embarqués. « L'Amérique, » (lit-on page 179) forme des recrues pour la » culture, comme les princes pour la guerre, » avec les mêmes artifices, mais un but moins » honnête & peut-être plus inhumain : car qui fait » le rapport de ceux qui meurent & de ceux qui » survivent à leurs espérances ! L'illusion se perpétue en Europe, par l'attention qu'on a de supprimer les lettres qui pourroient dévoiler un » mystère d'imposture & d'iniquité, trop bien couvert par l'intérêt qui en est l'inventeur. »

L'Amérique ne forme point de recrues en Europe,

& e
jour
pauv
ver
soins
servi
l'inté
louab
mand
& ser
Ils fo
tems
dent
ceux
même
le seul
présen
de voi
eux-m
il est
sembla
pour f
supprim
contre
droits
par des
servoie

& elle n'y en a jamais formé ; mais elle a toujours reçu & traité avec la plus grande humanité les pauvres Européens. Il seroit fort difficile de trouver des maîtres qui n'aient pas employé quelques soins pour faire parvenir les lettres écrites par leurs serviteurs à leurs parens ou à leurs amis. En cela l'intérêt pouvoit bien s'unir avec des motifs plus louables. En voici la raison. Les serviteurs Allemands se contentent d'un traitement modéré, & sentent le prix des égards de leurs maîtres. Ils font leur devoir, envisagent avec plaisir le tems où ils seront libres possesseurs, & l'attendent avec patience. Ils ne ressemblent point à ceux qui prétendent passer tout-à-coup d'une extrême misère à une aisance indépendante, pour le seul mérite d'honorer le nouveau-monde de leur présence. Les colons ont donc la double satisfaction de voir leurs serviteurs heureux, & de jouir eux-mêmes du fruit de leurs services, & de-là il est assez naturel qu'ils en désirent encore de semblables, & qu'ils prennent la peine nécessaire pour faire tenir leurs lettres, bien loin de les supprimer, comme M. l'abbé Raynal le suppose contre toute vraisemblance. S'il alloit dans les endroits d'Amérique qui sont habités particulièrement par des Allemands, il apprendroit que ces lettres servoient à faire prendre à leurs compatriotes le parti

d'émigrer , bien plus que les artifices des prétendus recruteurs.

Lorsque l'armée du général Burgoyne étoit prisonnière en Virginie , nous assignâmes aux officiers allemands , afin qu'ils fussent plus commodément , deux comtés où une partie des habitans est originaire d'Allemagne. Les soldats de cette nation , qui eurent l'occasion de converser avec leurs anciens compatriotes , se décidèrent à faire tout leur possible pour rester en Amérique , & inspirèrent la même résolution à leurs camarades. Leurs officiers dirent combien ils en perdirent , surtout lorsque vint le moment de se rembarquer , malgré toutes les précautions qu'ils prirent pour empêcher la désertion. D'ailleurs il se trouve actuellement en Europe assez de personnes , qui ont vu & entendu en Amérique tout le contraire de ce que porte le passage que nous venons de citer.

M. le comte de Deux-Ponts s'est trouvé dans plusieurs comtés de Pensylvanie , où les descendants de ceux qui ont si fortement ému la sensibilité de l'auteur , possèdent toutes les choses nécessaires à la vie , & même plusieurs objets de luxe. Ils conservent leurs usages à un tel point , qu'un Allemand qui ne fait qu'arriver d'Europe , s'aperçoit à peine qu'il est sorti d'Allemagne.

Quant aux expressions que renferme ce passage ,

on p
de l'
à ce
dessu
qu'il

Le
toire
quell
à ne
sans
conte
font
une i

Pa
anglo

» con

Pa
à l'ép

conféc
toit e

» a le

» loi

» vou

» pou

(1)
éprouv
heureux

on peut assurer qu'on y reconnoît le style favori de l'auteur. On voit qu'il n'a pas voulu déplaire à ceux qui mettent l'éloquence foudroyante au-dessus d'un raisonnement simple, quelque juste qu'il soit.

Les contradictions que j'ai trouvées dans l'histoire philosophique sur toutes les matières auxquelles j'ai donné quelque attention, sont de nature à ne pouvoir être regardées comme volontaires, sans supposer que le but de l'auteur a été de contenter tous les goûts. Les passages suivans, qui sont tous relatifs au même sujet, en donneront une idée suffisante.

Page 189, tome 9, l'auteur appelle la législation angloise, « la législation la plus heureusement combinée qui ait jamais existé. » :

Page 266, il adresse ces paroles aux Anglois à l'époque du commencement des troubles, & par conséquent tandis que l'ancien gouvernement subsistait encore en Amérique. « Le Roi d'Angleterre » a le pouvoir négatif. On n'y sauroit publier une » loi sans son consentement. Ce pouvoir dont » vous éprouvez chaque jour l'inconvénient (1), » pourquoi les Américains le lui accorderoient-ils

(1) Il est bien surprenant qu'un inconvénient qu'on éprouve chaque jour, soit dans la législation la plus heureusement combinée qui ait jamais existé.

» chez eux ? Seroit-ce pour l'en dépouiller un jour ;
 » les armes à la main , comme il vous arrivera ,
 » si votre gouvernement se perfectionne ? Quel
 » avantage trouvez-vous à les assujettir à une conf-
 » titution vicieuse ? »

Outre qu'il est impossible de concilier l'idée d'une *constitution vicieuse* avec celle de la *législation la plus heureusement combinée* , les questions que l'auteur fait aux Anglois , prouvent qu'il est persuadé que les anciennes constitutions des Américains étoient exemptes des vices de la constitution angloise. Voyons comment cela s'accorde avec ce qui suit , & si ce qui suit s'accorde avec la *législation la plus heureusement combinée*.

Page 208 : « Les colonies Angloises se ressentent à cet égard du vice radical , inhérent à l'ancienne constitution de leur métropole , » & page 209 il dit , après avoir parlé des défauts des loix angloises : « Par leur dépendance & leur ignorance , » les colonies ont aveuglément adopté cette masse » informe & mal digérée , dont le poids accabloit » leur ancienne patrie. »

Ailleurs il en parle comme si c'étoit des modèles de législation. Page 199 , après avoir expliqué de quelle manière se forment les bons gouvernemens , il conclut ainsi : « De-là toutes les » formes de gouvernement, que les Anglois, libres » & penseurs, ont établies dans l'Amérique septen-

» trionale ; » Mais trois pages plus bas , il se contredit formellement. Ce ne sont plus les mêmes constitutions , ce ne sont plus les mêmes fondateurs. « Cette diversité de gouvernement n'est pas » l'ouvrage de la métropole. On n'y voit pas la » marche d'une législation raisonnée , uniforme » & régulière. C'est le hasard , le climat ; ce sont » les préjugés du tems & des fondateurs , qui » ont enfanté cette variété bizarre des constitutions. » Ce n'est pas à des hommes jetés par la fortune » sur des plages désertes , qu'il appartient de » former une législation. »

A la page 266 , l'auteur est persuadé , comme on l'a vu , que les constitutions d'Amérique n'accordoient point au roi d'Angleterre le droit négatif ; & page 293 , il fait dire aux Américains , par l'ouvrage intitulé *le Sens Commun* , au sujet des anciennes constitutions des colonies : « Ne » vous souvenez-vous plus que toute législation » est soumise au droit négatif du monarque qui » veut vous subjuguier ? » Enfin , il remarque lui-même , page 201 , que les colonies de Connecticut & de Rhode-Island , « font toutes les loix qu'elles » jugent à propos , sans qu'elles aient besoin de » l'approbation du monarque , sans qu'il ait le » droit de les annuler. » Ce qui suppose que les onze autres étoient soumises au droit négatif , qu'effectivement le roi avoit & exerçoit.

Une telle exactitude peut-elle autoriser un écrivain à monter en chaire pour donner des avis aux princes & aux nations, & pour censurer la conduite des gouvernemens d'un ton sévère & dogmatique ? L'intention de l'auteur, suivant ce qu'il dit & répète fréquemment, est d'instruire non-seulement ses contemporains, mais de plus la postérité, & de les mettre en garde contre les pièges qu'on leur tend. « Faut-il révéler aux » nations les trames qui se forment contre leur » liberté (dit-il page 180.) ? » Il va élever un autel à la vérité, comme étant sa divinité tutélaire, & la seule qui conduise sa plume foudroyante. « Notre devoir (dit-il page 375) est de combattre » tout préjugé, même celui qui seroit le plus » conforme au vœu de notre cœur. Il s'agit avant » tout d'être vrais, & de ne pas trahir cette » conscience pure & droite qui préside à nos » écrits & nous dicte tous nos jugemens. Dans » ce moment, peut-être, nous ne serons pas » crus : mais une conjecture hardie qui se vérifie au bout de plusieurs siècles fait plus d'honneur à l'historien, qu'une longue suite de faits dont le récit ne peut être contesté ; & je » n'écris pas seulement pour mes contemporains » qui ne me survivront que de quelques années. » Encore quelques révolutions du soleil : eux & moi, nous ne serons plus. Mais je livre mes

» idé
» me

Il
d'atte
l'Hist
atten
évène
diffic
On p
impo
que l
de ré
rique
difen
qu'ils

Je
granc
l'Hist
qu'on
micro
conte
extra
corrig
de la
la pa
qu'ell
le re
titre.

» idées à la postérité & au tems, c'est à eux à
» me juger. »

Il ne paroît pas vraiment qu'il soit nécessaire d'attendre des siècles pour juger du mérite de l'Histoire Philosophique. Pour peu qu'on fasse attention à la manière dont l'auteur a parlé des évènements passés & des affaires présentes, il sera difficile de compter beaucoup sur ses prophéties. On pensera plutôt que ce langage est propre à en imposer aux lecteurs superficiels, & l'on conviendra que les vrais philosophes, au lieu de protester & de répéter souvent dans les termes les plus emphatiques, que leur seul but est de dire la vérité, la disent toujours sans en faire ostentation, persuadés qu'ils ne font que remplir leur devoir.

Je ne me permettrai aucune observation sur la grande variété de styles, qu'on rencontre dans l'Histoire Philosophique, & sur l'extrême différence qu'on apperçoit entr'eux. Il n'est pas besoin de microscope pour en distinguer les couleurs. Je me contenterai de dire qu'il ne faut pas une attention extraordinaire pour voir que si l'on vouloit en corriger toutes les contradictions, on seroit obligé de la refondre entièrement, & que quiconque aura la patience d'approfondir le dédale inextricable qu'elle renferme, finira par être convaincu que le remède le plus simple seroit d'en changer le titre.

C O N C L U S I O N .

M. PAINE dans la lettre que nous avons déjà citée plusieurs fois , prend congé de l'auteur en disant : « J'aurois désiré de tout mon cœur que l'ouvrage de M. l'abbé Raynal n'eût pu me fournir que des sujets d'éloges ; mais les idées fausses qu'il contient , & les impressions dangereuses que peuvent laisser ces idées , me serviront d'apologie , & justifieront la liberté de mes remarques. »

Pour donner une idée des conséquences que peuvent entraîner les erreurs d'un écrivain célèbre, j'en citerai quelques-unes que l'auteur anonyme de *l'Histoire Impartiale* doit certainement à M. l'abbé Raynal , puisqu'elles ne lui ont coûté que la peine de les copier.

M. l'abbé Raynal dit , tome 8 , page 474 , en parlant de la Nouvelle-Angleterre : « Cette colonie » n'a pas moins de trois cens milles sur le bord » de la mer , & s'étend à plus de cinquante milles » dans les terres. »

« La Nouvelle-Angleterre , dit l'auteur de *l'Histoire Impartiale* à la page 59 , du *coup d'œil* , n'a » pas moins de trois cens milles sur le bord de la

» me
» res
L
états
& C
dép
qu'à
fait
huit
Q
les t
Pari
que
cong
beau
moir
M
» lo
» étr
»
» n'
» de
I
elle
s'éte
côte
tend
gran

» mer , & s'étend à plus de cinquante dans les
» terres. »

La Nouvelle-Angleterre , qui contient quatre états , New-Hamshire , Massachusets , Rhode-Island & Connecticut , s'étend sur le bord de la mer depuis les frontières de l'état de New-York , jusqu'à l'embouchure du fleuve Saint-Croix , ce qui fait cinq cens soixante milles. Le mille est de huit cens vingt-six toises.

Quant à son étendue vers l'occident , ou *dans les terres* , elle n'étoit bornée , suivant le traité de Paris , que par le Mississipy. Depuis la cession que l'état de Massachusets a fait *du territoire* au congrès , le 19 avril 1783 , elle est diminuée de beaucoup , mais encore actuellement elle n'a pas moins de cent vingt milles de tous les côtés.

M. l'abbé Raynal dit , page 488 , que « la colonie de la Nouvelle-York occupe un espace » étroit de vingt milles sur le bord de la mer.

» La Nouvelle-York , dit l'autre à la page 67 , » n'occupe sur le bord de la mer qu'un espace » de vingt milles. »

L'Isle-Longue fait partie maintenant , comme elle a toujours fait , de l'état de New-York , & s'étend à plus de cent milles sur l'Atlantique. Les côtes qui bordent le continent de cet état s'étendent jusqu'à près de cinquante milles sur ce grand amas d'eau , qui , par le moyen de l'île ,

forme un port très-long & très-vaste , & communique avec l'Atlantique aux deux extrémités de cette île.

L'auteur de l'Histoire Philosophique dit , tom. 9, pag. 21 , en parlant de la Pensylvanie , que « sa » profondeur n'a d'autres limites que celles de sa » population & de sa culture. »

L'auteur de l'Histoire Impartiale répète , page 77 : « La profondeur de la Pensylvanie n'a d'autres » limites que celles de sa population & de sa culture. »

L'étendue du côté de l'occident , ou la profondeur de la Pensylvanie , a toujours été , comme elle est à présent , de cinq degrés de longitude. Peut-il être de limites mieux déterminées ?

M. l'abbé Raynal dit , page 28 : « Au commencement de 1774 , cet établissement comptoit » trois cens cinquante mille habitans , suivant le » calcul du congrès général.

» Suivant le calcul du congrès général , répète » l'anonyme page 76 , elle portoit sa population » à trois cens cinquante mille habitans. »

Dans le premier calcul conjectural que fit le congrès le 22 juin 1775 , & non pas au commencement de 1774 , le nombre des habitans de la Pensylvanie fut évalué à trois cens mille , & dans

le f
mille
O
« Ph
» lav
C
« Ph
» de
L
l'ann
mille
N
la m
» 17
«
» vi
C
ricai
n'y e
L
52,
» br
» à
L
« O
» bi
E

le second le 18 avril 1783, à trois cens vingt mille.

On lit dans l'Histoire Philosophique, page 38 :
« Philadelphie est située au confluent de la Delaware & du Schuylkill. »

On lit dans l'Histoire Impartiale, page 78 :
« Philadelphie située au confluent du Schuylkill & de la Delaware. »

L'auteur de ces observations vit Philadelphie l'année passée : elle étoit alors située environ sept milles plus haut.

M. l'abbé Raynal dit page 43, en parlant de la même ville : « Ce qui paroît certain, c'est qu'en 1766, il s'y trouvoit vingt mille habitans. »

« On comptoit à Philadelphie, répète l'autre, vingt mille habitans. »

Où ces historiens se trompent, ou les Américains se sont trompés, car ceux-ci croyoient qu'il n'y en avoit pas moins de cinquante mille.

L'auteur de l'Histoire Philosophique dit, page 52, en parlant du Maryland : « Selon le dénombrement du congrès, la population s'est élevée à trois cens vingt milles habitans. »

L'auteur de l'Histoire Impartiale dit, page 80 :
« On la fait monter à trois cens vingt mille habitans. »

En 1775, le calcul conjectural que l'on en fit,

les portoit à deux cens cinquante mille , & en 1783 à deux cens vingt mille sept cens.

« La baie de Chésapeak , dit M. l'abbé Raynal ,
» page 60 , s'enfonce deux cens cinquante milles
» dans les terres. »

L'anonyme répète mot pour mot la même chose page 80.

Cette baie s'étend seulement à cent quatre-vingt-dix milles vers le nord , c'est-à-dire en décrivant une ligne presque parallèle à la mer. De cette disposition , il résulte une langue de terre fort longue , appelée *Eastern Shore* , rivage oriental.

M. l'abbé Raynal parle en ces termes , pag. 62 , des manufactures du Maryland :

« M. Stirenwith a pris enfin le parti de faire
» fabriquer des bas , des étoffes de soie & de
» laine , des toiles de coron , toutes les espèces
» de clincailleries , jusqu'à des armes à feu. Ces
» branches d'industrie , maintenant réunies dans un
» même atelier , avec de grands frais & une intel-
» ligence rares , se disperferont plus ou moins rapi-
» dement dans la province , & passant le Potowmack ,
» iront se naturaliser aussi dans la Virginie. »

Ici l'auteur de l'Histoire Impartiale ne s'est pas contenté de copier. Pour rendre le tableau plus intéressant , il a cru devoir faire connoître l'utilité qu'on retire de ces manufactures imaginaires.

« I
» fou
» &
» lair
» tou
» fab
No
quelle
ront
au m
aisém
objets
l'inté
ceux
sières
prix
les au
trouv
certai
pour
On a
dame
de ru
d'une
de c
cette
fabri
aune

« Les habitans de Maryland , dit-il page 81 ,
 » fournissent en échange pour le rum de Barbade ,
 » & le vin de Madère , des étoffes de soie & de
 » laine , des toiles de coton , des armes à feu &
 » toutes les espèces de clincailleries qu'ils savent
 » fabriquer. »

Nous avons déjà marqué les raisons pour lesquelles les manufactures n'ont pu , ni ne pourront de long-tems s'établir dans les États-Unis , au moins dans les différentes parties qui peuvent aisément commercer avec l'Europe. Les seuls objets qu'on fabrique en Amérique , sur-tout dans l'intérieur du pays , pour l'usage particulier de ceux qui l'habitent , sont des marchandises grossières qui ne peuvent supporter l'augmentation de prix occasionnée par les frais de transport , & les autres dépenses. Dans tous les tems , il s'est trouvé des personnes qui se sont amusées à faire certains ouvrages , même des ouvrages fins , soit pour elles , soit pour en faire présent à des amis. On a connu sur le bord du fleuve *James* , une dame qui fit pour son amusement quelques aunes de ruban de soie , & l'on parle de cela comme d'une chose fort singulière. Mais ni moi , ni aucun de ceux avec lesquels je me suis entretenu sur cette matière , nous ne savons pas qu'on ait jamais fabriqué dans aucun des États-Unis , une demi-aune d'étoffe de soie.

Quant à M. Stirenwith , je n'ai jamais entendu parler de ses manufactures , ni en Maryland , ni ailleurs. Il est possible qu'il ait fait faire quelques paires de bas , ou quelques pièces de drap ou de toile : mais ce n'est pas là ce que dit l'auteur de l'Histoire Philosophique , & quand il seroit excusable d'avoir commis une telle erreur dans la première édition de son ouvrage , il n'en est pas de même pour la seconde. Alors toute l'Europe savoit que ce dont nous avions souffert le plus dans la guerre contre les Anglois , avoit été du défaut de manufactures de toute espèce. Il est vrai que dans cette occasion , forcés par la nécessité , nous rachâmes de faire un peu de tout , mais cela coûtoit fort cher. Il n'y avoit pas un article dont on pût fabriquer la quantité dont on avoit besoin ; & dès que la guerre fut finie , les manufactures retombèrent dans l'oubli par les raisons que nous avons déjà rapportées.

M. l'abbé Raynal dit , page 79 , en parlant du nombre des habitans de la Virginie : « On y en » compte six cens cinquante mille , si les calculs » du congrès ne sont pas exagérés. Dans ce dé- » nombrement sont compris les esclaves. L'opinion » commune les porte à cent cinquante mille. »

Son écho répète , page 82 : « S'il n'y a point » d'exagération dans le calcul du congrès , on

» n'y

» n'y

» mi

» no

Il

pas d

deux

De

en Vi

fible

soixan

parmi

le dir

sept c

Pou

par rap

ce dén

du con

ces éva

Le 2

le cong

de deu

qu'on é

il fallu

donnai

parce q

d'habita

l'on pû

Par

» n'y compte pas moins de six cens cinquante
» mille habitans , y compris les esclaves , dont le
» nombre est évalué à cent cinquante mille. »

Il y a certainement de l'exagération , mais non pas dans les apperçus du congrès , qui tous les deux portent le nombre à quatre cens mille.

Depuis peu de tems on a fait un dénombrement en Virginie avec toute l'exactitude qu'il étoit possible d'y mettre , & l'on a trouvé cinq cens soixante-sept mille six cens quatorze habitans , parmi lesquels , je suis bien fâché d'être obligé de le dire , il y avoit deux cens soixante-dix mille sept cens soixante-deux esclaves.

Pour satisfaire la curiosité du lecteur , sur-tout par rapport à la différence qui se rencontre entre ce dénombrement & les évaluations conjecturales du congrès , je vais raconter ce qui donna lieu à ces évaluations.

Le 22 juin 1775 , comme il étoit nécessaire que le congrès répartît sur chacun des états le rachat de deux millions de piastras en papier-monnoie qu'on étoit convenu de mettre dans la circulation , il fallut que les représentans des états respectifs donnassent à-peu-près l'état de leur population , parce qu'on étoit résolu de se régler sur le nombre d'habitans , & jusqu'alors on n'avoit rien fait d'où l'on pût tirer des instructions sûres.

Part. III.

○

Les calculs ne se firent que par approximation;
en voici le résultat :

	Habitans.
New-Hamshire.	100,000.
Massachusets	350,000.
Rhode-Island	58,000.
Connecticut	200,000.
New-York	200,000.
New-Jersey.	130,000.
Pensylvanie.	300,000.
Delaware	30,000.
Maryland	250,000.
Virginie.	400,000.
Caroline Septentrionale	200,000.
Caroline Méridionale	200,000.
	2,418,000.

Quelque tems après dans une autre occasion, les députés de New-Hamshire représentèrent que leur nombre n'étoit pas aussi considérable qu'on l'avoit supposé ; mais comme les autres états n'avoient pas fait leur dénombrement, il fut décidé qu'on s'en tiendrait au premier calcul, & l'on continua de le suivre tout le tems de la guerre,

On favoit bien que le nombre des habitans des cinq états les plus méridionaux étoit plus considérable qu'il ne paroïssoit dans cette liste ; mais comme elle devoit servir uniquement pour répartir sur chacune des colonies les charges de la confédération , & que le travail des esclaves étoit considéré comme moins utile des deux cinquièmes que celui des personnes libres , le nombre des habitans fut réduit dans cette proportion. On compte dans ces cinq états six cens cinquante mille esclaves au moins , & l'on en compte à peine cinquante mille dans les huit autres.

On avoit réduit d'abord à cent soixante-dix mille le nombre des habitans de la Caroline Méridionale ; ensuite ses députés supplièrent le congrès de le diminuer encore , à cause des ravages qu'elle avoit essuyés , & ils obtinrent qu'il fût fixé à cent cinquante mille , ainsi qu'on vient de le voir. Pour se mettre au fait de la quantité d'habitans à laquelle on estimoit la population des états en 1783 , il faut ajouter aux deux millions trois cens trente-neuf mille trois cens , les deux cinquièmes d'esclaves qui furent déduits , c'est-à-dire deux cens quatre-vingt mille , & les vingt mille habitans retranchés en dernier lieu du nombre de la Caroline Méridionale , outre la déduction déjà faite. Il résultera de ce calcul qu'en avril 1783 , la population se montoit à deux millions

fix
c'est
plus
Au
états
mill
qu'i
C
pop
de p
guer
tion
d'etr
ayer
nuée
néce
des
fu p
com
177
Mas
la p
le n
cens
de f
dans
l'arm

fix cens trente-neuf mille trois cens habitans ; c'est-à-dire à deux cens vingt-un mille trois cens plus qu'elle ne paroissoit se monter en juin 1775. Au reste, l'opinion commune est que les treize états en contiennent actuellement au moins trois millions, ce dont on ne pourra s'assurer tant qu'ils n'auront pas fait tous leur dénombrement.

On croit qu'en prenant les états en masse, la population double tous les vingt-cinq ans en tems de paix. Pendant les huit années qu'a duré la guerre, elle ne s'est pas accrue dans cette proportion ; mais cependant l'accroissement n'a pas laissé d'être considérable, quoique les gazetiers anglois aient publié qu'elle étoit prodigieusement diminuée. Pour les réfuter, on pourroit, s'il étoit nécessaire, leur opposer beaucoup de preuves & des preuves sans réplique. Je dirai ce que j'ai vu par hasard sur cette matière, étant dans le comté de Fairfax en Virginie au mois d'août 1778. Je me trouvai chez le sieur Georges Mafon. Un jour que je m'entretenois avec lui sur la population, il me dit que dans ce *petit comté* le nombre des soldats de milice excédoit alors six cens quatre-vingt-dix ; qu'en 1775, il avoit été de six cens douze ou six cens quatorze ; & que dans l'intervalle, il étoit parti de ce comté pour l'armée du général Washington, près de trois

cens hommes (1). La même personne, dans une lettre qu'elle écrivit, le 3 juin 1781, à son fils aîné, que des raisons de santé avoient forcé de quitter l'armée pour passer en France, lui disoit : « Votre frère Guillaume est de retour de la Caroline Méridionale, où il a commandé une » compagnie de volontaires de soixante-dix braves » jeunes gens de ce comté, &c. » Si donc outre le contingent d'hommes que ce comté fournissoit à l'armée générale & pour les milices, soixante-dix jeunes gens pouvoient abandonner leurs familles pour aller volontairement offrir leurs secours à leurs alliés à la distance de près de cinq cens milles, on peut en conclure que la population avoit continué de s'accroître.

Les gazetiers anglois ont pris soin d'informer l'Europe que, *suivant les calculs du congrès*, la population des Etats-Unis étoit diminuée depuis 1775 jusqu'en 1783 de sept cens quatre-vingt-dix-huit mille cinq cens neuf habitans. Pour remplir leurs vues, ils ont enflé l'évaluation de 1775 jusqu'à trois millions cent trente-sept mille huit cens neuf, & ont laissé celle de 1783 telle qu'elle étoit, après avoir déduit les deux cinquièmes d'esclaves, & les vingt mille habitans de la Caroline Méridionale.

(1) Le général Washington est de ce comté.

Quant à l'autorité du congrès, qu'ont citée hardiment ces gazetiers, je dois instruire le lecteur que l'incertitude des évaluations empêcha le congrès de permettre qu'elles fussent insérées dans ses journaux. Le secrétaire en fit le relevé sur une feuille volante, afin de faire les répartitions des charges entre les états respectifs, & ce sont les répartitions seules que les journaux contiennent. Où donc M. l'abbé Raynal a-t'il pris ces calculs, qu'il attribue au congrès avec la même confiance que les gazetiers dont je viens de parler ?

Je terminerai mes exemples des erreurs que l'auteur de l'Histoire Impartiale a tirées de l'Histoire Philosophique, par ce qui regarde les limites méridionales de la Géorgie & le fleuve Alatomaha.

« Ce pays, dit M. l'abbé Raynal, page 110, » est borné au nord par la rivière de Savannah, » & au midi par la rivière d'Alatomaha. »

« La Géorgie, répète l'anonyme, page 90, a » pour bornes la rivière de Savannah du côté du » nord, & celle d'Alatomaha du côté du midi. »

Le fleuve Alatomaha est à-peu-près dans le centre de l'état.

On finiroit par ennuyer le lecteur, si l'on rapportoit toutes les inexactitudes que ce dernier auteur a copiées dans l'ouvrage de M. l'abbé Raynal; elles sont cependant en très-petit nombre à proportion du reste. On imaginera sans peine com-

ment il traite les affaires politiques & militaires ; & je crois pouvoir me dispenser d'aller plus loin (1).

J'en ai dit assez pour prouver combien tirent à conséquence les erreurs des écrivains célèbres. La plupart des autres écrivains soit par une confiance aveugle, soit par négligence, se contentent de puiser dans ces sources ce qu'ils ont à dire des mêmes objets. C'est ainsi que l'erreur s'accrédite, & beaucoup de personnes trouvant plus commode de croire que d'approfondir, répètent des fables avec autant d'assurance qu'ils feroient des axiômes les mieux démontrés.

(1) Quant aux affaires militaires, plus d'un officier françois lui a témoigné son mécontentement par la voie des papiers publics. J'espère que le lecteur ne sera pas fâché de retrouver ici la lettre pleine de sel & de gaité, du chevalier de Catuelan aux auteurs du journal de Paris.

« Je vous prie, Messieurs, de présenter mes très-humbles » remontrances à l'auteur anonyme de l'histoire impartiale, » C'est un furibond à qui rien ne résiste dans ses récits » de batailles. Il m'a tué impitoyablement sur le *Triton*, » où j'ai fait la campagne du monde la plus paisible. Il » est vrai que c'est après m'avoir fait tenir un si beau » discours, que j'ai balancé si je devois réclamer la vie » aux dépens d'une si belle mort. Mais comme je n'aime » point la gloire mal acquise, je vous prie, Messieurs, » de rendre ma lettre publique. »

Signé, le chevalier DE CATUELAN, ancien capitaine de vaisseau.



NOTES

DE LA TROISIÈME PARTIE.

Lettre K, page 109 du texte, ligne 19.

*RÉFLEXIONS rédigées à l'occasion du
Mémoire sur la manière dont la France
& l'Espagne doivent envisager les suites
de la querelle entre la Grande-Bretagne
& ses colonies.*

M. LE comte de Vergennes m'a communiqué, de la part du roi, un Mémoire sur les suites qu'on peut prévoir des dissensions actuelles entre les colonies angloises & leur métropole, sur les inquiétudes que la France & l'Espagne peuvent en concevoir, & sur les précautions que la prudence peut suggérer aux deux couronnes dans ces circonstances.

Il m'a fait savoir en même-tems que sa ma-

jesté désirait que je lui donnasse mon avis par écrit. Pour obéir aux ordres du roi , je hazarderai mes réflexions , les subordonnant aux lumières & à l'expérience de M. le comte de Vergennes.

Ce ministre se fixe dans son Mémoire à trois objets principaux.

1°. Il fait envisager sous quatre points de vue différens , les conséquences possibles de la querelle de l'Amérique , dans les différentes suppositions qu'on peut former sur la manière dont elle se terminera.

2°. Il expose le danger où se trouveroient , dans le cas d'une invasion , les possessions de la France & de l'Espagne dans le nouveau monde , & les motifs de craindre une puissance accoutumée à abuser de ses forces , souvent sans consulter la justice , ni même la prudence.

3°. Après avoir indiqué la possibilité de prévenir cette puissance , (en profitant de ses embarras actuels pour l'attaquer , si d'un côté nos moyens encore trop peu préparés , & de l'autre l'esprit de modération & de justice des deux monarques n'écartoient toute idée d'aggression) le Mémoire développe la nécessité de fixer par un plan certain , concerté entre les deux couronnes , les précautions à prendre pour prévenir les malheurs possibles ; il finit par quelques considérations sur les différentes mesures qu'on peut proposer.

Je ne puis mieux faire que de suivre le même ordre dans mes réflexions.

I.

M. le comte de Vergennes met en problème , & ce me semble avec grande raison , si les deux couronnes doivent désirer l'assujétissement ou l'indépendance des colonies angloises. Il remarque , avec non moins de raison , qu'il n'est peut-être pas dans l'ordre de la prévoyance humaine de prévenir ni de détourner les dangers qui peuvent résulter de l'un ou de l'autre évènement. Cette remarque me paroît d'autant plus juste , que quelque soit ou doive être à cet égard le vœu des deux couronnes , rien ne peut arrêter le cours des choses qui amenera certainement tôt ou tard l'indépendance absolue des colonies angloises ; & par une conséquence inévitable , une révolution totale dans les rapports de l'Europe avec l'Amérique.

Il ne peut y avoir de doute que sur l'évènement du moment , & ce sont les dangers du moment qu'il faut pèsér.

Le Mémoire présente quatre suppositions , dont la disjonctive renferme en effet toutes les manières dont on peut prévoir l'issue de la guerre commencée en Amérique.

La première est celle d'une conciliation , par laquelle le ministère anglois , sentant l'insuffisance

de ses moyens , abandonneroit le projet d'imposer les colonies , & les remettroit dans le même état où elles étoient en 1763 , avant qu'il fût question du fameux acte du timbre.

Il est probable que le nouveau ministère , dont ce changement seroit l'ouvrage , chercheroit à pallier aux yeux du roi & de la nation la honte d'un pareil traité , & à tirer parti des dépenses faites pour porter en Amérique des forces prodigieuses , en employant ces forces à des conquêtes brillantes & utiles qui satisfissent l'orgueil & l'avidité des Anglois.

Comme des quatre évènements possibles & prévus , ce premier est celui qui ameneroit le danger le plus réel & le plus difficile à détourner , c'est aussi celui dont il faut tâcher de calculer le plus soigneusement la probabilité en lui-même & quant à l'époque ; c'est celui qu'il faut sur-tout envisager dans le plan de précautions auquel il est question de se fixer. Cette discussion doit donc faire le principal objet de la troisième partie de ces réflexions , elle doit terminer ce Mémoire.

La seconde supposition est que le roi d'Angleterre , en conquérant l'Amérique angloise , s'en fasse un instrument pour subjuguier l'Angleterre européenne.

J'observe que la conquête de l'Amérique an-

glois
peut-
de l'
jugue
flatta
guere
joug
porte
C
les c
qui
ses r
être
la p
entiè
labar
du g
plus
térie
II
toute
taire
pon
brita
ne l
d'ho
tous
nati

gloise sera un bien grand ouvrage. C'en sera un, peut-être encore plus difficile que l'asservissement de l'Angleterre par les forces de l'Amérique subjuguée. Je doute même que l'on pût y réussir en flattant la haine & la jalousie nationale par une guerre dont la durée formeroit les Anglois au joug, & dont les succès le leur feroient supporter.

Certainement le ministère ne subjuguera pas les colonies sans des efforts violens & continus, qui ne peuvent manquer d'épuiser ses forces & ses ressources, de grossir la dette nationale, peut-être de forcer la banqueroute, ou du moins de la préparer tellement qu'un nouvel effort la rende entièrement inévitable. Il y a lieu de croire que la banqueroute nationale briseroit les ressorts actuels du gouvernement britannique, & le priveroit de la plus grande partie de ses moyens pour agir à l'extérieur, & pour dominer dans l'intérieur.

Il pourroit très-bien arriver qu'en remettant toute la force nationale dans la main des propriétaires des terres, elle diminuât beaucoup la prépondérance de la cour, & rendît la constitution britannique plus solidement républicaine qu'elle ne l'est aujourd'hui, d'autant plus que cette classe d'hommes, non moins attachés à la liberté que tous les autres Anglois, forme la partie de la nation la moins corrompue, & en même tems

la moins susceptible des illusions dont on éblouit la vanité ou l'avidité du peuple, pour entraîner l'Angleterre dans des entreprises supérieures à ses forces, ou contraires à ses véritables intérêts.

L'Amérique soumise ne deviendra pas pour cela dans les mains du roi d'Angleterre, un instrument docile dont il puisse se servir pour soumettre la métropole à son tour. Les Saxons, pliés au despotisme allemand, pouvoient grossir l'armée du roi de Prusse qui venoit de les vaincre ; les Anglo-Américains, enthousiastes de la liberté, pourront être accablés par la force ; mais leur volonté ne sera jamais domptée. La conquête de l'Amérique pourra bien n'être assurée que par la ruine totale du pays, & alors même il resteroit une ressource aux colons, celle de s'enfoncer & de se disperser dans les immenses déserts qui s'étendent derrière leurs établissemens. Les armées européennes rentroient en vain de les y poursuivre, & du fond de leurs retraites, ils seroient toujours à portée de troubler les établissemens que l'Angleterre voudroit conserver sur leurs côtes.

L'Angleterre, en ruinant l'Amérique, perdrait tous les avantages qu'elle en a tirés jusqu'ici, & dans la paix & dans la guerre ; dans la paix, l'immense débouché de ses manufactures & le plus sûr aliment de son commerce : car on ne vend qu'à

ceux
ruin
cho
ces
d'av
obli
des
trou
S
l'An
pula
vent
aussi
tera
l'opp
touje
tinu
une
quel
en j
auro
invér
cœur
L
Amé
regar
ont
milie

ceux qui ont le moyen d'acheter, & les Américains ruinés ne consommeroient plus que très-peu de chose; dans la guerre, la métropole perdra les forces de toute espèce qu'elle a employées avec tant d'avantage à conquérir toutes nos colonies : elle sera obligée pour agir, de transporter d'Europe, avec des frais & des risques immenses, tout ce qu'elle trouvoit dans ses colonies américaines.

Si ce n'est pas par une dévastation universelle que l'Amérique est réduite à plier sous le joug, si la population, la culture, l'industrie, l'activité se conservent dans les colonies, les colons conserveront aussi leur courage; ce sera un ressort qui ne restera courbé qu'aussi long-tems que la main de l'oppression s'appesantira sur lui avec un effort toujours le même. Il faudra que l'Angleterre continue de s'épuiser pour entretenir en Amérique une force militaire toujours en activité, & de quelles forces n'aura-t-elle pas besoin ! l'on peut en juger par l'immense étendue du pays qu'elle auroit à contenir, & par la haine profonde & invétérée que cet état violent nourriroit dans le cœur des habitans.

Les troupes que l'Angleterre entretiendrait en Amérique s'accoutumeroient peut-être bientôt à regarder comme leurs concitoyens, des gens qui ont la même origine, le même langage, & au milieu desquels le soldat & l'officier vivoient. Si

pour prévenir cet effet inévitable du séjour trop prolongé des mêmes corps , l'Angleterre prend le système de les relever souvent , quelle nouvelle dépense pour le double transport des troupes qui vont & de celles qui reviennent ! Combien celles-ci ne feront-elles pas diminuées par la désertion si facile dans un pays ouvert & immense , dont tous les habitans la favorisent , & où tout déserteur est assuré d'un établissement préférable à tout ce qu'il quitte ! L'Angleterre aura-t-elle assez de troupes pour couvrir ainsi sa conquête de garnisons continuellement renouvelées ? Voudra-t-elle , pourra-t-elle soudoyer toujours des troupes allemandes ? En trouvera-t-elle toujours ? Augmentera-t-elle ses forces de terre au risque d'être obligée de diminuer ses forces navales , si nécessaires pour maintenir son pouvoir à une grande distance ?

Des forces de terre plus nombreuses sont sans doute le moyen le plus sûr pour élever l'autorité royale ; mais quand on use avec excès de ce moyen , l'épuisement des finances qu'il entraîne énerve cette même autorité. D'ailleurs l'Angleterre étant constituée comme elle l'est , l'éducation , les mœurs , les opinions publiques , les intérêts de tout ce qui a quelque puissance concourant à inspirer à tout Anglois le plus violent attachement à la liberté , il seroit impossible que le roi d'Angleterre trouvât dans ses ministres une volonté constante & sincère
de

de
nue
vol
exéc
riqu
tère
effor
pas ,
thou
renv
route
& d
à sec
En
par u
elle
attaq
rique
délivr
sur-le
Peut-
deux
la réu
que l
pour
mis ,
foiblit
La con
Pa

de le servir dans son projet. Il éprouveroit continuellement du défaut de zèle, ou de la mauvaise volonté. Les ordres qu'il donneroit seroient mal exécutés, toutes les précautions pour retenir l'Amérique sous le joug se relâcheroient, son ministère se partageroit, ou succomberoit sous les efforts de l'opposition; cette opposition ne seroit pas, comme aujourd'hui, le parti de quelques enthousiastes conduits par les ambitieux qui veulent renverser les ministres pour se mettre à leur place; toute la nation avertie du danger s'y rallieroit, & deviendrait l'alliée de l'Amérique pour l'aider à secouer le joug du roi.

En vain la cour voudroit détourner l'orage par une guerre étrangère; quels succès pourroit-elle espérer? Si elle dégarnissoit ses colonies pour attaquer celles de France & d'Espagne, l'Amérique ne prendroit-elle pas ce moment pour se délivrer de l'oppression? Ne deviendrait-elle pas sur-le-champ l'alliée de la France & de l'Espagne? Peut-être aujourd'hui une attaque de la part des deux puissances contre l'Angleterre produiroit-elle la réunion des colonies avec la métropole, parce que le lien des anciens préjugés d'attachement pour la mère-patrie, d'aversion pour ses ennemis, n'est pas encore rompu; mais ce lien s'affoiblit tous les jours dans le cours de la guerre. La conquête & l'oppression qui succéderaient, le

détruiroit encore plus promptement. La seule crainte d'abandonner les colonies à leur mauvaise volonté, tiendrait enchaînée la plus grande partie des forces britanniques occupées à contenir les Américains. La France & l'Espagne déploieroient au contraire leurs forces en liberté.

Il y a une entreprise à laquelle il feroit aujourd'hui absurde de penser, & qui peut-être dans de pareilles circonstances deviendrait non-seulement possible, mais raisonnable. Je parle du projet de reprendre le Canada. Il nous est aujourd'hui très-avantageux que l'Angleterre le possède. C'est parce que les Américains n'ont plus vu derrière eux d'ennemis qui pussent les inquiéter, qu'ils ont senti leur force & la possibilité de se rendre indépendans. Le Canada nous a été à charge, parce qu'il étoit toujours trop foible pour se soutenir par lui-même contre les efforts réunis de l'Angleterre & de ses colonies, qui le voyoient avec jalousie lorsqu'il étoit nécessairement leur ennemi. Mais l'Amérique opprimée par l'Angleterre, & impatiente de reprendre sa liberté, auroit le plus grand intérêt de nous voir rentrer en possession du Canada; ce seroit un allié qui prendroit la place d'un ennemi. Ce seroit une voie ouverte pour recevoir par notre moyen toutes sortes de marchandises & se soustraire au monopole de l'Angleterre. Le Canada s'enrichiroit & se peu-

ple
adr
en
fero
les
le p
dépe
tect
conv
Q
jouis
je m
des
toute
neme
aux
lité
puisq
où se
prise
si le
est p
peuve
le pr
qu'il
sonne
La

pleroit par ce commerce ; en lui donnant une administration municipale qui l'attacheroit de plus en plus, il se suffiroit à lui-même, & ne nous seroit plus qu'utile sans nous rien coûter. Lorsque les colonies angloises auroient recouvré leur liberté, le pis-aller seroit que le Canada devînt aussi moins dépendant & se gouvernât lui-même sous la protection de la France, ce qui n'auroit aucun inconvénient.

Quoi qu'il en soit de cette idée, je crois toujours pouvoir conclure de la discussion à laquelle je me suis livré, que la conquête & l'asservissement des colonies angloises par l'Angleterre seroit, de toutes les suppositions qu'on peut faire sur l'événement de cette guerre, celle qui présenteroit aux deux couronnes la perspective de la tranquillité la plus longue & la plus solidement établie, puisqu'elle seroit fondée sur l'impuissance absolue où seroit l'Angleterre de former aucune entreprise. Si ma façon de voir à cet égard est juste, si le succès complet des vues du ministère anglois est précisément ce que la France & l'Espagne peuvent désirer de plus heureux ; il en résulte que le projet de ce ministère est le plus extravagant qu'il pût concevoir, & c'est ce dont peu de personnes douteront.

La troisième supposition est que le ministère

anglois battu sur le continent de l'Amérique ; cherche un dédommagement aux dépens de la France & de l'Espagne , ce qui effaceroit à la fois sa honte , & lui donneroît un moyen de conciliation avec les insurgens auxquels il offriroit le commerce & l'approvisionnement des isles.

J'avoue qu'il me paroît difficile que le gouvernement anglois succombant dans ses plans hostiles contre les colons , succombant vraisemblablement, après des efforts pénibles & dispendieux qui auront considérablement affoibli ses moyens , se détermine tout-à-coup à multiplier ses ennemis , & à former de nouvelles entreprises au moment qu'il aura perdu un point d'appui qui seul en pourroit rendre le succès vraisemblable. Les colons se trouveroient d'autant plus libres d'affermir leur indépendance & de chasser entièrement de chez eux les troupes angloises. Il est fort douteux qu'ils laissent tranquillement leurs ennemis faire des conquêtes dans leur voisinage , & plus douteux encore qu'ils les leur laissent garder , & qu'ils ne cherchassent pas à s'unir pour faire cause commune avec les nouveaux colons que l'Angleterre seroit obligée de répandre dans ces nouveaux établissemens. Si donc le gouvernement anglois pouvoir se livrer à de nouvelles entreprises , ce ne seroit qu'après avoir conclu la paix avec ses co-

loni
qui
qui
L
term
angl
cette
être
évén
grand
rique
route
ses d
geme
que p
gouve
se do
est lo
cenda
l'enth
soldat
des p
liberté
ils es
prépar
nuant
quêtes
qui pa

lonies & en joignant leurs forces aux siennes , ce qui rentre absolument dans la première supposition qui sera discutée par la suite.

La quatrième supposition est que la guerre se termine par l'indépendance absolue des colonies angloises. Plus la guerre traîne en longueur , plus cette supposition paroît devoir se réaliser , & peut-être a-t-elle déjà beaucoup de vraisemblance. Cet évènement sera certainement l'époque de la plus grande révolution dans le commerce & la politique , non-seulement de l'Angleterre , mais de toute l'Europe. Il est impossible de prévoir dans ses détails l'effet immédiat d'un si grand changement. Il dépendra beaucoup de la consistance que pourra prendre la constitution nouvelle de gouvernement que les colonies seront obligées de se donner ; il est possible , sur-tout si la guerre est longue , que les généraux prennent trop d'ascendant par la gloire qu'ils auront acquise , par l'enthousiasme qu'ils auront su inspirer à leurs soldats. Il est possible que n'osant pas encore former des projets pour asservir un peuple enyvré de la liberté qu'il vient de recouvrer par son courage , ils essayent de perpétuer leur pouvoir & de se préparer de loin une plus haute fortune , en insinuant à leur république naissante le goût des conquêtes. On peut cependant augurer de la prudence qui paroît avoir jusqu'ici présidé à la conduite des

Américains, du courage & des lumières répandues parmi eux, & de leur confiance dans les sages conseils du célèbre Franklin, qu'ils auront prévu le piège, qu'ils sauront s'en garantir, qu'ils songeront avant tout à donner une forme solide à leur gouvernement, que par conséquent ils aimeront la paix & chercheront à la conserver.

Ils n'auront pas besoin de conquérir pour vendre les denrées dont ils sont surchargés. Il leur suffiroit d'ouvrir leurs ports à toutes les nations qui s'empresseroient de leur porter tout ce dont ils ont besoin en échange de leur superflu. Le parti le plus sage pour eux, seroit peut-être de s'en tenir là ; car tant qu'ils auront des terres à offrir aux accroissemens de leur population, les salaires seront toujours trop chers parmi eux pour qu'ils puissent établir des manufactures en concurrence avec les nations européennes ; & les mêmes bras qu'ils voudroient y employer le feront bien plus utilement, & pour la colonie & pour l'homme lui-même, à la culture des terres. Par la même raison, ils devroient être peu jaloux d'ici à long-tems d'avoir une navigation très-active. Cependant ils sont Anglois d'origine ; il est difficile que l'habitude des opinions nationales, ne grossisse pas à leurs yeux les avantages de cette branche d'industrie & de forces. D'ailleurs ils auront besoin de vaisseaux pour se défendre contre les gênes que

la métropole voudra toujours mettre à leur commerce, même après avoir renoncé à les subjuguier par terre. Jusqu'à ce que leur indépendance ait été solennellement reconnue ils seront forcés d'avoir une marine pour se défendre, précisément comme les Hollandois dans la naissance de leur république ont été obligés de se rendre une grande puissance maritime pour pouvoir résister à l'Espagne. Les colonies angloises ont déjà une nombreuse marine marchande toute montée, que les colons employent en partie à leur commerce direct avec la métropole, & même avec le reste de l'Europe, sous quelques restrictions imposées par la métropole. Mais le plus grand & le plus utile emploi de cette marine, est le commerce que font les colons anglois avec les isles à sucre de la nation, & même en contrebande avec celles des autres nations.

L'Angleterre fera tous ses efforts pour se conserver le commerce exclusif de ses isles à sucre, & les autres nations voudront peut-être aussi arrêter le cours de la contrebande avec les colonies angloises, & l'Angleterre & les autres nations entreprendront en cela une chose impossible. Les colonies à sucre ont par la nature du sol & de la culture, & par la forme de leur population une foule de besoins que les côtes de l'Amérique Septentrionale peuvent seules leur fournir, les bes-

iaux , les bois de chauffage & de charpente , &c. Aucune autre nation ne peut leur fournir à un prix aussi avantageux les denrées les plus nécessaires à la vie , telles que le bled & les farines , la morue qui sert à la nourriture des esclaves , &c.

Ces mêmes colonies à sucre n'ont par la nature de leur sol , de leur culture & de leur population , aucun des moyens qu'ont celles du continent septentrional pour entretenir une marine florissante ; elles ne peuvent donc aller chercher elles-mêmes les objets de leurs besoins , elles ont donc le plus grand intérêt à les recevoir des Anglo-Américains qui ont le plus grand intérêt de les leur apporter. Par quels moyens les métropoles pourront-elles empêcher de deux mille lienes une contrebande à laquelle les colonies ont autant d'intérêt que les étrangers ? Elles n'y réussiront point ; si elles y pouvoient réussir , ce ne seroit que par des dépenses immenses qui surpasseroient tout le profit qu'elles croiroient tirer de leurs colonies , & dont tout le fruit seroit d'aliéner l'esprit des colons & de les rendre ennemis de la métropole. La contrebande se fera bientôt à main armée ; & c'est alors que les Anglo-Américains , pour s'assurer la liberté du commerce , deviendront guerriers , non pas pour conquérir les colonies à sucre , s'ils conservent quelque sagesse , mais pour les aider à s'affranchir , s'allier avec elles & les incorporer à leur union.

Les
pose
l'on
de c
avec
d'aff
pôts
aupr
Po
dre
merc
guer
ou il
ses c
les c
& d
plus
comm
mais
Vo
ont c
ou de
lonie
Al
nos
appré
pellé
dont

Les métropoles n'auront aucun moyen de s'y opposer, & l'on peut en juger par la nécessité où l'on a été, même dans l'état actuel des choses, de consentir au commerce direct de nos colonies, avec les colonies du continent de l'Amérique, & d'assigner pour ce commerce deux points d'entrepôts, l'un dans l'isle Saint-Domingue & l'autre auprès de la Martinique.

Point de milieu cependant ; ou il faut se résoudre à faire la guerre pour se conserver le commerce exclusif des colonies à sucre, & quelle guerre ? & avec quelle improbabilité de succès ? ou il faut consentir de bonne grace à laisser à ses colonies une entière liberté de commerce, en les chargeant de tous les frais de leur défense & de leur administration, à les regarder non plus comme des provinces asservies, mais comme des états amis, protégés, si l'on veut, mais étrangers & séparés.

Voilà où toutes les nations Européennes qui ont des colonies, arriveront tôt ou tard, de gré ou de force. Voilà ce que l'indépendance des colonies Angloises précipitera inévitablement.

Alors l'illusion, qui depuis deux siècles berce nos politiques, sera dissipée. C'est alors qu'on appréciera la valeur exacte de ces colonies, appelées par excellence colonies de commerce, dont les nations Européennes croyoient s'appro-

prier toute la richesse , en se réservant de leur vendre & de leur acheter tout exclusivement. On verra combien la puissance , fondée sur ce système de monopole , étoit précaire & fragile , & peut-être s'apercevra-t-on , par le peu de changement réel qu'on éprouvera , qu'elle étoit aussi nulle & chimérique dans le tems même qu'on en étoit le plus ébloui. On calcule le produit de nos colonies à sucre par centaines de millions , & l'on a raison , si l'on compte la somme totale de leurs productions évaluées en argent ; mais cette valeur appartient en entier aux colons , & non pas à la France , & c'est le profit réel de la France qu'il faut connoître. Il n'y a que trois manières de calculer le profit que fait une nation avec ses colonies.

D'abord par rapport au commerce de la nation en général ;

La production & la consommation sont les deux termes de tous les échanges du commerce. Le producteur vend , le consommateur achete. Dans le commerce de la France avec les colonies , elle achete de celles-ci le sucre , le café , le coton , l'indigo dont elle a besoin ; elle vend à ses colonies les farines , les vins , les étoffes , les ouvrages manufacturés qu'elle produit ou qu'elle façonne. L'intérêt de la nation dans ce commerce est d'un côté de vendre le plus avantageusement

possible les denrées produites de son sol, & les ouvrages de son industrie, de l'autre d'acheter au meilleur marché possible les objets de ses jouissances.

Je dis au meilleur marché possible ; car quant à l'agrément d'avoir en abondance les différentes denrées que produisent les Isles de l'Amérique, il est notoire que ces denrées sont tout aussi communes dans les états qui ne possèdent point de colonies que dans les autres.

Pour juger donc précisément de l'avantage qui revient à la France de posséder des colonies dont elle s'est réservé le commerce exclusif, il faut savoir si les denrées du cru, les bleds, les vins, les étoffes, s'y vendent à plus haut prix ; si les cafés, les sucres, les indigos, les cotons, s'y achètent à meilleur marché que dans les pays de l'Europe qui ne possèdent point de colonies, tels que les Pays-Bas Autrichiens ou la Suisse. Comme cette différence n'existe pas dans le fait, comme le cultivateur & le manufacturier flamand ou suisse vendent tout aussi-bien leurs denrées, comme ils se procurent celles de l'Amérique à un taux aussi avantageux ; on peut en conclure que les producteurs & les consommateurs étrangers profitent des colonies autant que ceux de la nation qui croient les posséder exclusivement.

La politique moderne a souvent envisagé le

commerce des nations sous un autre point de vue ; elle s'est beaucoup occupée des profits de la classe particulière des citoyens qui font ce qu'on appelle *le commerce*, c'est-à-dire qui s'entremettent entre les producteurs & les consommateurs pour acheter des uns ce qu'ils revendent aux autres , avec un profit qui représente le salaire de leurs peines , les frais de garde & de transport , & l'intérêt des avances qu'ils sont obligés de faire pour acheter aujourd'hui ce qu'ils ne vendent que dans un temps éloigné & incertain.

Dans cette classe de commerçans , on a sur-tout distingué ceux qui commercent par mer avec les étrangers , parce que leurs gains paroissant faits aux dépens des étrangers , ont paru être en entier un profit pour la nation.

Les armemens pour les colonies , & la vente des retours qu'on en apporte aux étrangers est une des parties les plus actives & les plus brillantes du commerce de nos ports , & une des sources de la fortune de nos commerçans.

Pour évaluer ce qui en revient à la nation , il faut considérer qu'une partie des retours des isles se consomme dans la nation , qu'une autre partie est vendue aux nations étrangères.

Les nations étrangères viennent ordinairement acheter ces denrées dans nos ports , ainsi nos armateurs ne gagnent rien sur les frais de trans-

port dans les différentes parties de l'Europe ; & ce que nous gagnons sur les nations étrangères se réduit d'abord au remboursement de la valeur que nous avons payée aux colons de leurs denrées ; en second lieu , au payement des frais de transport de ces denrées des îles dans nos ports , de la solde & de l'entretien des matelots , du salaire des ouvriers constructeurs , des intérêts & profits que rapportent à l'armateur les capitaux qu'il emploie dans ses armemens.

Quant à la partie des marchandises américaines consommées dans la nation, c'est de la nation même que le négociant reçoit tout ce qu'il gagne sur les frais de transport & sur l'emploi de ces capitaux , ainsi il n'en résulte pour la nation aucun accroissement de richesses. Il est vrai que si la nation n'avoit point de colonies , ou si le commerce de ces colonies étoit ouvert à tous les étrangers , ces étrangers auroient pu gagner une partie des frais de transport que la nation paye aujourd'hui à ces négocians , & que ce qu'elle eût payé est une richesse qu'elle épargne , si elle ne la gagne pas.

Mais si les marchands nationaux font , en vertu de leur privilège exclusif , payer ce service plus cher à la nation qu'elle ne l'eût payé aux étrangers , il faut retrancher de l'épargne de la nation ce gain excessif de ces négocians , puisqu'il n'eût pas été payé aux étrangers.

Il faut en retrancher également ce qui eût été gagné par les nationaux , qui , en se faisant payer moins cher qu'ils ne le font aujourd'hui , auroient pu cependant faire avec avantage le commerce de nos colonies en concurrence avec les étrangers.

L'avantage du commerce national ne peut donc consister , 1°. que dans le prix du transport depuis les isles jusqu'à nos ports des marchandises d'Amérique que les étrangers viennent acheter de nous ; 2°. dans l'épargne de ce que la nation eût payé aux armateurs étrangers pour le transport des marchandises de nos colonies qu'elle consomme , si les armateurs étrangers avoient pu faire librement ce commerce en concurrence avec nos négocians.

Mais il ne faut pas croire que ces deux objets réunis soient en pur gain. Il faut en déduire tout ce qui en revient aux étrangers & sur-tout aux Hollandois pour le prix des assurances & pour l'intérêt des capitaux qu'une partie des armateurs françois sont obligés d'emprunter d'eux ; car il est notoire qu'une partie du commerce de Bordeaux se fait sur des fonds appartenans à des négocians Hollandois.

Il résulte de ce détail que le gain de la nation , dans le commerce exclusif des colonies , se réduit à une partie du profit que font les négocians de nos ports sur les frais de transports des mar-

chandises des Isles en France ; que ce gain de nos négocians est un objet très-modique , & qu'on se tromperoit beaucoup en estimant les avantages de ce commerce par la valeur des productions, ou des exportations de nos Isles.

Il reste un troisième calcul à faire, c'est celui des avantages que retire de la possession de ses colonies la France, considérée comme état politique.

Il reste à examiner & à évaluer les moyens de puissance qui peuvent en résulter pour elle.

Ces moyens de puissance sont de deux espèces. La force militaire & l'argent.

Lorsqu'une puissance ennemie a des possessions éloignées, où l'on peut avoir intérêt, soit de l'attaquer, soit de la menacer pour tenir en échec une partie de ses forces, il peut être avantageux d'avoir soi-même des possessions dans le voisinage des siennes, de pouvoir y tenir comme en réserve des forces, qui, sans être à charge à la métropole, se trouvent prêtes au besoin, & dispensent d'en faire passer d'Europe avec des frais immenses.

Tel auroit dû être pour nous le fruit de la possession du Canada, & quoique notre gouvernement n'en ait pas tiré autant d'avantage qu'il l'auroit pu, lorsqu'il étoit en notre possession, il a seul occupé pendant la dernière guerre toutes les forces que la Grande-Bretagne & ses colo-

nies ont , après sa prise , employées sans obstacle à prendre nos Isles du Vent & la Havane.

Tel seroit pour nous , en cas de guerre dans l'Inde , l'avantage de posséder les Isles de France & de Bourbon , si ces deux colonies avoient acquis le degré de force & de consistance dont je les crois susceptibles.

Tel a été sur-tout l'avantage inappréciable des colonies de l'Amérique septentrionale pour l'Angleterre tant qu'elle lui sont restées unies. Il est superflu de s'étendre sur une chose aussi connue.

On fait assez que nos colonies à sucre sont bien loin d'être pour nous un moyen d'attaque. Nous aurions au contraire beaucoup de peine à les défendre contre les invasions de la puissance angloise. Quant aux ressources de finances , il est notoire que l'imposition qu'on lève dans nos colonies ne suffit pas à beaucoup près aux dépenses de sûreté & d'administration qu'elles entraînent.

Reste les droits que le souverain met sur la consommation des denrées des colonies dans la métropole ; mais ces droits payés par le consommateur national , sur les sucres , sur les cafés , &c. pourroient l'être également , si ces denrées nous étoient apportées par les étrangers , soit de nos propres colonies , soit des leurs.

Le revenu que le gouvernement tire des colonies , est donc une ressource nulle pour l'état considéré

fide
ce
l'ad
pair
qu'
que
crif
reco
dou
de l
enti
men
ce p
Il
de v
rena
On
peut
d'ava
quels
Sa
faura
qui c
provi
tropo
mière
fait d
terres
F

fidéré comme puissance politique ; & si on compte ce qu'il en coûte chaque année pour la défense & l'administration des colonies, même pendant la paix, si l'on y ajoute l'énormité des dépenses qu'elles ont occasionnées pendant nos guerres, quelquefois sans pouvoir les conserver, & les sacrifices qu'il a fallu faire à la paix pour n'en recouvrer qu'une partie, on sera bien tenté de douter s'il n'eût pas été plus avantageux pour nous de les abandonner à leurs propres forces avec une entière indépendance, même sans attendre le moment où les évènements nous forceront de prendre ce parti, comme je l'ai insinué plus haut.

Il n'y a pas bien long-tems que cette manière de voir eût été traitée comme un paradoxe insoutenable, & fait pour être rejeté avec indignation. On pourra en être moins révolté maintenant, & peut-être n'est-il pas sans utilité de se préparer d'avance des consolations pour les évènements auxquels on peut s'attendre.

Sage & heureuse sera la nation qui la première saura plier sa politique aux circonstances nouvelles, qui consentira à ne voir dans ses colonies que des provinces alliées, & non plus sujètes de la métropole. Sage & heureuse la nation qui la première sera convaincue, que toute la politique, en fait de commerce, consiste à employer toutes ses terres de la manière la plus avantageuse pour le

propriétaire des terres, tous ses bras de la manière la plus utile à l'individu qui travaille, c'est-à-dire de la manière dont chacun, guidé par son intérêt, les emploiera si on le laisse faire ; & que tout le reste n'est qu'illusion & vanité. Lorsque la séparation totale de l'Amérique aura forcé tout le monde de reconnoître cette vérité, & corrigé les nations européennes de la jalousie de commerce, il existera parmi les hommes une grande cause de guerre de moins, & il est bien difficile de ne pas désirer un événement qui doit faire ce bien au genre humain.

Il n'est pas vraisemblable que les Anglois soient les premiers à quitter des préjugés qu'ils ont longtemps regardés comme la source de leur grandeur. En ce cas, il n'est pas possible de douter que leur obstination n'entraîne l'union de leurs colonies à sucre, avec celles du continent septentrional.

Dans la position de nos colonies, qui, d'un côté, nous coûtent énormément à entretenir & à défendre, auxquelles en même-tems nous sommes de notre aveu dans l'impossibilité absolue de fournir tous les objets de leurs besoins, puisque nous avons été forcés d'y admettre, sous certaines restrictions, les vaisseaux des autres nations, nous pourrions prendre avec moins de peine le parti qu'indiqueront les circonstances. Nous y gagnerons plusieurs millions d'économie, & si en ouvrant

les ports de nos colonies aux vaisseaux étrangers comme aux nôtres, nous acquerrons en même-tems la liberté entière du commerce & de la navigation avec tout le continent septentrional, nous serons amplement dédommagés par cette liberté du sacrifice que nous ferons de l'exclusif dans nos isles. La position de l'Espagne, par rapport à ses possessions américaines, sera plus embarrassante. Le commerce entre ses colonies & les colonies angloises, est moins immédiatement fondé sur le besoin que celui des colonies septentrionales avec les isles à sucre. Le climat, le sol, les productions, l'immense étendue des colonies espagnoles, la forme de leur population sont telles qu'elles trouvent en elles mêmes la plus grande partie des objets de besoin que les isles à sucre sont obligées de tirer de l'Amérique septentrionale; ce sont sur-tout des marchandises manufacturées que l'on porte d'Europe aux indes, espagnoles, & jusqu'à présent l'Amérique angloise n'a pas pu en exporter beaucoup. Mais si les colonies devenues indépendantes, ont la sagesse d'ouvrir leurs ports à toutes les nations, elles recevront de routes parts tous les objets de commerce possibles, non-seulement pour leur consommation, mais pour en porter au dehors. Les colonies angloises ne sont riches qu'en denrées, & il n'est pas douteux que l'attrait de l'or ne les engage à faire les plus grands efforts pour ouvrir

un commerce direct avec les Espagnols d'Amérique, qui les seconderoient de tout leur pouvoir.

Je ne vois pas comment l'Espagne pourroit l'empêcher. Les Anglo-Américains ne craindront point une guerre lucrative, sans danger pour eux, & dans laquelle leur ennemi se consumerait lui-même par la seule défensive sans pouvoir jamais attaquer. Ils chercheront vraisemblablement à engager les colons espagnols à secouer, à leur exemple, le joug de la métropole, & s'ils ne réussissoient pas à les persuader, ce seroit peut-être alors qu'ils se laisseroient séduire par la tentative de devenir conquérans.

Malheureusement il est à craindre que l'Espagne n'ait moins de facilité qu'aucune autre puissance, à quitter une route qu'elle suit depuis deux siècles pour se former un système tout nouveau, adapté à un nouvel ordre de choses. Jusqu'à présent elle a mis toute sa politique à maintenir les prohibitions multipliées dont elle a embarrassé son commerce; elle est accoutumée à craindre comme le plus grand des malheurs, que les étrangers n'approchent de ses possessions dans le nouveau monde & n'en partagent les trésors avec elle; elle a poussé sa jalousie jusqu'à s'imaginer pouvoir conserver dans la métropole l'argent qui en sort continuellement pour payer ce qu'elle est forcée d'acheter des étrangers. Ni les

idé
nat
son
tran
par
pou
cha
seco
pou
à l'
qui
liber
asser
cipe
tité
sition
com
par l
R
pagn
leur
forcé
prép
espagn
très-
exist
au li

idées des administrateurs, ni les opinions de la nation, ni la situation actuelle de sa culture & de son commerce, ni la constitution & l'administration de ses colonies, rien en un mot n'est préparé d'avance pour pouvoir saisir le moment de pouvoir se résoudre à changer lorsqu'il faudra changer, moins encore pour rendre insensible la secousse du changement & prévenir les suites qu'il pourroit entraîner, pour donner à la culture & à l'industrie dans la métropole le degré d'activité qui peut seul faire tirer parti du nouvel état de liberté; pour substituer aux chaînes de l'ancien asservissement des provinces américaines les principes d'une liaison fraternelle, fondée sur l'identité d'origine, de langage, de mœurs, sans oppositions d'intérêts; pour savoir leur offrir la liberté comme un don, au lieu de se laisser arracher par la force l'empire qu'on ne pourra plus garder.

Rien n'est plus digne de la sagesse du roi d'Espagne & de son conseil; que de fixer dès-à-présent leur attention sur la possibilité de cette séparation forcée, & sur les mesures à prendre pour s'y préparer; car cette crise peut ruiner la puissance espagnole pour long-tems, & nous jeter dans de très-grands embarras par les liaisons intimes qui existent entre les deux cours, si celle de Madrid, au lieu de prendre un parti conforme aux circons-

tances, se laissoit entraîner à des démarches qu'elle ne pourroit soutenir.

Je me suis beaucoup trop étendu peut-être sur les suites de la séparation totale des colonies angloises ; mais c'est parce que je regarde cet événement comme infiniment probable , & qu'il me paroît important de se familiariser d'avance avec le nouveau plan d'idées qu'on sera forcé d'embrasser alors.

Je passe à la seconde partie du Mémoire de M. le comte de Vergennes , l'examen du danger que peuvent courir nos colonies dans le cas d'une invasion , & des motifs de traindre que cette invasion n'ait lieu.

I I.

Rien de plus sage que les réflexions que présente M. le comte de Vergennes sur ce danger. Il est très-certain que si la guerre entre la métropole & ses colonies se terminoit par un accommodement prompt & par conséquent favorable aux colonies, l'Angleterre auroit dans le continent de l'Amérique des forces auxquelles rien ne pourroit résister. Il est certain encore que l'intérêt du ministère nouveau seroit d'effacer la honte d'un pareil traité , en occupant la nation d'idées flatteuses de conquêtes. *La morale de l'Angleterre en politique n'est pas faite pour nous rassurer.*

Dans cette supposition , l'état où se trouvent les colonies des deux nations est effrayant. M. de Vergennes regarde la Havane comme le seul point en état de résister quelque tems , encore ne s'exprime-t-il qu'en doutant ; & les Anglois peuvent avoir eu déjà les succès les plus funestes à la puissance espagnole avant de rien entreprendre sur la Havane. On prétend qu'en cas de guerre , ils ont depuis long-tems formé le plan de diriger leurs premières attaques contre la Martinique & Porto-Rico. Je le croirois assez , vu la position de ces deux îles.

M. de Sartine a remis l'année dernière au roi un Mémoire sur la situation de la Martinique , & sur le peu de forces que cette colonie pouvoit opposer à un ennemi aussi puissant. Il est à croire que depuis ce tems , on a mis ordre au mauvais état des fortifications. On y a fait passer des troupes ; mais il est fort à craindre que ces troupes ne soient très-affoiblies au moment de l'attaque par l'intempérie du climat. On ne peut donc se dissimuler que dans la supposition de l'invasion , le danger ne soit extrême , & peut-être inévitable.

Il n'en est que plus important de pèsér la probabilité de la supposition qui fera naître ce danger , & de prévoir , s'il est possible , les époques où l'on peut craindre qu'il n'éclate.

A cet égard , je crois d'abord qu'on peut être

à-peu-près rassuré pour cette année. On fait depuis long-tems qu'il y a une saison que l'Angleterre a le plus grand intérêt de choisir lorsqu'elle a des projets hostiles contre les deux couronnes. Cette saison inquiétante est l'intervalle du commencement d'avril à la fin d'octobre, tems où l'élite de nos matelots occupés à la pêche, & tous nos vaisseaux employés au commerce de l'Amérique offrent une proie facile à l'Angleterre, & lui donnent un moyen assuré d'énervier nos forces maritimes avant même que la guerre soit commencée. Nous en avons fait la funeste expérience en 1755.

A cette époque en succède une seconde, où l'élite des matelots de la Grande-Bretagne reste à son tour en proie aux marines réunies de France & d'Espagne; c'est le tems où les pêcheurs anglois vont vendre leurs cargaisons dans les ports de Portugal, d'Espagne & d'Italie. Cette époque dure depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de janvier; & pendant ce tems, l'Angleterre ne peut se livrer à des projets de guerre, sans prendre, pour prévenir ce danger, des précautions qui décéleroient ses vues. On peut croire encore que si dans l'intervalle du mois de janvier au mois d'avril l'Angleterre se proposoit de surprendre nos colonies, elle différerait assez l'exécution de son dessein pour que nous n'en fussions avertis qu'après le

départ de nos vaisseaux pêcheurs pour Terre-Neuve.

Cette marche régulière & annuelle fournit des moyens de prévoir d'avance les vues du ministère anglois, soit par le nombre & la force des bâtimens de guerre qu'il envoie au banc de Terre-Neuve, soit par la route que prennent les pêcheurs anglois après la pêche. Le ministre des affaires étrangères & celui de la marine ont fait sentir l'un & l'autre dès l'année dernière, l'importance dont il étoit d'avoir des bâtimens légers, qui pussent donner des nouvelles fréquentes des moindres mouvemens qu'on observeroit sur le banc de Terre-Neuve. C'est un point convenu, & sans doute cette année on suivra la même marche.

On est à portée de savoir en tout tems la quantité de vaisseaux que l'Angleterre a dans ses ports, le nombre de matelots qu'elle peut rassembler pour les armes dans un tems donné.

On peut savoir quelles sont les forces de terre actuellement restantes en Angleterre, & quel est leur emplacement relativement à la défense de la capitale.

On peut s'en rapporter à la vigilance du ministre de la politique sur le soin de veiller sans cesse sur tous ces points. Lui seul peut éclairer sa majesté & son conseil sur ces bases essentielles à constater, pour prévoir & mesurer le danger, & fixer par

conséquent ses idées sur les précautions qu'il exige.

Il me semble que d'après les données actuelles , M. le comte de Vergennes pense que le ministère anglois n'a aucunes vues hostiles. Il seroit difficile de les concilier avec l'espèce d'acharnement qu'il annonce pour pousser la guerre contre les Américains , avec le peu de troupes qu'il a gardées pour la sûreté de la métropole en cas d'attaque , avec la nature de ses armemens maritimes , qui , quoique nombreux & par conséquent fort dispendieux , ne consistent qu'en frégates ; avec la sécurité qu'il a montrée pour ses possessions des grandes Indes , en ne remplaçant pas l'escadre de l'amiral Harland. Le ministère anglois a parlé depuis peu d'envoyer de nouveau des vaisseaux aux Indes ; mais cet envoi paroît fort incertain & suggéré seulement par l'idée que nous envoyons de notre côté des forces considérables à l'isle de France ; on pourroit ajouter , avec la manière dont il s'est montré jusqu'à présent dans l'affaire de la médiation entre l'Espagne & le Portugal , *si jamais on pouvoit compter sur la bonne foi des politiques anglois , même lorsqu'ils paroissent agir & qu'ils agissent en effet pour le moment avec le plus de franchise.*

En combinant toutes ces circonstances , on peut croire avec certitude que le ministère anglois ne veut pas la guerre , & qu'on n'a à craindre que les

suivies d'un changement de ministres. Cet événement est sans doute possible. Cependant, comme il est incertain si à présent les colonies voudroient se contenter d'être remises au point où elles étoient avant 1763, avec toutes les restrictions mises à leur commerce; comme il n'est pas vraisemblable qu'un ministre anglois ose leur accorder la liberté de commerce qu'elles désirent; comme il ne paroît pas possible que le ministère anglois fasse la folie d'entreprendre une guerre étrangère avant d'être pleinement assuré de la réunion de la métropole avec les colonies; je pense que même dans ce cas, nous ne serions point attaqués pendant cette campagne, ni par conséquent avant le commencement de l'année prochaine.

Malgré ces probabilités, je pense, comme M. le comte de Vergennes, qu'il faut mettre tout au pis, & nous occuper de ce qu'on peut faire pour parer à la possibilité de l'invasion la plus prompte.

Mais avant d'entamer cette discussion, je ne crois pas inutile d'observer que le danger de la guerre peut ne pas venir de l'Angleterre seule, qu'il peut aussi venir de l'Espagne; & que peut-être une trop grande confiance dans ses forces, une idée exagérée des embarras que cause à l'Angleterre sa querelle avec ses colonies, jointe au ressentiment que le roi d'Espagne conserve contre la nation angloise, pourroient porter cette

couronne à des démarches qui non-seulement fourniroient à l'Angleterre des prétextes , mais qui peut-être forceroient le ministère britannique à faire la guerre contre son inclination. M. le comte de Vergennes fait de quelle importance il est de connoître en tout tems les vues du ministère espagnol , de faire naître & de maintenir entre les deux cours une confiance sans réserve , & de s'en servir pour apprécier plus exactement les moyens de l'Espagne & les nôtres , & pour ralentir , s'il est nécessaire , une ardeur trop grande qui pourroit compromettre ces mêmes moyens en se hâtant trop de les employer. Les finances du roi épuisées , la marine à rétablir , une armée à réformer par une constitution nouvelle , sont des objets à présenter au roi d'Espagne , pour le refroidir sur le désir qu'on peut craindre de la part de ce prince de commencer les hostilités. Il peut être plus facile de s'assurer des vues & des moyens de l'Angleterre , que des intentions & des moyens de l'Espagne : il est cependant également intéressant d'être éclairés sur les dispositions de l'une & de l'autre de ces deux puissances. La nature des préparatifs à proposer à notre alliée , peut devenir un moyen de sonder ses projets ; & dans le choix des nôtres , qui ne doivent tendre qu'au maintien de la paix , nous devons éviter ceux qui donneroient à cette puissance une trop grande facilité

d'engager la guerre, & nous mettroient par là dans sa dépendance.

En un mot, ne point être surpris par l'Angleterre, & ne pas être entraîné par les projets belliqueux que peut avoir l'Espagne, tel est le but auquel doivent tendre les résolutions du roi & de son conseil. Quel doit en être le résultat ? quelles mesures faut-il adopter ou proposer ? C'est ce qui me reste à examiner.

III.

M. de Vergennes rejète d'abord avec grande raison l'idée de prévenir les Anglois, en les attaquant nous-mêmes dans un moment où leurs forces sont occupées par une puissante diversion ; la première raison qu'il en donne & qui suffiroit toute seule, est l'amour de préférence que le roi de France & le roi d'Espagne ont pour la conservation de la paix. Nous connoissons ce qu'inspirent au roi à cet égard son humanité & même sa générosité pour un ennemi qui ne s'en piqueroit pas en pareille occasion. Quoique les mêmes sentimens soient dans le cœur du roi d'Espagne, il seroit possible qu'ayant depuis long-tems ressenti vivement les procédés de la nation angloise, il ne crût pas injuste de profiter d'un moment avantageux pour détruire l'espèce de tyrannie que la puissance angloise affecte sur les autres nations ;

& que s'il se refusoit à une agression formelle, il ne fût pas aussi éloigné de saisir ces occasions de rupture, qui ne manquent guères de se présenter entre deux grandes puissances, lorsqu'elles n'ont pas une envie décidée de se concilier. Mais aux idées morales qui doivent faire écarter toute idée d'agression, on doit ajouter les raisons d'intérêt tirées de la situation des deux puissances peut-être, & au moins de la nôtre.

A l'égard de l'Espagne, il semble assez constant qu'elle a un nombre suffisant de vaisseaux pour tenir tête, avec un nombre à-peu-près égal des nôtres, à la marine britannique. Mais en supposant que ces vaisseaux soient en meilleur état que ceux qui remplissent nos listes, j'ignore si l'Espagne a dans ses magasins tout ce qu'il faut pour les armer, & si elle peut rassembler au besoin un nombre de matelots proportionné, j'ignore à quel point elle peut compter sur l'habileté & l'expérience des officiers auxquels elle confiera le commandement. Ses finances ne sont point obérées; mais j'ignore si elle pourroit suffire à des efforts extraordinaires continués pendant plusieurs années. M. de Vergennes est seul en état de nous donner des lumières sur ces doutes.

A notre égard, le roi connoît la situation de ses finances. Il sait que malgré les économies & les améliorations déjà faites depuis le commen-

cement de son règne , il y a entre la recette & la dépense une différence de vingt millions dont la dépense excède. A la vérité , dans la dépense sont compris les remboursemens assignés ; mais auxquels le roi ne peut manquer sans altérer la foi publique & le crédit. Il n'y a que trois moyens de remplir ce déficit ; une augmentation d'impôts , une banqueroute plus ou moins forte , plus ou moins déguisée , & une économie considérable soit dans les dépenses , soit dans les frais de perception.

La bonté du roi , sa justice , le soin de sa gloire , lui ont fait dès le premier moment rejeter le moyen de la banqueroute , en tout tems , & celui d'une augmentation d'impôts pendant la paix. La voie de l'économie est possible ; il ne faut pour cela qu'une volonté ferme. La première économie doit être celle des dépenses , parce qu'elle seule peut fonder la confiance du public , & parce que la confiance du public est nécessaire pour trouver à gagner dans la partie des finances , en remboursant des engagements trop onéreux , ce qui ne se peut faire qu'en empruntant à des deniers plus avantageux.

En même tems que le roi a trouvé ses finances obérées & en désordre , il a trouvé son militaire & sa marine dans un état de foiblesse qu'on auroit eu peine à imaginer. Pour les rétablir & rendre à la France le degré de force & de confi-

ration qu'elle doit avoir, il faut que le roi dépense lorsque l'état de ses finances lui prescrit d'épargner.

Notre état néanmoins n'est pas tellement désespéré, que s'il falloit absolument soutenir une guerre on ne trouvât des ressources, sur-tout si c'étoit avec une probabilité de succès décidés, qui pussent en abrégier la durée. Mais au moins faut-il avouer qu'on doit l'éviter comme le plus grand des malheurs, puisqu'elle rendroit impossible pour bien long-tems, & peut-être pour toujours, une réforme absolument nécessaire à la prospérité de l'état & au soulagement des peuples. En faisant un usage prématuré de nos forces, nous risquerions d'éterniser notre foiblesse.

Une troisième raison doit décider contre le projet d'attaquer l'Angleterre; c'est la très-grande probabilité que cette attaque deviendrait le signal de la réconciliation entre la métropole & les colonies, & précipiteroit le danger que nous voulons éviter.

D'un côté, le ministère anglois même, en restant tel qu'il est, feroit avec joie cette ouverture pour céder sans honte à la résistance des Américains, sous le prétexte de tout sacrifier à la nécessité de repousser l'ennemi commun.

Les Américains de leur côté ne voudroient vraisemblablement

semblement pas se refuser aux conditions avantageuses qu'on leur offriroit ;

D'abord par un reste de patriotisme national & d'attachement à la mère-patrie , que le patriotisme américain n'étouffera entièrement qu'avec le tems , & lorsque la continuité de la guerre aura aigri de plus en plus les esprits ;

En second lieu , pour se conserver l'apparence de la modération , apparence nécessaire pour se ménager des liaisons & des défenseurs dans la métropole , où les membres de l'opposition n'oseroient prendre le parti des colonies , si elles annonçoient ouvertement le projet d'une indépendance absolue. Or , cette liaison que les colons conservent avec une partie de la nation angloise , est très-utile à leurs vues par les entraves continuelles qu'elle met aux opérations du ministère ;

Enfin , une troisième raison qui pourroit les rendre plus faciles , est l'opinion où étoient plusieurs de leurs chefs , que le moment d'effectuer la séparation n'étoit pas encore venu , que les moyens n'étoient pas suffisamment préparés , que le succès étant incertain aujourd'hui , auroit été infaillible , si la division n'eût éclaté que quelques années plus tard. Ce sont les démarches violentes de l'Angleterre qui ont précipité le moment , & il ne seroit pas étonnant que les Américains faussent l'occasion qui leur seroit offerte de gagner

du tems pour accumuler des richesses pendant la guerre contre la France & l'Espagne, & pour se préparer les moyens de recommencer la contestation entre eux & la métropole avec la pleine assurance du succès. Il n'y a que la durée de la guerre ou un succès entièrement décisif en faveur des Américains, qui puissent leur donner ou assez d'animosité ou assez de confiance, pour leur faire refuser toute autre proposition d'accommodement que celle d'une indépendance entière.

Une attaque de la part des deux couronnes, au lieu de nous assurer la diversion sur laquelle nous aurions compté, pourroit donc réunir au contraire contre nous les deux forces qu'il nous est si avantageux de laisser s'épuiser l'une contre l'autre.

En rejetant tout projet d'attaque pour se borner aux précautions, quelles précautions adoptera-t-on?

C'est pour nos colonies à sucre qu'on craint & pour les possessions espagnoles dans cette partie de l'Amérique. L'idée d'y porter des forces de terre & de mer suffisantes pour résister à l'invasion possible ou probable, se présente naturellement. C'est d'après cette idée que sur les premières allarmes qu'on avoit conçues l'année dernière, on a fait passer quelques bataillons à la Martinique & dans les autres îles. Il seroit possible qu'on proposât cette année d'y envoyer encore de nouvelles troupes, & même que chacune des deux couronnes fit partir

une escadre composée d'un certain nombre suffisant de vaisseaux de ligne, pour mettre leurs possessions respectives à l'abri d'une insulte. Je crois voir trois grands motifs de rejeter encore ce plan, la dépense, l'insuffisance & le danger.

Quant à la dépense, l'envoi des troupes qui sont parties l'année dernière augmente celle des colonies d'environ quatre millions par an. Un nouvel envoi porteroit cet article à huit millions. Si on y ajoute la dépense d'une escadre de huit vaisseaux de ligne, avec un nombre proportionné de frégates, entretenues ou renouvelées pendant tout le tems que dureront nos craintes, & qu'on pense que toute cette dépense est en accroissement d'un déficit qui est déjà de vingt millions, on en conclura que ce projet mettroit au rétablissement des forces de l'état peut-être autant d'obstacles que le projet même de la guerre. Il nous épuiserait en efforts de simple précaution, qui ne nous feroient aucun bien, qui ne feroient aucun mal à notre ennemi, & nous nous trouverions encore plus affoiblis lorsque le moment d'agir seroit venu.

J'applique ici tout ce que j'ai dit sur le projet de guerre, & j'y ajoute que si l'on considéroit uniquement l'intérêt momentané de la finance, une guerre seroit peut-être moins fâcheuse qu'une continuité de précautions trop dispendieuses. En effet

la guerre, en exigeant des dépenses très-fortes; permet des ressources que ne permet pas l'état de paix. Elle excuse tout, parce qu'elle nécessite tout. Dans la guerre on peut suspendre les remboursemens, ce qui couvrirait le déficit, ou si on pouvoit encore le couvrir par les économies dont la circonstance feroit encore plus sentir la nécessité, donneroit vingt millions de fonds extraordinaires pour les dépenses de la guerre. Il seroit tout simple d'établir un impôt; cet impôt pourroit suffire au paiement des intérêts & au remboursement du capital d'un emprunt proportionné, dans le nombre d'années auquel seroit fixé la durée de sa perception. Aucune de ces ressources ne peut être seulement tentée en tems de paix, & l'éclat que feroient les difficultés qu'éprouveroit la tentative, donneroit plus d'alarmes aux Anglois que nos armemens même.

Cette dépense ruineuse, & j'ose dire impossible dans la circonstance, fera bien plus à regretter en même-tems qu'elle nous consumerait inutilement en frais, tant que nos îles ne seroient point attaquées; elle seroit insuffisante dans le cas où nous serions attaqués.

Cette insuffisance ne me paroît que trop aisée à prouver.

Il est vrai que tant que la Grande-Bretagne n'aura dans l'Amérique d'autres forces maritimes que

des frégates, une escadre de vaisseaux de ligne; même peu considérable, suffiroit pour mettre en sûreté les possessions des deux couronnes. Mais il est impossible qu'ils imaginent de porter leurs armées de terre hors du continent, pour former des entreprises contre nos établissemens, sans les faire accompagner par de puissantes escadres. On peut être assuré qu'ils n'omettront rien pour les rendre supérieures à celles que nous aurions envoyées pour les attendre.

Si, comme il est vraisemblable, dans le cas prévu d'une réconciliation prompte, les Anglois ont en Amérique trente mille hommes disponibles, il est de toute impossibilité que nos forces nécessairement partagées entre tous les points susceptibles d'être attaqués, soient en aucun de ces points en état de résister à de pareilles armées, même quand nos troupes seroient beaucoup plus nombreuses qu'on ne peut raisonnablement le proposer. Mettre tous les points menacés en état de ne pas craindre un tel danger, seroit un effort au-dessus de tous nos moyens. Quand cet effort seroit possible, il ne seroit pas raisonnable, & nous perdriions moins à sacrifier nos colonies, qu'à les garder à un si haut prix.

Il faut encore observer que l'intempérie du climat de nos isles fait périr en très-peu de tems une grande partie des troupes qu'on est obligé d'y en-

voyer, & qu'ainsi il ne faut pas compter à beaucoup près pour la défense effective sur les forces qu'on a fait passer, & peut-être sur la moitié. Cette consommation d'hommes que les troupes britanniques n'éprouvent pas dans le climat sain de l'Amérique septentrionale rendroit encore la dépense de nos efforts plus disproportionnée & plus insuffisante pour son objet. Enfin, j'ai dit qu'une pareille mesure étoit dangereuse.

Elle présente en effet un double danger également important à éviter. Le premier est de mettre l'Angleterre dans le cas d'envoyer de son côté des forces navales en Amérique. Dans l'état actuel les Anglois n'ayant qu'un seul vaisseau de ligne en Amérique & des frégates & autres bâtimens légers répandus sur toute l'étendue des côtes du continent, une escadre de six ou huit vaisseaux de ligne envoyée dans des vues hostiles, suffiroit pour enlever presque tous ces bâtimens foibles & dispersés. Le ministère anglois ne pourroit sans imprudence s'exposer à ce risque, il seroit forcé, pour assurer ses opérations, d'envoyer une escadre supérieure aux nôtres.

L'inquiétude ne manqueroit pas de se répandre dans la nation; l'Angleterre armeroit dans tous ses ports, & chercheroit à se mettre partout en état de défense. Peut-être l'apparence d'une guerre produiroit-elle le même effet que

la guerre elle-même , en donnant à la métropole le même prétexte de se relâcher de la rigueur des loix qu'elle veut imposer aux Américains , & à ceux-ci les mêmes motifs d'accepter les propositions du ministère. Nos efforts n'auroient donc servi qu'à provoquer le danger que nous devons chercher à éloigner ou à éviter.

Le second danger est de donner à l'Espagne la confiance & les moyens de nous entraîner malgré nous dans des projets hostiles. J'ai déjà indiqué plus haut ce danger ; il pourroit se réaliser même sans un projet formel de la part de la cour d'Espagne. Il suffiroit que quelque commandant imprudent commît quelque acte d'hostilité pour mettre les deux nations aux mains , avant même qu'on eût pû être informé en Europe , & prévenir la rupture.

Je conclus de cette discussion que notre situation ne nous permet pas d'embrasser ce plan de précautions trop approchantes de l'état d'hostilité , & qu'il faut se borner à des précautions , qui , sans nous compromettre , sans user nos forces , sans appeller le danger , nous mettent en état de connoître à tems les vues de nos rivaux , d'agir au moment nécessaire de la manière la plus avantageuse suivant les circonstances , & d'en imposer par des forces effectives & prêtes au besoin.

Ces précautions sont indiquées dans le mémoire qui m'a été communiqué. La base en est l'observation exacte & vigilante des événemens, ainsi que des desseins & des préparatifs de la Grande-Bretagne. M. de Vergennes a pris les mesures les plus sages pour être instruit de tout ce qui se passe en Angleterre, du nombre des vaisseaux, & de la position de cette puissance au-dedans & au-dehors, de tous ses préparatifs maritimes, surtout de la position du ministère & de l'état de l'opinion publique.

La lettre de M. le marquis de Grimaldi annonce les mesures que l'Espagne prend pour veiller sur tout ce qui peut entrer dans le golphe du Mexique. Les positions de ses frégates paroissent parfaitement bien choisies. Leurs croisières, jointes à celles que nous entretenons aux bords de nos Isles, auront le double avantage de nous instruire de tout ce qui se passera dans ces parages, & de garantir le commerce des deux nations des insultes qui pourroient être faites à nos bâtimens par les vaisseaux anglois, occupés à empêcher les colonies de leur propre nation de faire aucun commerce, & de se pourvoir des objets dont elles ont besoin.

Le point d'observation le plus important est le banc de Terre-Neuve par les raisons développées ci-dessus : à cet égard tout est dit & convenu,

& je ne doute pas que toutes les mesures ne soient prises.

Il seroit sans doute très-utile d'avoir des correspondances sûres & fidèles dans les colonies angloises pour être toujours informé des évènements & de la disposition actuelle des esprits. Cet article est délicat ; car il seroit , je crois , dangereux d'y avoir un agent qui parût autorisé. Si les colons américains savoient le parti qu'ils pourroient tirer de nos officiers réformés , en les attirant à leur service , il est vraisemblable que par les seules lettres que ceux-ci écriroient à leurs amis sans aucune vue politique , nous serions très-bien informés sans que le ministère parût y être pour rien. C'est à la sagesse de M. le comte de Vergennes à savoir s'il convient de faire quelque chose de plus.

C'est une question encore plus délicate de savoir si l'on peut donner sous main des secours aux Américains , soit en munitions , soit en argent.

Il n'y a aucune difficulté à fermer les yeux sur les achats de munitions qu'ils font dans nos ports. Nos commerçans sont libres de vendre à quiconque leur achète. Nous ne distinguons point les Colons des Anglois même. Si nous les distinguons , si nous les regardions comme deux puissances divisées & en guerre l'une avec l'autre , notre rôle

seroit la neutralité , & refuser de vendre aux Américains , ce seroit en sortir.

Mais ce seroit en sortir aussi que de leur fournir des secours en argent , & cette démarche , qu'il seroit difficile de cacher , exciteroit de la part des Anglois de justes plaintes. Malheureusement l'argent est ce qui manque le plus aux Américains pour acheter au-dehors les munitions de guerre qu'ils ne peuvent tirer de chez eux. Un moyen de leur en procurer sans se compromettre seroit peut-être de fermer les yeux sur le commerce interlope qu'ils pourroient faire avec quelques ports de l'Amérique espagnole ; mais l'Espagne craindra peut-être les suites ultérieures de cette condescendance ; elle craindra de ne pouvoir plus arrêter , quand elle le voudra , le cours de cette contrebande une fois tolérée : c'est sur quoi je ne puis rien dire.

L'objet de la vigilance est de se mettre en état d'agir quand il est nécessaire d'agir. Il faut donc être préparé pour ce moment , soit pour défendre , s'il est possible , nos possessions dans le cas où elles seroient attaquées , soit pour attaquer nous-mêmes notre ennemi , lui ôter une partie de ses ressources , & obliger du moins à rappeler une partie de ses forces pour sa propre défense.

Le seul moyen de remplir ce but me paroît

être d'employer tous nos efforts à préparer nos forces maritimes, mais sans les faire sortir.

L'essentiel est de garnir nos arsenaux & nos magasins, d'achever de réparer tous les vaisseaux & frégates qui peuvent l'être. Suivant le tableau remis par M. de Sartine l'année dernière, le nombre en montoit à quarante-trois vaisseaux de ligne, vingt-trois frégates & treize corvettes.

Il est à désirer qu'on puisse avoir quelques bâtimens de force, prêts pour protéger, s'il est besoin, la rentrée de nos bâtimens de commerce & de nos pêcheurs.

Avoir une escadre de douze vaisseaux à Toulon, une pareille qu'on pourroit engager l'Espagne à préparer dans le port du Férol, une autre escadre un peu moins forte à Brest, avec un nombre considérable de frégates & de corvettes pour se mettre en état d'user de représailles sur l'Angleterre, si elle se hazardoit à une rupture; tenir pour cette disposition nos forces dans notre main, pour leur donner au besoin la destination convenable, c'est, je crois, tout ce que permet la circonstance; & j'observe que ces préparatifs à faire dans nos ports doivent suivre le mouvement progressif des armemens de l'Angleterre, qui ne peut certainement pas se livrer subitement à un projet de guerre.

Les premiers préparatifs de réparation & d'ap-

provisionnement doivent être faits avec le moins d'éclat possible , & il ne faut armer effectivement que quand il y aura une apparence fondée de danger. .

Il faut sur-tout éviter tout ce qui peut donner trop d'allarmes , avant que la plus grande partie de nos pêcheurs & de nos vaisseaux marchands soient rentrés dans nos ports.

A cette époque , si les circonstances deviennent inquiétantes ou menaçantes , il sera très-utile de faire marcher sur nos côtes opposées à celles de l'Angleterre une partie de nos troupes , & de porter à différens points de réunion les munitions de guerre proportionnées aux forces qu'on aura rassemblées.

Cette démarche , dans laquelle nous n'avons aucun risque à courir , est une de celles qui peuvent le plus en imposer à l'Angleterre , sur-tout dans un moment où la plus grande partie de ses forces est dispersée au loin. Elle n'étoit pas dans la même position en 1770 , & cependant trente-six bataillons seulement que le feu roi fit marcher sur nos côtes au mois d'octobre de cette même année , jetèrent la terreur en Angleterre , & contribuèrent beaucoup au succès de la négociation.

L'on peut se rappeler encore qu'en 1756 , les troupes qu'on avoit répandues sur nos côtes tinrent en échec presque toute la marine britannique ,

dont les opérations brillantes n'ont commencé que lorsque nos troupes ont été occupées en Allemagne.

Le changement arrivé dans l'état politique de l'Amérique ne pouvant plus nous faire regarder la possession du Canada comme avantageuse, je ne vois que trois points où la puissance britannique puisse être attaquée. Ses possessions dans la presqu'île de l'Inde, les places du Port-Mahon & de Gibraltar sur les côtes d'Espagne, & enfin la Grande-Bretagne elle-même.

Les Indes sont certainement la partie dans laquelle on peut attaquer les Anglois avec la plus grande apparence de succès, & leur faire le plus de mal aux moindres frais. Leur compagnie, maîtresse absolue des plus riches provinces de l'Indoustan, tire chaque année de ses possessions des sommes immenses, qui, converties en marchandises, procurent à la métropole, par les droits de toute espèce auxquels ces marchandises sont assujetties, un revenu que les personnes les plus instruites de l'état de l'Angleterre évaluent aux deux cinquièmes de ses revenus annuels.

Mais cette puissance est aussi précaire qu'effrayante. C'est un colosse dont les pieds sont d'argile; elle est toute fondée sur la violence, le brigandage & la tyrannie. On ne peut douter que les cruautés & les vexations exercées par la nation angloise dans l'Inde, n'aient porté le désespoir

dans l'ame des naturels du pays & de leurs souverains. Ils n'attendent pour éclater, qu'une guerre européenne qui leur rende l'espérance d'être secourus.

Des forces suffisantes & bien conduites ramèneraient contre les Anglois dans cette partie du monde, la même révolution que nous y avons essuyée de leur part ; & cette révolution n'éprouveroit pas les mêmes retours, si plus sages que nous ne le fûmes lors de nos avantages, & que ne l'ont été après nous les Anglois, nous n'entreprenions pas de succéder à leur domination, si au lieu d'opprimer comme eux les habitans du pays, nous nous bornions à protéger leur liberté.

Un pareil échec dans le commencement d'une guerre, pourroit mettre l'Angleterre dans l'impossibilité de la soutenir par la suspension d'une partie considérable de ses revenus.

Mais j'observe sur cela deux choses, l'une que pour faciliter cette entreprise, il eût été à désirer que de longue main nos isles de France & de Bourbon fussent devenues des arsenaux où l'on eût pu préparer dans le secret des moyens propres à nous donner la supériorité dans l'Inde dès la première campagne. Il y a lieu de croire aussi que Pondichéri n'est pas dans l'état qu'il devoit être. Le ministre de la marine suivra sans doute un meilleur plan qu'on ne l'a fait avant lui ; mais

l'effet de ses mesures exige nécessairement du tems.

J'observe en second lieu que pour réussir dans un pareil projet , il seroit essentiel que nous pussions primer les Anglois dans l'Inde , ce qu'il est difficile d'espérer ; car dès qu'ils nous soupçonneront le moins du monde de quelque vue hostile , on ne peut douter qu'ils ne fassent passer des forces considérables dans l'Inde ; il n'y a que le plus grand épuisement , ou les grandes allarmes pour la métropole elle-même , qui pussent leur faire négliger un point d'une importance aussi majeure.

Quant à Minorque & à Gibraltar , je ne fais si l'importance de ces deux possessions est proportionnée au désir qu'auroit l'Espagne d'y rentrer , & à l'intérêt que mettra l'Angleterre à les conserver. L'on n'a pas vu dans la dernière guerre que la privation de Minorque ait diminué sa supériorité dans la Méditerranée. Quoiqu'il en soit , il paroît difficile de prendre Gibraltar autrement que par surprise , & quoique la circonstance d'une garnison étrangère soit peut-être plus favorable qu'aucune autre , une pareille surprise ne paroît pas possible ; car il seroit trop imprudent de la tenter sans être d'ailleurs prêt à soutenir la guerre , & comment se préparer en Espagne à soutenir la guerre sans que les Anglois en soient

avertis , & fans que leur premier soin soit de mettre Gibraltar & Port-Mahon à l'abri d'une attaque imprévue ?

Si ce projet & celui d'une entreprise sur l'Inde sont de nature à ne pouvoir être annoncés , il n'en est pas de même du projet de descente en Angleterre. Ce projet n'a pas besoin d'être exécuté pour remplir une partie de l'effet qu'on peut en attendre. Ce seroit beaucoup gagner que d'obliger l'Angleterre à rassembler toutes ses forces autour d'elle pour sa propre sûreté. C'est peut-être le meilleur moyen de garantir les possessions des deux couronnes en Amérique du danger d'une invasion ; ce seroit dans le moment où nous aurions rassemblé dans nos ports un nombre suffisant de vaisseaux de transport pour feindre une descente en Angleterre , ou pour la réaliser si cette puissance osoit mépriser ou négliger cette démonstration , ce seroit alors que nous pourrions avec avantage faire passer à nos isles des forces pour leur défense , & en porter dans l'Inde de suffisantes pour renverser la puissance angloise.

Il ne m'appartient pas de décider si une expédition en Angleterre est une chose possible ou prudente à exécuter. J'y vois un grand danger pour une puissance qui n'est pas maîtresse de la mer , la difficulté de ramener ses troupes une fois débarquées ; mais je fais deux choses , l'une
que

que des militaires expérimentés regardent ce projet comme praticable, l'autre que les Anglois le craignent pardessus toutes choses : ce n'est pas qu'ils imaginent que la France puisse les conquérir ou les garder ; mais une guerre dont leur pays feroit le théâtre, feroit souffrir beaucoup d'individus, & dans un gouvernement tel que l'Angleterre, cela suffit pour exciter les plus grands troubles. D'ailleurs la terreur universelle anéantiroit le crédit, & mettroit la banque à découvert, ce qui forceroit la banqueroute nationale, & dès-lors ôteroit au gouvernement toutes ressources.

Ce que je viens d'indiquer appartient plus à un plan de guerre qu'à un plan de simples précautions pour prévenir les hostilités ; mais je crois qu'un plan de précautions doit servir à préparer les opérations de la guerre, si elle devient inévitable.



R É S U M É.

LA longueur de ce Mémoire exige que j'en présente, en racourci, les principaux résultats.

I.

En parcourant, avec M. le comte de Vergennes, les différentes manières dont on peut supposer que se terminera la querelle de l'Angleterre avec ses colonies, il m'a paru que l'évènement le plus désirable pour l'intérêt des deux couronnes, seroit que l'Angleterre surmontât la résistance de ses colonies & les forçât à se soumettre à son joug, parce que si les colonies n'étoient subjuguées que par la ruine de toutes leurs ressources, l'Angleterre perdroit l'avantage qu'elle en a retiré jusqu'ici, soit pendant la paix, par l'accroissement de son commerce, soit pendant la guerre, par l'usage qu'elle pouvoit faire de leurs forces. Si au contraire les colonies vaincues conservent leurs richesses & leur population, elles conserveront le courage & le désir de l'indépendance, & forceront l'Angleterre d'employer une partie de ses forces à les empêcher de se soulever de nouveau.

La supposition de la séparation absolue des co,

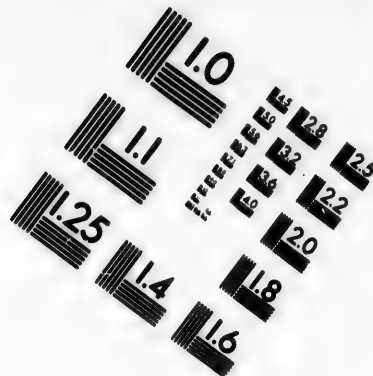
lonies & de la métropole , me paroît infiniment probable : il en résultera , lorsque l'indépendance des colonies sera entière & reconnue par les Anglois mêmes, une révolution totale dans les rapports de politique & de commerce entre l'Europe & l'Amérique , & je crois fermement que toutes les métropoles seront forcées d'abandonner tout empire sur leurs colonies , de leur laisser une entière liberté de commerce avec toutes les nations , de se contenter de partager avec les autres cette liberté , & de conserver avec leurs colonies les liens de l'amitié & de la fraternité.

Si c'est un mal , je crois qu'il n'existe aucun moyen de l'empêcher ; que le seul parti à prendre sera de se soumettre à la nécessité absolue , & de s'en consoler. J'ai développé quelques motifs de consolation , tirés d'une appréciation de l'avantage des colonies pour les métropoles , un peu plus basse que celle qu'on adopte communément.

J'ai aussi observé , que dans ce cas il y auroit un très-grand danger pour les puissances qui s'obstineroient à résister au cours des événemens , qu'après s'être ruinées par des efforts au-dessus de leurs moyens , elles verroient leurs colonies leur échapper également , & devenir leurs ennemies au lieu de rester leurs alliées.

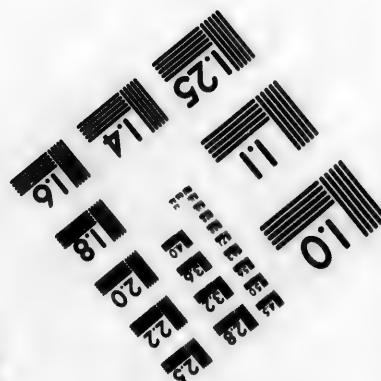
J'ai appuyé en particulier sur l'importance dont





A resolution test chart featuring several groups of horizontal and vertical lines of varying thicknesses. Each group is accompanied by a numerical value indicating its resolution. The values include 1.0, 1.1, 1.25, 1.4, 1.6, 1.8, 2.0, 2.2, 2.5, 2.8, 3.2, 3.6, 4.0, 4.5, 5.0, 5.6, 6.3, 7.1, 8.0, 9.0, 10, 11.2, 12.5, 14, 16, 18, 20, 22.5, 25, 28, 32, 36, 40, 45, 50, 56, 63, 71, 80, 90, 100, 112, 125, 140, 160, 180, 200, 225, 250, 280, 320, 360, 400, 450, 500, 560, 630, 710, 800, 900, 1000, 1120, 1250, 1400, 1600, 1800, 2000, 2250, 2500, 2800, 3200, 3600, 4000, 4500, 5000, 5600, 6300, 7100, 8000, 9000, 10000, 11200, 12500, 14000, 16000, 18000, 20000, 22500, 25000, 28000, 32000, 36000, 40000, 45000, 50000, 56000, 63000, 71000, 80000, 90000, 100000, 112000, 125000, 140000, 160000, 180000, 200000, 225000, 250000, 280000, 320000, 360000, 400000, 450000, 500000, 560000, 630000, 710000, 800000, 900000, 1000000, 1120000, 1250000, 1400000, 1600000, 1800000, 2000000, 2250000, 2500000, 2800000, 3200000, 3600000, 4000000, 4500000, 5000000, 5600000, 6300000, 7100000, 8000000, 9000000, 10000000, 11200000, 12500000, 14000000, 16000000, 18000000, 20000000, 22500000, 25000000, 28000000, 32000000, 36000000, 40000000, 45000000, 50000000, 56000000, 63000000, 71000000, 80000000, 90000000, 100000000, 112000000, 125000000, 140000000, 160000000, 180000000, 200000000, 225000000, 250000000, 280000000, 320000000, 360000000, 400000000, 450000000, 500000000, 560000000, 630000000, 710000000, 800000000, 900000000, 1000000000, 1120000000, 1250000000, 1400000000, 1600000000, 1800000000, 2000000000, 2250000000, 2500000000, 2800000000, 3200000000, 3600000000, 4000000000, 4500000000, 5000000000, 5600000000, 6300000000, 7100000000, 8000000000, 9000000000, 10000000000, 11200000000, 12500000000, 14000000000, 16000000000, 18000000000, 20000000000, 22500000000, 25000000000, 28000000000, 32000000000, 36000000000, 40000000000, 45000000000, 50000000000, 56000000000, 63000000000, 71000000000, 80000000000, 90000000000, 100000000000, 112000000000, 125000000000, 140000000000, 160000000000, 180000000000, 200000000000, 225000000000, 250000000000, 280000000000, 320000000000, 360000000000, 400000000000, 450000000000, 500000000000, 560000000000, 630000000000, 710000000000, 800000000000, 900000000000, 1000000000000, 1120000000000, 1250000000000, 1400000000000, 1600000000000, 1800000000000, 2000000000000, 2250000000000, 2500000000000, 2800000000000, 3200000000000, 3600000000000, 4000000000000, 4500000000000, 5000000000000, 5600000000000, 6300000000000, 7100000000000, 8000000000000, 9000000000000, 10000000000000, 11200000000000, 12500000000000, 14000000000000, 16000000000000, 18000000000000, 20000000000000, 22500000000000, 25000000000000, 28000000000000, 32000000000000, 36000000000000, 40000000000000, 45000000000000, 50000000000000, 56000000000000, 63000000000000, 71000000000000, 80000000000000, 90000000000000, 100000000000000, 112000000000000, 125000000000000, 140000000000000, 160000000000000, 180000000000000, 200000000000000, 225000000000000, 250000000000000, 280000000000000, 320000000000000, 360000000000000, 400000000000000, 450000000000000, 500000000000000, 560000000000000, 630000000000000, 710000000000000, 800000000000000, 900000000000000, 1000000000000000, 1120000000000000, 1250000000000000, 1400000000000000, 1600000000000000, 1800000000000000, 2000000000000000, 2250000000000000, 2500000000000000, 2800000000000000, 3200000000000000, 3600000000000000, 4000000000000000, 4500000000000000, 5000000000000000, 5600000000000000, 6300000000000000, 7100000000000000, 8000000000000000, 9000000000000000, 10000000000000000, 11200000000000000, 12500000000000000, 14000000000000000, 16000000000000000, 18000000000000000, 20000000000000000, 22500000000000000, 25000000000000000, 28000000000000000, 32000000000000000, 36000000000000000, 40000000000000000, 45000000000000000, 50000000000000000, 56000000000000000, 63000000000000000, 71000000000000000, 80000000000000000, 90000000000000000, 100000000000000000, 112000000000000000, 125000000000000000, 140000000000000000, 160000000000000000, 180000000000000000, 200000000000000000, 225000000000000000, 250000000000000000, 280000000000000000, 320000000000000000, 360000000000000000, 400000000000000000,

6"



Photographic Sciences Corporation

**23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503**

28
25
22
20
18
15

10
01
02
03
04
05
06
07
08
09
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

il est que l'Espagne fixe, dès-à-présent, ses réflexions sur la possibilité de cet événement, & se familiarise d'avance avec l'idée d'un changement total de système dans l'administration de son commerce, & dans ses rapports avec ses colonies.

Une réconciliation, & sur-tout une réconciliation prompte entre l'Angleterre & l'Amérique, me paroît le seul cas où les deux couronnes soient menacées d'un danger prochain.

I I.

Dans l'examen de ce danger, j'ai observé qu'il étoit double, qu'il pouvoit venir de l'Angleterre ou de l'Espagne.

Du côté de l'Angleterre, M. le comte de Vergennes me paroît persuadé que le ministère actuel n'a aucunes vues hostiles. Je le pense comme lui.

Je pense qu'un nouveau ministère ne commenceroit la guerre qu'après avoir consommé l'ouvrage de la pacification de l'Amérique.

Je crois pouvoir en conclure, que nous ne serons point inquiétés dans le courant de cette année.

J'ai rappelé les saisons différentes où nos matelots & ceux de l'Angleterre sont tour-à-tour exposés à être enlevés par la puissance rivale. J'ai observé que cette marche régulière & annuelle déterminoit les époques que l'Angleterre choisit

pour commencer les hostilités, & qu'elle nous fournissoit des moyens de découvrir ses vues, par les précautions qu'elle prend alors.

Par rapport à l'Espagne, j'ai dit qu'on pouvoit craindre de sa part la confiance trop grande en ses forces, l'antipathie contre la puissance angloise, le juste ressentiment que conserve le roi catholique des procédés de cette puissance à son égard, & les obstacles que ces dispositions mettroient à la conciliation, s'il survenoit quelque dispute ou quelque voie de fait entre des commandans espagnols & anglois.

J'ai dit enfin qu'il étoit également important de n'être pas surpris par l'Angleterre, & de n'être pas entraîné par l'ardeur qu'on peut supposer à l'Espagne, & j'ai insisté sur la nécessité de faire naître & de maintenir entre nos deux cours une confiance sans réserve.

III.

Sur l'objet des mesures à prendre par les deux couronnes, pour prévenir les dangers qui peuvent les menacer, ma façon de penser est exactement la même que celle de M. le comte de Vergennes, sur la nécessité de rejeter tout plan d'aggression de notre part ;

D'abord par les raisons morales, si conformes

à la façon de penser si connue des deux monarques ;

En second lieu , à cause de l'état où le roi a trouvé & ses finances & ses forces de terre & de mer , du besoin qu'il a de tems pour régénérer toutes ces branches de sa puissance , & du danger d'éterniser notre foiblesse , en faisant de nos forces un usage prématuré ;

En troisième lieu , par la raison décisive qu'une guerre offensive de notre part réconcilieroit la métropole avec les colonies , en donnant au ministère un prétexte de céder & aux colons un motif de se prêter à ses propositions , pour se donner le tems de consolider & de mûrir leurs projets & de multiplier leurs moyens.

J'ai discuté ensuite l'idée qu'on pourroit avoir d'envoyer sans vues hostiles des troupes de terre & des escadres dans nos colonies , pour les mettre en défense & à l'abri de l'envahissement. Je me suis attaché à prouver que ce plan devoit être rejeté , comme ruineux , insuffisant & dangereux ;

Comme ruineux , parce que la dépense qu'il entraîneroit & qu'il faudroit continuer aussi long-tems que dureroient nos craintes , éroit ajoutée au déficit actuel de la finance , en rendroit le rétablissement impossible ; parce qu'elle deviendroit peut-être plus embarrassante pour ce département , que le projet même de la guerre. La

nécessité autorisant en tems de guerre l'usage des moyens extraordinaires, qui en tems de paix deviendroient odieux & porteroient le dernier coup à la confiance publique ;

Comme insuffisant, parce que l'Angleterre n'entreprendroit pas d'attaquer les deux couronnes en Amérique, sans y envoyer des escadres supérieures aux nôtres, & que cette puissance ayant en Amérique au moins trente-mille hommes, qu'elle peut, dans la supposition, porter sur tel point d'attaque qu'elle voudra choisir, il est impossible que des forces, même beaucoup plus nombreuses que celles que nous pouvons envoyer, étant partagées entre tous les points menacés, soient dans aucun cas en état de résister à une armée aussi nombreuse ;

Comme dangereux, parce qu'il forceroit le ministère anglois non-seulement à envoyer de son côté en Amérique des escadres au moins équivalentes, mais encore à se préparer à la guerre dans tous les points de la puissance britannique ; parce que cette apparence de guerre auroit vraisemblablement le même effet que la guerre elle-même, d'amener les deux partis à la réconciliation, & de provoquer le danger que nous voulons éviter ; enfin, parce que l'exécution de ce plan augmenteroit la confiance de l'Espagne, & nous exposeroit à être entraînés malgré nous dans la guerre.

J'ai conclu qu'il falloit se borner à des précautions moins chères & moins approchantes de l'état d'hostilité. Ces précautions se réduisent à ceci :

1°. Observer attentivement tout ce qui peut nous avertir des approches du danger ;

Observer aux attéragés de nos isles & aux entrées du golfe du Mexique. C'est l'objet des croisières, dont parle la lettre de M. le marquis de Grimaldi, & des ordres qui seront donnés aussi en conformité aux bâtimens que nous avons dans ces parages. Se procurer des informations fréquentes de ce qui se passe sur le banc de Terre-Neuve ;

Observer en Angleterre l'état des troupes, des armemens, la situation du crédit public, celle du ministère ;

Chercher à connoître ce qui se passe dans les colonies angloises, en évitant cependant tout ce qui pourroit faire penser que nous y ayons aucun agent direct & caractérisé.

2°. Faciliter aux colons les moyens de se procurer par la voie du commerce, les munitions & même l'argent dont ils ont besoin, mais sans sortir de la neutralité & sans leur donner des secours directs.

3°. Rétablir sans éclat nos forces maritimes, remplir nos magasins, réparer nos vaisseaux, nous mettre en état d'armer promptement, lorsqu'il en

sera besoin, une escadre à Toulon, & successivement une à Brest, pendant que l'Espagne en armeroit une au Férol.

4°. Dans le cas où nous aurions des motifs fondés de craindre un danger plus éminent, armer effectivement ces escadres, mais sans les faire sortir.

5°. Dans le cas où tout se disposeroit à une guerre prochaine, rassembler des troupes nombreuses sur les côtes de l'Océan, & tout disposer pour une expédition en Angleterre, afin d'obliger cette puissance à recueillir ses forces, profiter du moment pour envoyer des troupes & des vaisseaux, soit dans nos colonies, si on le jugeoit nécessaire, soit dans l'Inde, où nous nous serions préparé d'avance des moyens, d'un côté en pratiquant des liaisons avec les naturels du pays, de l'autre en perfectionnant l'établissement de nos îles de France & de Bourbon.

Comme une partie de ces précautions même entraîneroit encore des dépenses assez considérables, je crois essentiel de ne rien précipiter, sur-tout relativement aux deux dernières, si ce n'est lorsque nous aurons lieu de croire par la conduite de l'Angleterre, que cette puissance songe véritablement à nous attaquer.

Je ne puis terminer ce Mémoire sans faire une observation que je crois très-importante, sur la

manière dont nous devons nous concerter avec la cour d'Espagne. Nul doute que les intérêts étant communs, la confiance ne doive être entière, & toutes les mesures prises de concert.

Mais il n'y a que trop lieu de craindre que l'Angleterre n'ait dans les bureaux des ministres d'Espagne des intelligences qui lui donnent avis de beaucoup de secrets importants. C'est un danger contre lequel il faut être en garde dans les communications qu'on doit faire à l'Espagne. Certainement la communication de tout ce qui, en annonçant la ferme résolution des deux rois de maintenir la paix, indique l'usage des moyens propres à menacer l'Angleterre directement, ne peut nuire, même quand le ministère britannique en auroit connoissance. Mais tout ce qui tiendrait à des entreprises sur Minorque ou sur Gibraltar, à des mesures combinées pour porter des forces dans les Indes, ne peut être confié sans danger qu'au roi d'Espagne & à M. de Grimaldi pour lui seul.

6 avril 1776.



Lettre L, page 113, ligne 10.

L Le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, répondit de la part du roi au vicomte de Stormont, ambassadeur d'Angleterre, le 8 juillet 1777 en ces termes : « Que sa majesté, fidèle à l'observation des traités, ne permettra rien qui pourroit y déroger ; & que sensible aux plaintes portées contre la conduite irrégulière de trois corsaires américains, *la Représaille*, *le Lexington*, & le *Dolphin*, elle en marquera son mécontentement, en ordonnant de séquestrer ceux de ces corsaires qui se trouveront dans les ports du royaume, pour être retenus jusqu'à ce qu'on puisse avoir des sûretés suffisantes, qu'ils retourneront en droiture en Amérique, sans inquiéter de nouveau les mers d'Europe ; que les ordres sont renouvelés non-seulement pour qu'on ne permette point la vente de prises que ces mêmes corsaires ou d'autres peuvent avoir amenées ou pourront amener par la suite, mais encore pour qu'on les fasse partir aussi-tôt que les vents & les circonstances du tems pouront le permettre ; que le même ordre s'étend à tout capteur indistinctement, & qu'il est

» enjoint aux officiers préposés à cet effet ; d'y
» tenir sévèrement la main , sous peine d'en ré-
» pondre en leur propre & privé nom ; qu'il leur
» est pareillement enjoint de veiller soigneuse-
» ment à ce que les facilités de commerce ac-
» cordées aux Américains , n'excèdent point celles
» du commerce permis ; que si quelque sujet
» anglois se croit fondé à intenter une action per-
» sonnelle contre quelqu'un des susdits corsaires,
» la voie des tribunaux lui est ouverte , la loi ,
» & non l'autorité , décidant les affaires conten-
» tieuses en France comme en Angleterre. »

Cette réponse fut accompagnée de quelques remarques sur les plaintes multipliées qui avoient été infructueusement déferées à la cour de Londres ; elles portoient que l'empressement du roi à faire justice sur les griefs de cette cour , persuade sa majesté que le roi d'Angleterre apportera « de son côté la même attention à faire » réparer ceux dont elle a à se plaindre , & que » ce prince donnera des ordres pour arrêter les » vexations auxquelles le commerce des sujets » françois est fréquemment exposé ; que sa ma- » jesté n'entend ni les encourager ni les protéger » dans un commerce prohibé par les traités. » Mais qu'elle ne peut consentir , « qu'à la faveur » de frivoles distinctions , on arrête & confisque » les navires & les cargaisons ; que l'on maltraite

» & emprisonne les équipages , sous prétexte qu'il
» se trouve à bord des denrées & marchandises
» qui sont ou qui peuvent être du cru de l'A-
» mérique septentrionale; qu'une pareille jurispru-
» dence ne pourroit se concilier ni avec la justice ,
» ni avec les assurances amicales de la cour de
» Londres. »

La même chose fut communiquée au gouver-
nement d'Angleterre par le marquis de Noailles ,
ambassadeur de France en cette cour , & comme
le roi d'Angleterre prétendoit que le roi défen-
dit à ses sujets l'exportation des armes , & fit
punir ceux qui donneroient des fausses désignations,
le marquis de Noailles reçut ordre de répondre à
une telle prétention ; « que les munitions de
» guerre font partie du commerce permis comme
» toute autre marchandise , lorsqu'elles n'ont pas
» une destination vers un pays en guerre avec un
» autre, & que ce n'est que relativement aux nations
» belligérantes , qu'elles peuvent être réputées de
» contrebande ; que de tout tems l'exportation
» en a été permise dans nos colonies , en Afri-
» que , & par-tout où le commerce en a pu por-
» ter ; que , sans cette facilité , nos manufactures
» d'armes seroient bientôt sans ouvrage & sans
» ouvriers ; qu'à l'égard des fausses destinations ,
» il est impossible de les empêcher : que jamais
» les contrebandiers anglois qui vont courir les

» côtes des Espagnols en Amérique pour y ver-
» ser de la contrebande , n'ont fait insérer
» dans leurs lettres de mer la véritable des-
» tination de leurs cargaisons; que jamais aucun
» de ces contrebandiers n'a été puni par les Ami-
» rautés angloises pour avoir fait de fausses dé-
» clarations; que l'on a donc mauvaise grâce
» de nous présenter comme un grief, une pra-
» tique que l'on tolère & que l'on encourage
» même à Londres. »

Sur les plaintes fastidieuses & importunes du
vicomte de Stormont , & sur la prétention étrange
qu'il signifia, le 3 novembre 1777 , portant que le
roi , *de son propre mouvement & sans examen* , fit
rendre toutes les prises que les Américains condui-
roient dans ses ports , le roi fit répondre que ,
« si sur une aussi grande étendue de côtes que
» celles qui bordent la France , on n'a pu pré-
» venir quelques contraventions aux ordres qui
» avoient été expédiés, la promptitude avec la-
» quelle on s'est empressé d'y remédier , dépose
» de la sincérité des assurances qui avoient été
» précédemment données, & de la bonne foi avec
» laquelle sa majesté entend qu'elles soient ob-
» servées. Que M. l'ambassadeur d'Angleterre doit
» en trouver une preuve palpable dans la célérité
» avec laquelle on a , à sa première réquisition ,
» expédié des couriers à Bordeaux & à Nantes

„ avec les ordres qu'il avoit désirés , & dans les
 „ suites effectives qu'ils ont eues , qu'il est pré-
 „ venu des ordres que sa majesté a fait adresser
 „ de son propre mouvement à ses chambres de com-
 „ merce , à ses Amirautés , & par-tout où il con-
 „ vient , pour enjoindre la plus stricte exécution
 „ de ceux précédemment donnés , soit pour en-
 „ pêcher que les corsaires Américains ne trouvent
 „ asyle & faveur dans ses ports , *au-delà de ce*
 „ *que les traités & les devoirs de l'humanité accor-*
 „ *dent* , soit pour obvier aux déguisemens &
 „ aux fraudes que l'on met en usage pour mas-
 „ quer les prises qu'ils peuvent avoir faites , &
 „ pour en surprendre la vente. Que sa majesté croit
 „ avoir épuisé à cet égard tout ce que la pré-
 „ voyance peut suggérer : que si cependant il y
 „ avoit d'autres précautions plus effectives dont
 „ elle ne se seroit pas avisée , elle ne refusera pas
 „ d'y entendre , tant qu'elles seront compatibles
 „ avec sa justice ; que c'est par une suite de ce
 „ sentiment que sa majesté ne dissimule point
 „ qu'elle ne peut se prêter à l'insinuation de faire
 „ rendre sans examen les prises qui pourroient
 „ être amenées dans ses ports ; elle ne doit pas
 „ en souffrir la vente ; c'est à quoi se rapportent
 „ tous ses ordres. Que le roi , quoique fidèle
 „ observateur des traités avec l'Angleterre , &
 „ jaloux de remplir envers elle les devoirs de

» l'amitié & du bon voisinage , ne peut négliger
» les intérêts de ses sujets & la sûreté de leur
» commerce ; que ce seroit cependant sacrifier
» des intérêts aussi capitaux , que de se prêter à
» la démarche dont il s'agit , parce que les Amé-
» ricains ne pouvant plus regarder la France que
» comme ennemie déclarée , troubleroient le
» commerce de ses sujets , comme ils troublent
» celui de la Grande-Bretagne..... Que le roi croit
» remplir , à l'égard du roi d'Angleterre , tout ce
» que sa justice & son amitié peuvent lui per-
» mettre dans les circonstances actuelles ; enfin ,
» que sa majesté est fondée à attendre en retour ,
» que le roi de la Grande-Bretagne voudra bien
» donner , de son côté , les ordres les plus précis
» pour qu'il soit remédié aux différentes plaintes
» qui ont été successivement portées , & dont
» quelques-unes sont déjà d'une date éloignée ,
» & pour prévenir & arrêter des excès qui ne
» deviennent que trop fréquens de la part des
» officiers de mer anglois. »



Lettre M, page 181, ligne 8.

LORSQUE les François furent débarqués à Rhode-Island, le général Clinton forma le projet d'une expédition contr'eux. La milice de la Nouvelle-Angleterre fut appelée pour se joindre aux troupes françoises. Un détachement de miliciens ayant été envoyé sur Kononicut-Island, arriva sans provisions ni tentes. Le vicomte de Noailles y commandoit un détachement françois. Ses soldats voyant la détresse des miliciens les emmenèrent dans leurs tentes, & chaque soldat partagea sa ration avec un Américain.

Quand les troupes du marquis de Saint-Simon se joignirent aux Américains à Williamsburg, ceux-ci prêtèrent de bon cœur leurs propres chevaux pour le service des officiers françois. Ils ne voulurent pas qu'aucune de leurs tentes fût apportée, jusqu'à ce qu'on eût transporté toutes celles des François; & comme on manquoit encore de provisions, parce que leur transport n'étoit devenu facile que depuis que la flotte françoise nous avoit rendus maîtres des rivières, les soldats américains demandèrent qu'on donnât aux troupes françoises la farine de froment & la ra-

tion complète, & se réduisirent à la farine de maïs, avec une ration moins considérable.

M. le marquis de Saint-Simon connoissant le bon esprit des troupes qu'il avoit amenées, avoit désiré qu'il n'y eût aucune séparation entre les deux camps. Les officiers & les soldats furent toujours ensemble, sans qu'il survint entr'eux le plus léger différent, ni qu'un des deux partis cessât d'avoir à se louer de l'autre.

Fin de la troisième partie.

nis!

farine de
ble.

diffant le
es, avoit
entre les
s furent
tr'eux le
tis cefsât

T A B L E

DE LA TROISIEME PARTIE.

O BSERVATIONS sur l'Histoire Philoso- phique des deux Indes, relativement aux Etats-Unis d'Amérique,	page 1
CHAP. I. De l'époque des établissemens des premières colonies,	2
CHAP. II. De la Nouvelle-Angleterre,	6
CHAP. III. De la Nouvelle-Jersey,	26
CHAP. IV. De la Pensylvanie,	29
CHAP. V. De Guillaume Penn,	44
CHAP. VI. Des Quakers,	59
CHAP. VII. Du Maryland, de la Vir- ginie, &c.	72
CHAP. VIII. Du climat, du sol, &c. des Etats-Unis,	84
CHAP. IX. De la conduite de la Fran- ce,	101
CHAP. X. De la conduite des Améri- cains,	137
CHAP. XI. Des avis que M. l'abbé	

<i>Raynal donne à la France , à l'Es-</i>	<i>page</i>
<i>pagne & aux États-Unis ,</i>	185
CHAP. XII. Des contradictions de M.	
<i>l'abbé Raynal ,</i>	195
<i>Conclusion ,</i>	202
<i>Notes ,</i>	217

Ef- page

185

M.

195

202

217